



Ministère *des* Finances

**COMPTES
PUBLICS
de
L'ONTARIO**

2011-2012

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations	1-22
Fonds ontarien d'initiative	1-25

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques et Immigration	2-7
Affaires municipales et Logement	2-19
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	2-31
Bureau de l'Assemblée législative	2-45
Bureau du Conseil des ministres	2-53
Bureau du directeur général des élections	2-59
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-65
Bureau du vérificateur général	2-69
Cabinet du Premier ministre	2-73
Développement du Nord, des Mines et Forêts	2-79
Développement économique et Commerce	2-93
Éducation	2-103
Énergie	2-115
Environnement	2-125
Finances	2-137
Formation, Collèges et Universités	2-157
Infrastructure	2-171
Office des affaires francophones	2-181
Ombudsman Ontario	2-189
Procureur général	2-195
Promotion de la santé et Sport	2-217
Recherche et Innovation	2-223
Revenu	2-231
Richesses naturelles	2-239
Santé et Soins de longue durée	2-255
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-285
Services à l'enfance et à la jeunesse	2-311
Services aux consommateurs	2-323
Services gouvernementaux	2-329
Services sociaux et communautaires	2-349
Tourisme et Culture	2-359
Transports	2-375
Travail	2-393

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

Page

Section 3 – Annexes – Dette

Titres Émis	3-1
Remboursement de la dette	3-5
Sommaire de l'encours de la dette	3-10
Encours de la dette	3-13
Transactions de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO).....	3-39

Section 4 – Autres annexes supplémentaires

Prêts et investissements.....	4-1
Fonds et autre passif.....	4-8
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-13
Créances exigibles de la Couronne	4-16

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2011-2012 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des Organismes de services du gouvernement et Entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements versés par les ministères aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert qui ne sont pas censés d'être interdit par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

Vient ensuite, aux pages 2-1 à 2-405, une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Les cinq états financiers suivants sont présentés pour chaque ministère, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS

Mandats spéciaux

On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2010-2011 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paielements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie comprend les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/fr/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais. On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de:

Publications ServiceOntario
Téléphone: 416 326-5300
Sans frais 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais: 1 800 268-7095
Site Web: www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca.

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes – Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2012 \$	2011 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers.....	24 548 359 609	23 624 201 938
Taxe de vente	20 158 969 576	18 813 434 986
Impôts sur les sociétés.....	9 943 931 478	8 382 695 301
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 765 027 639	5 913 447 800
Impôt-santé des employeurs.....	5 091 982 323	4 733 193 592
Contribution-santé de l'Ontario.....	2 916 010 522	2 933 985 933
Taxe sur l'essence	2 380 138 197	2 358 339 792
Droits de cession immobilière.....	1 413 586 831	1 237 831 884
Taxe sur le tabac.....	1 150 105 259	1 160 312 423
Taxe sur les carburants	710 219 822	702 012 870
Taxe sur la bière et le vin	560 806 503	568 911 995
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité).....	367 000 000	321 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	258 525 911	288 166 155
Impôt sur les bénéfices miniers	176 019 365	140 075 433
Impôt sur l'administration des successions	124 169 366	110 694 193
Impôt foncier provincial.....	18 529 792	9 189 646
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier.....	9 611 568	13 131 050
Taxe sur le pari mutuel.....	4 952 502	5 134 134
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i>	58 236	2 909 556
TOTAL DES RECETTES FISCALES.....	75 598 004 499 =====	71 318 668 681 =====

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Le montant déclaré par la province a été réduit de 5 404 958 \$ dans les crédits d'impôt de l'Ontario, à l'exclusion des crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes en 2011-2012. Les revenus fiscaux ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle du budget de 2012. Les modifications apportées ayant la même incidence sur les revenus et les charges, le déficit annuel déclaré par la province n'est pas touché.

Pour 2012, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 020 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 020 \$ jusqu'à 78 043 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 78 043 \$ jusqu'à 500 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 500 000 \$. Pour 2011, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 37 774 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 37 774 \$ jusqu'à 75 550 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 75 550 \$. Pour 2010, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 37 106 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 37 106 \$ jusqu'à 74 214 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 74 214 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % à compter de 2010 (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale ou la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2012, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 213 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 392 \$. En 2011, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 078 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 219 \$. En 2010, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 006 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 127 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2012, le montant déterminant de base est de 217 \$, auquel on ajoute 401 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2011, le montant déterminant de base est de 210 \$, auquel on ajoute 389 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge. Pour 2010, le montant déterminant de base est de 206 \$, auquel on ajoute 382 \$ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers. Ces deux taxes de vente sont administrées par l'Ontario. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 431 824 715 \$ en 2011-2012 et de 1 269 512 969 \$ en 2010-2011.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 14 %. Il est passé à 12 % le 1^{er} juillet 2010 et à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011. Le taux général d'IRS devrait diminuer de nouveau pour passer à 11 % le 1^{er} juillet 2012 et à 10 % le 1^{er} juillet 2013. Dans le budget de l'Ontario de 2012, on proposait de geler le taux général d'IRS à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de l'Ontario soit équilibré en 2017-2018. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre (12 %), qui est passé à 10 % le 1^{er} juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 5,5 %, qui est passé à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. L'avantage du taux réduit accordé aux petites entreprises s'estompe graduellement lorsque le revenu imposable se situe entre 500 000 \$ et 1,5 million de dollars. Cette surtaxe a été éliminée à compter du 1^{er} juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1^{er} juillet 2010. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Il s'agit des crédits : i) à l'innovation de l'Ontario, ii) pour l'éducation coopérative de l'Ontario, iii) pour la formation à l'apprentissage de l'Ontario, iv) pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne, v) de l'Ontario pour les maisons d'édition, vi) de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques, vii) de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche, viii) de l'Ontario pour les services de production, ix) de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, x) de l'Ontario pour l'enregistrement sonore et xi) pour les petits fabricants de bière remboursable de l'Ontario, à compter du 1^{er} juillet 2010. La province offre d'autres incitatifs fiscaux pour la recherche-développement, les contributions politiques, les crédit unions et certaines activités du secteur des ressources.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux de taxe sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Avant le 1^{er} juillet 2010, les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires était de 0,15 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2010 étaient les suivants : 0,3 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,45 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,36 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en faisant des investissements admissibles en Ontario dans de petites entreprises en vertu du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1^{er} janvier 2007. L'impôt sur le capital a été éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés de ces impôts indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers de 693 millions de dollars en 2011-12 et de 689 millions de dollars en 2010-11. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 %; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé qui inclut leurs entités connexes est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'exploitation minière en Ontario, à l'exclusion des diamants. Les mines non éloignées sont imposées à un taux de 10 %. Les mines qui ne sont pas dans des régions éloignées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les trois premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés (nouvelle mine ou projet d'expansion majeure d'une mine existante). Les mines éloignées sont admissibles à un taux d'impôt minier réduit, soit de 5 %. Les nouvelles mines ouvertes dans des régions éloignées de l'Ontario peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les dix premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 16,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 9,4 milliards de dollars. En 2011-2012, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont diminué par 18 millions de dollars pour passer à 2 916 millions de dollars, comparativement à 2 934 millions de dollars en 2010-2011. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 2 062 millions de dollars pour passer à 46 476 millions de dollars, par rapport à 44 414 millions de dollars en 2010-2011.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2011-2012, les recettes tirées de la contribution ont été de 2 916 millions de dollars, ce qui représente 6,3% des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 46 476 millions de dollars. À titre de comparaison, les données pour les deux ministères en 2010-2011 étaient 2 934 millions de dollars, soit 6,6 % des 44 414 millions de dollars. Le tableau ci-dessous illustre de quelle façon les recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien accordé à chaque secteur des services de santé si le pourcentage des dépenses en 2010-2011 et en 2011-2012 était réparti équitablement entre chaque secteur de dépenses.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur des soins de santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé répartis également entre les secteurs de dépenses (En millions de dollars)		
	2011-2012 6,3 %	2010-2011 6,6 %
Hôpitaux	1 014	1 026
Assurance-santé de l'Ontario	787	787
Foyers de soins de longue durée	227	227
Programmes de médicaments de l'Ontario	218	228
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	178	177
Santé publique, promotion de la santé et autres	492	489
Total	2 916	2 934

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	10 705 120 000	10 184 088 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	4 468 649 000	4 329 988 000
Péréquation.....	2 199 537 000	972 130 000
Aide de transition fédérale	1 300 000 000	3 000 000 000
Entente sur le développement du marché du travail.....	609 313 723	813 712 032
Entente sur le logement social.....	489 466 247	493 122 048
Programmes d'infrastructure.....	361 985 126	1 711 849 858
Services de bien-être aux Autochtones.....	219 871 989	206 550 565
Entente sur le marché du travail	193 908 000	193 655 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente	96 955 000	96 812 000
Expansion du bilinguisme	92 256 973	90 781 484
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées.....	76 411 478	76 411 478
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	66 563 401	64 911 617
Aide juridique – Droit criminel	53 784 433	53 085 087
Cultivons l'avenir.....	37 565 432	34 433 361
Fonds de recrutement de policiers	31 360 000	31 200 000
Aide financière aux étudiants	25 501 330	25 210 354
Projet des dossiers de santé électroniques.....	20 381 464	0
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	17 545 947	16 275 401
Projet des dossiers de santé électroniques	15 752 000	17 646 000
Programme de formation relais	12 000 000	0
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	11 916 029	13 206 678
Fiducie pour le développement communautaire.....	0	119 500 404
Fonds de transition et de formation stratégique.....	0	103 851 000
Incitatif lié à l'impôt fédéral sur le capital	0	86 000 000
Autres	199 393 592	306 609 984
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA.....	21 305 238 164	23 041 030 351
	=====	=====

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le gouvernement fédéral répartit les contributions en vertu du TCS entre les provinces et les territoires au moyen d'une formule qui tient compte du nombre d'habitants de chaque compétence territoriale et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et les bénéfices des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement du Canada transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

En novembre 2009, les gouvernements de l'Ontario et du Canada ont signé l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF). Dans le cadre de cette entente, le gouvernement fédéral a accordé à l'Ontario une aide de transition de 4,3 milliards de dollars dans le but d'aider à compenser les coûts de transition et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois découlant de l'adoption de la taxe de vente harmonisée. L'Ontario a reçu 1,3 milliard de dollars en 2011-2012 dans le cadre de cette entente.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu une Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes de développement du marché du travail et des services fournis antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT permettent aux provinces et aux territoires d'élaborer et de dispenser des programmes de formation professionnelle en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse temporaire des fonds de l'EDMT, soit pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011. L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures proviennent du Fonds Chantiers Canada, de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable et d'autres ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau. Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé un soutien d'une durée limitée pour l'infrastructure dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure, du Programme d'infrastructure du savoir, du programme Infrastructure des loisirs Canada, et des fonds visant à étoffer le Fonds Chantiers Canada – volet Collectivités.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Cultivons l'avenir est une initiative fédérale-provinciale-territoriale qui appuie la gestion des risques pour les entreprises agricoles et les programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise. L'Accord-cadre multilatéral Cultivons l'avenir appuie l'établissement d'un secteur agro-alimentaire innovateur et rentable qui est en mesure de gérer les risques et de répondre aux demandes du marché.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers dans son budget de 2008 afin d'appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne partout au pays afin qu'ils soient affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Les fonds ont été répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Le programme d'investissement dans les dossiers de santé électroniques interopérables d'Inforoute Santé du Canada appuie les projets mis sur pied par des provinces et des territoires pour mettre en place des systèmes de dossiers de santé électroniques interopérables. Ces systèmes permettront aux fournisseurs de soins de santé autorisés d'avoir accès à l'information essentielle sur la santé d'un patient et, dans certains cas, de la mettre à jour.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Des fonds sont reçus d'Inforoute Santé du Canada en vue d'appuyer les efforts déployés pour augmenter le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossiers de santé électroniques interopérables.

Le gouvernement du Canada verse des fonds à la province pour les programmes de formation relais de l'Ontario. Les fonds appuient des programmes mis sur pied en Ontario pour aider les nouveaux arrivants qualifiés à obtenir une licence ou un certificat pour exercer leur profession ou leur métier, de façon à intégrer le marché du travail en trouvant un emploi correspondant à leurs études et leurs compétences.

Le gouvernement fédéral offre du soutien dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA), qui permet aux chômeurs âgés de 55 à 64 ans de bénéficier de services d'aide à l'emploi et d'activités servant à améliorer l'employabilité, telles des activités axées sur le perfectionnement des compétences et sur l'expérience de travail, destinés à les aider à retourner au travail.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) subsides annuels de 7 999 827 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- b) des intérêts de 82 494 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	1 882 660 000	1 955 751 000
Régie des alcools de l'Ontario.....	1 658 731 000	1 562 309 000
Hydro One Incorporated.....	615 500 000	634 000 000
Ontario Power Generation Incorporated	256 000 000	414 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	4 412 891 000	4 566 060 000
	=====	=====

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) organise et administre des loteries, et gère des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos et des équipements à sous installés de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries de l'OLG, des casinos dans des complexes de villégiature, des casinos et des installations à sous. Le revenu net englobe 20 % des recettes de jeux brutes des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que de son équipement à sous du Great Blue Heron Charity Casino.

En 2010-2011, les revenus des loteries de l'OLG, des casinos et des installations à sous ont été distribués par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 120 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 41 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé et du Sport aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif et de programmes connexes; 10 millions de dollars au ministère de la Promotion de la santé et du Sport aux fins d'un appui direct aux athlètes ontariens de haut calibre et de l'amélioration de l'entraînement. Le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

En 2011-2012, les revenus tirés des casinos dans des complexes de villégiature de l'OLG ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure publique.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations	1 192 768 786	1 014 977 345
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 074 728 956	1 080 401 795
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux.....	51 795 106	53 635 326
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	38 967 050	38 527 713
Air pur Ontario	30 057 883	33 026 372
Constitutions en société.....	28 850 183	24 448 689
Revenus tirés des jeux	20 418 634	21 930 998
Autres	615 216 689	553 094 804
Total des droits, permis et autorisations	1 860 034 501	1 805 065 697
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique.....	111 711 738	80 778 736
Teranet – Redevances, FIEF	33 000 000	15 000 000
Droits sur le bois de la Couronne.....	31 994 056	27 107 399
Autres.....	23 732 766	22 545 733
Total, redevances.....	200 438 560	145 431 868
Recouvrement de dépenses des années précédentes.....	1 314 963 992	598 387 978
Remboursement des dépenses.....	830 617 727	1 035 530 189
Amendes et pénalités.....	52 130 035	77 607 082
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	1 372 000 000	1 288 000 000
Redevance de liquidation de la dette (électricité).....	952 000 000	944 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité	317 000 000	339 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité.....	114 247 000	120 657 000
Divers	250 442 060	363 878 587
Total, divers.....	3 005 689 060	3 055 535 587
TOTAL DES AUTRES RECETTES.....	8 456 642 661	7 732 535 746

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits varient entre 109 \$ et 2 722 \$. Les droits pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 74 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au programme Air pur Ontario sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule. De plus, des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, sont imposés aux garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme. La perception de ces droits d'accréditation a pris fin le 30 juin 2011 dans le cadre de la modernisation du programme Air pur Ontario.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2011-2012 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), de 4,12 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 2,00 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2011-2012, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des dépenses de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$; cela s'est produit en octobre 2011 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2014, sont entièrement recouverts auprès des consommateurs.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs d'électricité, en fonction de leur consommation, jusqu'à ce que la dette insurmontable soit éliminée. La dette insurmontable résiduelle découle de la restructuration du secteur de l'électricité et de l'ancienne société Ontario Hydro.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes prévues pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer effectivement la dette au fil du temps, plus un montant d'amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité en 2003.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2012	2011
	\$	\$
TOTAL DES RECETTES	109 772 776 324	106 658 294 778
	=====	=====

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice clos

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	1 395	-
Affaires civiques et Immigration	-	12 000 000	-	-	2 246 332	-
Affaires municipales et Logement	-	524 081 197	-	105 284 995	544 970	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	246 710 333	-	35 105	887 896	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	1 052	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	729	1 364	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord, des Mines et Forêts	58 236	6 992 922	-	95	1 543 100	1 020
Développement économique et Commerce	-	-	-	-	28 347	-
Éducation	-	84 203 751	-	1 760 076	420 260	-
Énergie	-	-	-	-	5 496	-
Environnement	-	1 231 220	-	705 647	44 781 351	-
Finances	33 763 412 536	18 809 703 321	3 960 778 204	143 314 354	145 978 006	49 500
Formation, Collèges et Universités	-	954 452 196	-	989 913	8 738 575	397 315
Infrastructure	-	110 323	-	135 962	2 666	-
Office des affaires francophones	-	1 469 350	-	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	61 475 146	-	43 749 701	117 380 506	42 169 876
Promotion de la santé et Sport	-	18 603 293	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-	-
Revenu	40 923 327 060	-	-	2 396 049	776 837	884 399
Richesses naturelles	-	9 236 821	-	6 414 042	7 298 308	542 223
Santé et Soins de longue durée	-	80 650 414	-	20 221 671	8 982 516	12 330
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	38 146 661	-	372 013 218	12 762 202	718
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	184 491 396	-	-	86 479	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	8 113 289	2 500
Services gouvernementaux	-	111 338	-	2 760 676	101 849 595	-
Services sociaux et communautaires	-	127 131 471	-	13 066 613	1 899 395	-
Tourisme et Culture	-	1 537 507	-	107	1 145 442	968
Transports	-	33 426 887	-	28 011	1 081 337 836	3 359 698
Travail	-	10 672	-	93 143 710	409 707	768 489
Total avant la consolidation	74 686 797 832	21 195 776 219	3 960 778 204	806 020 674	1 547 222 922	48 189 036
Redressements de consolidation et autres	367 000 002	109 461 945	452 112 796	24 597 053	312 811 579	3 940 999
Redressements de crédits d'impôt*	544 206 665	-	-	-	-	-
Selon les états financiers consolidés	75 598 004 499	21 305 238 164	4 412 891 000	830 617 727	1 860 034 501	52 130 035

* Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2012

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
-	-	1 357 694	1	1 359 090	Affaires autochtones
-	-	1 009 598	124	15 256 054	Affaires civiques et Immigration
1 156 299	-	1 115 323	16 141	632 198 925	Affaires municipales et Logement
6 365 674	107	34 239 892	2 982 237	291 221 244	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
30 245	-	95 089	408	126 794	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	-	9	2 102	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	8 264	8 264	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	-	Cabinet du Premier ministre
374 387	35 813 095	4 581 380	3 574 894	52 939 129	Développement du Nord, des Mines et Forêts
-	10 250 006	15 117 776	198 883	25 595 012	Développement économique et Commerce
-	-	262 129 149	2 459	348 515 695	Éducation
-	-	140 579 123	6	140 584 625	Énergie
5 142	-	4 355 910	1 330 901	52 410 171	Environnement
44 180 713	33 000 000	508 301 983	27 564 356	57 436 282 973	Finances
-	-	73 187 288	8 337 396	1 046 102 683	Formation, Collèges et Universités
152 108 029	-	3 704 509	2 061 094	158 122 583	Infrastructure
-	-	554	-	1 469 904	Office des affaires francophones
-	-	4 755	21 760	26 515	Ombudsman Ontario
618 259	-	4 919 689	104 726 297	375 039 474	Procureur général
-	-	5 563 535	-	24 166 828	Promotion de la santé et Sport
-	-	934 660	188 815	1 123 475	Recherche et Innovation
54 201	-	42 493 075	14 886	40 969 946 507	Revenu
16 812 767	117 908 009	9 072 496	566 510	167 851 176	Richesses naturelles
-	-	386 574 824	545 259	496 987 014	Santé et Soins de longue durée
3 328 357	192 160	977 593	4 917 143	432 338 052	Sécurité communautaire et Services correctionnels
4 596	-	9 128 135	15 083	193 725 689	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	28 354	280	8 144 423	Services aux consommateurs
227 820	-	1 828 331	3 266 833	110 044 593	Services gouvernementaux
-	-	17 435 765	2 601 756	162 135 000	Services sociaux et communautaires
42 135	-	2 425 355	67	5 151 581	Tourisme et Culture
8 120 596	170	31 353 924	186 072	1 157 813 194	Transports
98 562	-	1 802	892 963	95 325 905	Travail
233 527 782	197 163 547	1 562 517 561	164 020 897	104 402 014 674	Total avant la consolidation
959 241 004	3 275 013	(247 553 569)	2 841 668 163	4 826 554 985	Redressements de consolidation et autres
-	-	-	-	544 206 665	Redressements de crédits d'impôt*
1 192 768 786	200 438 560	1 314 963 992	3 005 689 060	109 772 776 324	Selon les états financiers consolidés

**SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos**

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	12 992 971	1 477 561	876 478	11 644 450	216 572
Affaires civiques et Immigration	23 550 445	3 371 137	1 053 701	18 150 703	548 452
Affaires municipales et Logement	40 326 137	5 153 289	960 851	25 141 119	657 523
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 542 818	11 178 864	4 299 208	41 924 306	2 143 681
Bureau de l'Assemblée législative	81 147 529	20 122 156	7 528 465	33 486 634	9 739 690
Bureau du Conseil des ministres	19 159 970	2 211 977	739 179	3 570 556	411 341
Bureau du directeur général des élections	6 641 470	1 439 922	30 129	992 825	24 489
Bureau du lieutenant-gouverneur	712 903	72 456	49 016	130 827	71 627
Bureau du vérificateur général	9 200 137	1 979 050	303 072	3 173 926	510 919
Cabinet du Premier ministre	2 338 435	220 536	78 042	28 911	17 213
Développement du Nord, des Mines et Forêts	38 519 098	5 649 210	3 497 025	118 665 553	3 519 847
Développement économique et Commerce	38 299 336	4 860 850	2 848 592	51 237 644	1 439 459
Éducation	131 933 152	17 303 443	9 012 920	85 497 658	7 239 830
Énergie	18 260 216	2 223 229	446 910	12 424 777	228 852
Environnement	182 444 868	25 686 326	5 039 962	103 013 860	6 942 949
Finances	60 693 759	8 539 348	1 328 654	46 783 846	801 085
Formation, Collèges et Universités	90 336 277	13 100 653	3 827 675	60 856 514	1 209 155
Infrastructure	13 080 546	1 460 058	249 343	247 932 865	131 400
Office des affaires francophones	2 291 041	262 119	82 242	2 283 099	57 339
Ombudsman Ontario	6 706 285	1 541 821	335 233	1 510 107	680 312
Procureur général	690 387 500	83 930 365	26 317 069	286 515 774	16 034 828
Promotion de la santé et Sport	13 303 006	1 888 694	622 787	8 125 282	229 183
Recherche et Innovation	12 265 760	1 476 473	417 696	4 297 497	280 916
Revenu	159 867 498	24 745 660	6 539 575	181 075 958	1 859 113
Richesses naturelles	251 622 540	38 937 159	15 402 034	209 835 834	44 920 683
Santé et Soins de longue durée	282 532 042	46 588 757	13 989 280	176 355 016	16 664 518
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 959 334	198 351 339	39 053 633	318 052 532	130 164 975
Services à l'enfance et à la jeunesse	215 755 790	37 662 515	5 943 681	60 945 614	8 762 233
Services aux consommateurs	10 919 885	1 464 551	538 368	5 751 132	138 574
Services gouvernementaux	370 951 833	1 673 131 949	53 327 075	266 636 588	15 064 861
Services sociaux et communautaires	233 884 406	40 369 925	14 530 769	109 079 576	3 227 861
Tourisme et Culture	26 195 198	3 637 852	804 972	16 442 143	2 087 383
Transports	195 726 216	31 665 948	10 274 116	347 720 388	42 400 237
Travail	107 257 857	14 426 864	6 011 793	39 131 892	2 358 040
	4 811 806 258	2 326 132 056	236 359 545	2 898 415 406	320 785 140
Reclassification des dépenses**	248 084 240	28 996 711	(53 668 566)	(236 608 772)	13 196 386
Total avant la consolidation	5 059 890 498	2 355 128 767	182 690 979	2 661 806 634	333 981 526
Redressements de consolidation et autres	1 145 074 266	726 477 255	121 794 754	337 117 522	395 524 514
Selon les états financiers consolidés	6 204 964 764	3 081 606 022	304 485 733	2 998 924 156	729 506 040

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2012

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères ²	Redressements de consolidation et autres ³	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
68 331 847	-	95 539 879	-	-	95 539 879	Affaires autochtones
133 548 001	-	180 222 439	58 924 806	(69 399 263)	169 747 982	Affaires civiles et Immigration
679 881 967	-	752 120 886	-	(80 197 932)	671 922 954	Affaires municipales et Logement
1 018 801 008	2 334 942	1 156 224 827	-	120 142 130	1 276 366 957	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	152 286 474	-	(4 057 963)	148 228 511	Bureau de l'Assemblée législative
1 114 600	-	27 207 623	-	-	27 207 623	Bureau du Conseil des ministres
-	89 203 777	98 332 612	-	(649 877)	97 682 735	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 192 629	-	-	1 192 629	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 240 093	-	(776 222)	14 463 871	Bureau du vérificateur général
-	-	2 683 137	-	-	2 683 137	Cabinet du Premier ministre
362 935 768	210 778 723	743 565 224	-	72 228 092	815 793 316	Développement du Nord, des Mines et Forêts
249 984 909	1 635 422	350 306 212	463 795 460	146 825 092	960 926 764	Développement économique et Commerce
24 107 746 326	5 318 392	24 364 051 721	-	(916 084 156)	23 447 967 565	Éducation
1 239 064 259	-	1 272 648 243	-	258 713 228	1 531 361 471	Énergie
58 042 924	18 402 058	399 572 947	-	137 789 982	537 362 929	Environnement
760 327 653	9 788 816 938	10 667 291 283	2 250 874 761	1 598 862 554	14 517 028 598	Finances
6 931 190 440	31 893 156	7 132 413 870	-	128 309 660	7 260 723 530	Formation, Collèges et Universités
124 781 205	3 995 356	391 630 773	-	(60 676 335)	330 954 438	Infrastructure
124 000	-	5 099 840	-	-	5 099 840	Office des affaires francophones
-	-	10 773 758	-	(519 400)	10 254 358	Ombudsman Ontario
435 050 215	380 520 542	1 918 756 293	-	(219 744 479)	1 699 011 814	Procureur général
465 696 698	-	489 865 650	(489 865 650)	-	-	Promotion de la santé et Sport
445 057 118	-	463 795 460	(463 795 460)	-	-	Recherche et Innovation
1 854 450 592	22 336 365	2 250 874 761	(2 250 874 761)	-	-	Revenu
43 107 930	8 694 648	612 520 828	-	208 245 162	820 765 990	Richesses naturelles
46 606 365 758	13 362 609	47 155 857 980	344 390 069	(1 024 185 659)	46 476 062 390	Santé et Soins de longue durée
152 902 244	498 989 961	2 724 474 018	-	(550 804 728)	2 173 669 290	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 687 200 851	539 925	4 016 810 609	-	(67 918 709)	3 948 891 900	Services à l'enfance et à la jeunesse
514 382	-	19 326 892	-	-	19 326 892	Services aux consommateurs
153 700	15 277 763	2 394 543 769	-	(44 023 783)	2 350 519 986	Services gouvernementaux
9 183 039 097	19 746 920	9 603 878 554	-	(18 573 731)	9 585 304 823	Services sociaux et communautaires
652 138 557	-	701 306 105	86 550 775	432 891 622	1 220 748 502	Tourisme et Culture
2 440 955 409	560 188 285	3 628 930 599	-	(1 289 711 544)	2 339 219 055	Transports
290 000	376 469	169 852 915	-	15 270 155	185 123 070	Travail
101 703 132 447	11 672 568 051	123 969 198 903	-	(1 228 046 104)	122 741 152 799	
-	-	(0)	-	-	-	Reclassification des dépenses**
101 703 132 447	11 672 568 051	123 969 198 903	-	(1 228 046 104)	122 741 152 799	Total avant la consolidation
(4 795 712 965)	841 678 551	-	-	-	-	Redressements de consolidation et autres
96 907 419 482	12 514 246 602	-	-	-	122 741 152 799	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

3. Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	12 992 971	1 477 561	876 478	11 644 450	216 572
Affaires civiques et Immigration	23 550 445	3 371 137	1 053 701	18 150 703	548 452
Affaires municipales et Logement	40 326 137	5 153 289	960 851	25 141 119	657 523
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	75 542 818	11 178 864	4 299 208	41 924 306	2 143 681
Bureau de l'Assemblée législative	81 147 529	20 122 156	7 528 465	33 486 634	9 739 690
Bureau du Conseil des ministres	19 159 970	2 211 977	739 179	3 570 556	411 341
Bureau du directeur général des élections	6 641 470	1 439 922	30 129	992 825	24 489
Bureau du lieutenant-gouverneur	712 903	72 456	49 016	130 827	71 627
Bureau du vérificateur général	9 200 137	1 979 050	303 072	3 173 926	510 919
Cabinet du Premier ministre	2 338 435	220 536	78 042	28 911	17 213
Développement du Nord, des Mines et Forêts	38 519 098	5 649 210	3 495 408	89 473 362	2 680 239
Développement économique et Commerce	38 299 336	4 860 850	2 848 592	51 237 644	1 439 459
Éducation	131 933 152	17 303 443	9 012 920	85 497 658	7 239 830
Énergie	18 260 216	2 223 229	446 910	12 424 777	228 852
Environnement	182 444 868	25 686 326	5 039 962	103 013 860	6 942 949
Finances	60 693 759	8 539 348	1 328 654	46 783 846	801 085
Formation, Collèges et Universités	90 336 277	13 100 653	3 827 675	60 856 514	1 209 155
Infrastructure	13 080 546	1 460 058	249 343	62 350 006	131 400
Office des affaires francophones	2 291 041	262 119	82 242	2 283 099	57 339
Ombudsman Ontario	6 706 285	1 541 821	335 233	1 510 107	680 312
Procureur général	690 387 500	83 930 365	26 317 069	286 515 774	16 034 828
Promotion de la santé et Sport	13 303 006	1 888 694	622 787	8 125 282	229 183
Recherche et Innovation	12 265 760	1 476 473	417 696	4 297 497	280 916
Revenu	159 867 498	24 745 660	6 539 575	181 075 958	1 859 113
Richesses naturelles	251 622 540	38 937 159	15 001 035	165 542 314	39 793 269
Santé et Soins de longue durée	282 532 042	46 588 757	13 989 280	176 355 016	16 664 518
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 959 334	198 351 339	39 053 633	300 567 752	130 164 975
Services à l'enfance et à la jeunesse	215 755 790	37 662 515	5 943 681	60 945 614	8 762 233
Services aux consommateurs	10 919 885	1 464 551	538 368	5 751 132	138 574
Services gouvernementaux	370 951 833	1 673 131 949	53 323 478	246 062 506	15 064 861
Services sociaux et communautaires	233 884 406	40 369 925	14 530 769	109 079 576	3 227 861
Tourisme et Culture	26 195 198	3 637 852	804 972	10 480 118	1 279 118
Transports	194 254 291	31 501 680	9 798 574	331 209 082	39 280 894
Travail	107 257 857	14 426 864	6 011 793	39 131 892	2 358 040
	4 810 334 333	2 325 967 788	235 477 790	2 578 814 643	310 890 510
Reclassification des dépenses**	248 084 240	28 996 711	(53 668 566)	(236 608 772)	13 196 386
Total avant la consolidation	5 058 418 573	2 354 964 499	181 809 224	2 342 205 871	324 086 896

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2012

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères ²	Redressements de consolidation et autres ³	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
59 715 107	-	86 923 139	-	-	86 923 139	Affaires autochtones
133 548 001	-	180 222 439	22 477 819	(69 399 263)	133 300 995	Affaires civiques et Immigration
600 938 772	-	673 177 691	-	(76 838 292)	596 339 399	Affaires municipales et Logement
476 169 252	2 052 997	613 311 126	-	127 789 231	741 100 357	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
262 000	-	152 286 474	-	(4 057 963)	148 228 511	Bureau de l'Assemblée législative
1 114 600	-	27 207 623	-	-	27 207 623	Bureau du Conseil des ministres
-	89 203 777	98 332 612	-	(649 877)	97 682 735	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 192 629	-	-	1 192 629	Bureau du lieutenant-gouverneur
72 989	-	15 240 093	-	(776 222)	14 463 871	Bureau du vérificateur général
-	-	2 683 137	-	-	2 683 137	Cabinet du Premier ministre
254 911 555	15 567 367	410 296 239	-	48 782 092	459 078 331	Développement du Nord, des Mines et Forêts
249 984 909	1 635 422	350 306 212	348 812 477	202 791 361	901 910 050	Développement économique et Commerce
22 766 012 849	30 797	23 017 030 649	-	(180 877 036)	22 836 153 613	Éducation
1 239 064 259	-	1 272 648 243	-	238 214 565	1 510 862 808	Énergie
51 573 625	-	374 701 590	-	135 406 982	510 108 572	Environnement
760 327 653	9 788 586 321	10 667 060 666	2 248 073 837	1 595 878 554	14 511 013 057	Finances
6 657 862 423	30 707 522	6 857 900 219	-	47 178 021	6 905 078 240	Formation, Collèges et Universités
-	3 978 325	81 249 678	-	217 097 332	298 347 010	Infrastructure
124 000	-	5 099 840	-	-	5 099 840	Office des affaires francophones
-	-	10 773 758	-	(519 400)	10 254 358	Ombudsman Ontario
435 050 215	56 824 663	1 595 060 414	-	44 095 521	1 639 155 935	Procureur général
392 773 244	-	416 942 196	(416 942 196)	-	-	Promotion de la santé et Sport
330 074 135	-	348 812 477	(348 812 477)	-	-	Recherche et Innovation
1 854 450 592	19 535 441	2 248 073 837	(2 248 073 837)	-	-	Revenu
38 619 722	22 384	549 538 423	-	208 047 162	757 585 585	Richesses naturelles
45 256 287 420	300 000	45 792 717 033	344 390 069	(703 666 441)	45 433 440 661	Santé et Soins de longue durée
152 902 244	11 218 563	2 219 217 840	-	(18 700 728)	2 200 517 112	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 674 192 519	-	4 003 262 352	-	(67 918 709)	3 935 343 643	Services à l'enfance et à la jeunesse
514 382	-	19 326 892	-	-	19 326 892	Services aux consommateurs
153 700	10 037 434	2 368 725 761	-	(44 023 783)	2 324 701 978	Services gouvernementaux
9 171 485 037	14 203 616	9 586 781 190	-	(18 573 731)	9 568 207 459	Services sociaux et communautaires
537 481 285	-	579 878 543	50 074 308	434 151 571	1 064 104 422	Tourisme et Culture
426 418 262	300 000	1 032 762 783	-	375 200 997	1 407 963 780	Transports
290 000	14 564	169 491 010	-	15 270 155	184 761 165	Travail
95 522 374 751	10 044 374 993	115 828 234 808	-	2 503 902 099	118 332 136 907	
-	-	(0)			-	Reclassification des dépenses**
95 522 374 751	10 044 374 993	115 828 234 808			118 332 136 907	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

3. Redressements de crédits d'impôt pour assurer la conformité avec la présentation des chiffres du budget de 2012.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice clos

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Immigration	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord, des Mines et Forêts	-	-	1 617	29 192 191	839 608
Développement économique et Commerce	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	185 582 859	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Promotion de la santé et Sport	-	-	-	-	-
Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Revenu	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	400 999	44 293 520	5 127 414
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	17 484 780	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	3 597	20 574 082	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme et Culture	-	-	-	5 962 025	808 265
Transports	1 471 925	164 268	475 542	16 511 306	3 119 343
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	1 471 925	164 268	881 755	319 600 763	9 894 630

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2012

Paievements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Reclassification des ministères ²	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
8 616 740	-	8 616 740	-	-	8 616 740	Affaires autochtones
-	-	-	36 446 987	-	36 446 987	Affaires civiles et Immigration
78 943 195	-	78 943 195	-	(3 359 640)	75 583 555	Affaires municipales et Logement
542 631 756	281 945	542 913 701	-	(7 647 101)	535 266 600	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
108 024 213	195 211 356	333 268 985	-	23 446 000	356 714 985	Développement du Nord, des Mines et Forêts
-	-	-	114 982 983	(55 966 269)	59 016 714	Développement économique et Commerce
1 341 733 477	5 287 595	1 347 021 072	-	(735 207 120)	611 813 952	Éducation
-	-	-	-	20 498 663	20 498 663	Énergie
6 469 299	18 402 058	24 871 357	-	2 383 000	27 254 357	Environnement
-	230 617	230 617	2 800 924	2 984 000	6 015 541	Finances
273 328 017	1 185 634	274 513 651	-	81 131 639	355 645 290	Formation, Collèges et Universités
124 781 205	17 031	310 381 095	-	(277 773 667)	32 607 428	Infrastructure
-	323 695 879	323 695 879	-	(263 840 000)	59 855 879	Procureur général
72 923 454	-	72 923 454	(72 923 454)	-	-	Promotion de la santé et Sport
114 982 983	-	114 982 983	(114 982 983)	-	-	Recherche et Innovation
-	2 800 924	2 800 924	(2 800 924)	-	-	Revenu
4 488 208	8 672 264	62 982 405	-	198 000	63 180 405	Richesses naturelles
1 350 078 338	13 062 609	1 363 140 947	-	(320 519 218)	1 042 621 729	Santé et Soins de longue durée
-	487 771 398	505 256 178	-	(532 104 000)	(26 847 822)	Sécurité communautaire et Services correctionnels
13 008 332	539 925	13 548 257	-	-	13 548 257	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	-	-	-	-	Services aux consommateurs
-	5 240 329	25 818 008	-	-	25 818 008	Services gouvernementaux
11 554 060	5 543 304	17 097 364	-	-	17 097 364	Services sociaux et communautaires
114 657 272	-	121 427 562	36 476 467	(1 259 949)	156 644 080	Tourisme et Culture
2 014 537 147	559 888 285	2 596 167 816	-	(1 664 912 541)	931 255 275	Transports
-	361 905	361 905	-	-	361 905	Travail
6 180 757 696	1 628 193 058	8 140 964 095	-	(3 731 948 203)	4 409 015 892	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2011-2012 a été publié.

2. Les rajustements faits à la suite de la reclassification des ministères visent à reclasser les charges en fonction de la nouvelle structure des ministères.

Fonds ontarien d'initiative**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2012	2011
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	146 304 \$	217 756 \$
	146 304 \$	217 756 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

section 2

États financiers des ministères

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES	2-3
ÉTAT DES RECETTES	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

64 475 421	Ministère des Affaires autochtones	90 417 214	86 923 139
<u>64 475 421</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>90 417 214</u>	<u>86 923 139</u>
=====		=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

6 877 200	Ministère des Affaires autochtones	8 811 500	8 616 740
<u>6 877 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>8 811 500</u>	<u>8 616 740</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2001
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES AUTOCHTONES**

1	70 955 200	(7 901 000)	63 054 200	Affaires autochtones	59 628 447
2	2 000	27 297 000	27 299 000	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale	27 294 692
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	0
	<u>71 021 214</u>	<u>19 396 000</u>	<u>90 417 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	86 923 139
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	7 401 000	1 410 500	8 811 500	Ministère des Affaires autochtones.....	8 616 740
	<u>7 401 000</u>	<u>1 410 500</u>	<u>8 811 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	8 616 740
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones repose sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO).

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Affaires autochtones (Poste 1)		Affaires autochtones (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	12 992 971	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	1 477 561	Programme de subventions d'immobilisations	
Transports et communications.....	876 478	de la communauté autochtone	3 549 500
Services	11 644 450	Règlements négociés.....	667 240
Fournitures et matériel.....	216 572	Programme d'infrastructure des centres d'amitié...	4 400 000
Paiements de transfert			-----
Fonds de participation.....	5 711 469		8 616 740
Soutien au fonds de			-----
négociations communautaires.....	4 047 153		
Soutien au fonds de négociations			
avec les Algonquins	1 287 842		
Négociations sur les revendications			
territoriales des Six-Nations.....	4 608		
Les Chefs de l'Ontario.....	247 100		
Ontario Native Women's			
Association.....	371 700		
Ontario Federation of			
Indian Friendship Centres.....	446 100		
Metis Nation of Ontario	200 000		
Fonds pour cas d'invalidité dus au			
mercure dans les bandes de			
Grassy Narrows et d'Islington ...	1 054 555		
Stratégie pour les Autochtones			
vivant en milieu urbain	474 664		
Fonds pour la participation à			
l'élaboration des politiques.....	1 305 818		
Fonds pour les nouvelles relations.....	14 269 406		
Fonds de développement			
économique des Métis.....	3 000 000		

	32 420 415		

	59 628 447		

Revendications territoriales et initiatives			
sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)			
Paiements de transfert			
Règlements des revendications territoriales	27 294 692		

	27 294 692		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DU MINISTÈRE			
DES AFFAIRES AUTOCHTONES	86 923 139		
	=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	0	106 515
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information.....	1 395	455
Frais pour chèques refusés.....	0	35
	-----	-----
	1 395	490
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 357 694	1 531 849
	-----	-----
DIVERS.....	1	0
	-----	-----
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE.....	1 359 090	1 638 854
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SERVICES RÉGIONAUX	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 924 188	Administration du ministère	22 826 587	22 776 027
133 291 066	Affaires civiles et immigration	133 883 200	133 215 605
16 948 338	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 970 400	17 766 122
7 291 814	Services régionaux	6 530 400	6 464 685
178 455 406 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	181 210 587 =====	180 222 439 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services régionaux	2 000	0
0 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 000 =====	0 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services régionaux	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 261 000	2 485 400	22 746 400	Administration du ministère 22 710 059
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	20 341 187	2 485 400	22 826 587	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 22 776 027
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à deux ministères (Affaires civiles et Immigration, Tourisme et Culture).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	2 090 671	
Traitements et salaires.....	7 581 483		Avantages sociaux	308 389	
Avantages sociaux.....	1 040 209		Transports et communications	47 919	
Transports et communications	283 737		Services	382 408	
Services	13 611 120		Fournitures et matériel	35 002	
Fournitures et matériel	193 510				2 864 389
	22 710 059		<i>Analyse et planification</i>		
			Traitements et salaires.....	525 400	
Bureau principal			Avantages sociaux	98 447	
Traitements et salaires.....	1 533 468		Transports et communications	6 498	
Avantages sociaux.....	171 339		Services	1 956	
Transports et communications	109 159		Fournitures et matériel	3 553	
Services	130 857				635 854
Fournitures et matériel	18 491				
		1 963 314	<i>Services juridiques</i>		
			Transports et communications	13 192	
Services financiers et administratifs			Services	2 152 354	
Traitements et salaires.....	2 310 399		Fournitures et matériel	49 284	
Avantages sociaux.....	295 031				2 214 830
Transports et communications	56 096				
Services	4 679 413		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel	66 210		Transports et communications	34 142	
		7 407 149	Services	6 219 954	
			Fournitures et matériel	1 281	
Ressources humaines					6 255 377
Traitements et salaires.....	1 121 545				
Avantages sociaux.....	167 003		Crédits législatifs		
Transports et communications	16 731		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	44 178		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Fournitures et matériel	19 689		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
		1 369 146	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
					65 968
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
			22 776 027		

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
1	123 590 800	10 292 400	133 883 200	Affaires civiles et immigration 133 215 605
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES AFFAIRES
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION 133 215 605
	123 590 800	10 292 400	133 883 200	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme des Affaires civiles et de l'Immigration est responsable de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario et pour que soient reconnus les particuliers et les groupes qui ont fait des contributions extraordinaires dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 990 217
Avantages sociaux.....		1 242 800
Transports et communications.....		393 805
Services		3 837 763
Fournitures et matériel		241 280
Paiements de transfert		
Course de langues	64 411 986	
Formation en milieu de travail.....	40 463 934	
Subventions pour l'établissement et l'intégration.....	9 387 034	
Initiatives de bénévolat	4 246 786	
	-----	118 509 740

		133 215 605

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....		133 215 605
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**

1	18 232 200	(261 800)	17 970 400	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 766 122
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LA DIRECTION	
				GÉNÉRALE DE LA CONDITION	
				FÉMININE DE L'ONTARIO.....	17 766 122
	18 232 200	(261 800)	17 970 400		
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		1 833 984
Avantages sociaux.....		306 504
Transports et communications.....		58 934
Services		501 711
Fournitures et matériel		26 728
Paielements de transfert		
Initiatives de prévention		
de la violence.....	7 684 216	
Initiatives de promotion de		
l'autonomie financière	7 354 045	
	-----	15 038 261

		17 766 122

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA DIRECTION		
GÉNÉRALE DE LA CONDITION		
FÉMININE DE L'ONTARIO		17 766 122
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
605	PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	6 596 900	(66 500)	6 530 400	Services régionaux..... 6 464 685
	_____	_____	_____	
	6 596 900	(66 500)	6 530 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX 6 464 685
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services régionaux..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	_____	_____	_____	
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Services régionaux..... 0
	_____	_____	_____	
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX 0
				=====

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration, le ministère du Tourisme et de la Culture et le ministère de la Promotion de la santé et du Sport.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 078 793
Avantages sociaux.....	781 624
Transports et communications.....	317 225
Services	200 109
Fournitures et matériel	86 934

	6 464 685

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
SERVICES RÉGIONAUX	6 464 685
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais.....	12 000 000	0
Accord d'immigration	0	2 000 002
	<u>12 000 000</u>	<u>2 000 002</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	 2 246 332	 1 938 191
	<u>2 246 332</u>	<u>1 938 191</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 1 009 598	 580 648
	<u>1 009 598</u>	<u>580 648</u>
 DIVERS.....	 124	 95
	<u>124</u>	<u>95</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 15 256 054	 4 518 936
	<u><u>15 256 054</u></u>	<u><u>4 518 936</u></u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-20
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-21
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	2-23
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	2-25
LOGEMENT ABORDABLE.....	2-27
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-22
ÉTAT DES RECETTES.....	2-29
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-30

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
27 949 075	Administration du ministère	29 592 387	27 092 732
26 853 298	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	28 454 200	28 450 020
31 882 856	Administrations locales et politiques d'aménagement	13 472 900	13 240 181
620 222 226	Logement abordable	607 650 500	604 394 758
706 907 455 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	679 169 987 =====	673 177 691 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Logement abordable	753 000	752 707
0 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	753 000 =====	752 707 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
21 122 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	3 004 000	3 000 000
715 588 717	Logement abordable	78 229 600	75 943 195
736 710 717 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	81 233 600 =====	78 943 195 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	29 512 200		29 512 200	Administration du ministère 27 010 097
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 33 334
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 27 092 732
	29 592 387		29 592 387	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes des organismes centraux et du ministère ainsi que des activités du ministère; fournir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		<i>Ressources humaines</i>	
Administration du ministère (Poste 1)		Traitements et salaires.....	1 319 026
Traitements et salaires.....	10 519 203	Avantages sociaux	168 248
Avantages sociaux.....	1 329 489	Transports et communications	14 087
Transports et communications	218 969	Services	63 316
Services	14 680 422	Fournitures et matériel	26 094
Fournitures et matériel	262 014		-----
	-----		1 590 771
	27 010 097		-----
	-----	<i>Services juridiques</i>	
<i>Bureau principal</i>		Traitements et salaires.....	3 913
Traitements et salaires.....	1 937 827	Transports et communications	22 415
Avantages sociaux.....	219 568	Services	4 978 845
Transports et communications	64 405	Fournitures et matériel	74 521
Services	111 114		-----
Fournitures et matériel	51 964		5 079 694
	-----		-----
	2 384 878	<i>Services de vérification</i>	
	-----	Services	797 555
<i>Services de communication</i>			-----
Traitements et salaires.....	2 694 488		797 555
Avantages sociaux.....	360 632		-----
Transports et communications	43 500	<i>Systèmes informatiques</i>	
Services	269 139	Traitements et salaires.....	3 623
Fournitures et matériel	29 921	Avantages sociaux	4 129
	-----	Transports et communications	13 817
	3 397 680	Services	6 534 627
	-----	Fournitures et matériel	6 388
<i>Services financiers et administratifs</i>			-----
Traitements et salaires.....	4 560 326		6 562 584
Avantages sociaux.....	576 912		-----
Transports et communications	60 745	<i>Crédits législatifs</i>	
Services	1 925 826	Traitement versé au ministre en vertu	
Fournitures et matériel	73 126	de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301
	-----	Traitements versés aux adjoints parlementaires	
	7 196 935	en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	33 334
	-----		-----
			82 635

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 092 732
			=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	
4	22 339 200	6 115 000	28 454 200	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 28 450 020
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
	22 339 200	6 115 000	28 454 200	28 450 020
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 002 000	1 000 000	3 002 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 3 000 000
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
	2 004 000	1 000 000	3 004 000	3 000 000
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme met en œuvre des politiques et des programmes provinciaux qui renforcent l'efficacité et la souplesse des administrations locales. Par des activités de surveillance, de conseil et de formation, il renforce la capacité des municipalités à mettre en œuvre les programmes et les services provinciaux et à s'acquitter des obligations prévues par la législation. Il dirige des équipes interministérielles qui aident les municipalités et les régions à faire face aux défis économiques. Il est également à la tête d'un système à guichet unique pour l'aménagement du territoire, aide les municipalités à se conformer aux politiques et lois provinciales en matière d'aménagement, et facilite l'engagement municipal auprès des collectivités autochtones. Ce programme administre les programmes d'aide en cas de catastrophe, et maintient et gère le système ontarien de réglementation du bâtiment. Par l'élaboration de politiques et de programmes, il soutient également des initiatives gouvernementales de premier plan comme la conservation de l'eau et de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la protection des sources d'eau, l'aménagement des sites industriels et l'accès facile.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DES SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT – CRÉDIT 1902Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)			Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)	
Traitements et salaires.....		14 071 331	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....		1 799 424	Aide spéciale aux municipalités et aux	
Transports et communications.....		487 660	organisations municipales.....	3 000 000
Services		4 010 017		-----
Fournitures et matériel		219 030		3 000 000
Paiements de transfert				-----
Secours aux victimes			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
de catastrophes	2 000 000		PROGRAMME DES SERVICES	
Aide aux municipalités			AUX MUNICIPALITÉS ET	
en cas de catastrophes	3 508 242		RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT ...	3 000 000
Paiements en vertu de la <i>Loi</i>				=====
sur les subventions tenant lieu				
d'impôt aux municipalités.....	71 820 422			
Impôts sur les propriétés				
provinciales louées en vertu de la				
<i>Loi sur les subventions tenant lieu</i>				
d'impôt aux municipalités.....	8 024 249			
Aide au Conseil de la zone de				
développement de Moosonee.....	1 496 000			
Aide spéciale aux municipalités et				
aux organisations municipales	515 000			
Aide aux conseils d'aménagement	343 316			
	-----	87 707 229		

		108 294 691		
Moins : Recouvrements		79 844 671		

		28 450 020		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
AUX MUNICIPALITÉS ET				
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT....		28 450 020		
		=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
7	11 572 900	1 900 000	13 472 900	Administrations locales et politiques d'aménagement..... 13 240 181
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– ADMINISTRATIONS LOCALES ET
				POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT..... 13 240 181
	11 572 900	1 900 000	13 472 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques et durables qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la qualité et l'efficacité des administrations locales, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, en réduisant les coûts, en soutenant la viabilité financière, en améliorant la reddition des comptes aux contribuables et en renforçant la capacité à investir dans l'infrastructure, et bâtit et entretient des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités et les autres administrations. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	8 581 495	
Avantages sociaux.....	1 124 860	
Transports et communications.....	103 664	
Services	2 346 218	
Fournitures et matériel	83 944	
Paiements de transfert		
Subvention pour la recherche et l'analyse		
- données sur les municipalités	1 000 000	

	13 240 181	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
ADMINISTRATIONS LOCALES		
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	13 240 181	
	=====	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1904				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE
2	605 917 100	(903 000)	605 014 100	Logement social et logement du marché privé 602 725 300
3	4 426 400	(1 865 000)	2 561 400	Location à usage d'habitation 1 669 458
L	75 000		75 000	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	610 418 500	(2 768 000)	607 650 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE
				LOGEMENT ABORDABLE 604 394 758
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	0	753 000	753 000	Actif de fonctionnement – Logement social et logement du marché privé, <i>Loi sur l'administration financière</i> . 752 707
	0	753 000	753 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE
				LOGEMENT ABORDABLE 752 707
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	115 669 600	(37 440 000)	78 229 600	Logement abordable – immobilisations 75 943 195
	115 669 600	(37 440 000)	78 229 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE
				LOGEMENT ABORDABLE 75 943 195
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et de soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement de programmes à l'intention des promoteurs de logements sociaux et abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Logement social et logement du marché privé (Poste 2)			Actif de fonctionnement – Logement social et logement du marché privé (Poste 5)		
Traitements et salaires.....	9 211 215				
Avantages sociaux.....	1 109 062				
Transports et communications.....	163 390		Dépôts et charges payées d'avance.....	752,707	
Services	4 833 880			-----	
Fournitures et matériel	111 744			752,707	
Paiements de transfert				-----	
Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	445 727 005		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	752,707	=====
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	94 680 100				
Programme d'allocations de logement	9 353 547		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programme de logement en milieu rural et autochtone.....	7 228 500		Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Programme ontarien d'aide aux familles locataires.....	6 368 195				
Banques d'aide au loyer.....	5 300 000		Paiements de transfert		
Programme à court terme d'aide au loyer.....	16 969 250		Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	3 359 640	
Paiements pour les activités liées au logement sans but lucratif	9 402 217		Logements en milieu autochtone.....	3 737 360	
	-----	595 028 814	Investissements dans le Programme de logement abordable – contribution du gouvernement fédéral	43 690 623	
		-----	Investissements dans le Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provincial	14 969 376	
Moins : Recouvrements	7 732 805		Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale	10 186 196	
	-----	602 725 300		-----	75 943 195
		-----			-----
					75 943 195
Location à usage d'habitation (Poste 3)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	75 943 195	=====
Traitements et salaires.....	1 191 473				
Avantages sociaux.....	178 651				
Transports et communications.....	52 552				
Services	234 047				
Fournitures et matériel	12 735				
	-----	1 669 458			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE.....	604 394 758	=====			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (C.M.H.C.)	472 745 512	477 552 926
Accord de logement à prix abordable (C.M.H.C.)	51 255 584	338 319 108
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	80 101	102 120
	524 081 197	815 974 154
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	94 365 330	95 449 168
Intérêt sur la dette publique	10 535 594	10 689 180
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	213 893
Programme de rénovation des logements de l’Ontario – Municipalités	68 492	78 453
Rénovation urbaine	46 558	71 220
Subventions des années précédentes	39 625	37 102
Syndicat/Association	9 110	13 531
Autres remboursements des dépenses	6 393	40 000
	105 284 995	106 592 547
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	360 367	421 520
Droits – Formation adm. code du bâtiment	107 422	80 536
Droits relatifs aux autorisations d’aménagement	58 550	62 956
Droits d’entretien et liés aux normes	12 190	18 550
Évaluation de matériaux de construction	6 441	15 723
	544 970	599 285
VENTES ET LOCATIONS		
Société de logement de l’Ontario – Hypothèque différée	889 825	972 873
Conversion de bails – Société d’hypothèques de l’Ontario	197 803	300 272
Recettes de bails – Société d’hypothèques de l’Ontario	68 671	139 590
	1 156 299	1 412 735
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 115 323	974 391

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DIVERS		
Société d'hypothèques de l'Ontario – Revenu net	0	50 000
Intérêts gagnés sur prêts.....	5 542	9 176
Pénalités – intérêts	2 416	6 463
Autres	8 183	7 048
	-----	-----
	16 141	72 687
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	632 198 925	925 625 799
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains.....</i>	16 308	26 116
Crédits d'impôts pour les écoles	19 943	25 038
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	36 251	51 154
	=====	=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-32
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-33
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	2-36
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....	2-38
ÉLABORATION DES POLITIQUES	2-42
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-34, 2-35, 2-37, 2-40
ÉTAT DES RECETTES	2-44
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-44

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 247 371	Administration du ministère	26 469 514	25 321 927
77 340 796	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	92 047 300	85 627 079
400 051 314	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	565 620 400	486 701 389
13 888 634	Élaboration des politiques	17 170 100	15 660 731
515 528 115 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	701 307 314 =====	613 311 126 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
5 608 800	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	5 500 300
163 128	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	5 300 000	201 039
5 771 928 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	17 900 000 =====	5 701 339 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
143 113	Administration du ministère	304 300	281 945
1 773 167 522	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	590 271 400	542 631 756
1 773 310 635 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	590 575 700 =====	542 913 701 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
1 048 116	Administration du ministère	1 000	0
1 048 116 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	26 405 500		26 405 500	Administration du ministère 25 255 959
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>26 469 514</u>	<u></u>	<u>26 469 514</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 25 321 927
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Administration du ministère 0
	<u>300 000</u>	<u></u>	<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	303 300		303 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 281 945
	<u>304 300</u>	<u></u>	<u>304 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 281 945
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à fournir une orientation de haut niveau et des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Elle vise à offrir au ministère des conseils et de l'expertise en matière financière, opérationnelle, transactionnelle ou relativement aux autres activités et aux ressources humaines, et ce, de la manière suivante : élaborer des politiques et procédures fonctionnelles pour l'administration et les ressources humaines en collaboration avec chaque direction du ministère, fournir des services de planification financière, de gestion de projet, de communication et de vérification, administrer les services juridiques et de technologie de l'information, offrir des services de gestion des locaux et d'administration centrale, maintenir des liens avec les organismes centraux du gouvernement et assurer la prestation des services en français, des programmes de gestion des situations d'urgence et des initiatives de promotion de la diversité et de la qualité des services.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 584 208	
Traitements et salaires.....	12 769 976		Avantages sociaux	170 973	
Avantages sociaux.....	2 190 692		Transports et communications.....	16 239	
Transports et communications.....	486 743		Services	106 094	
Services	8 706 060		Fournitures et matériel	19 627	
Fournitures et matériel	1 102 488			-----	1 897 141
	-----				-----
	25 255 959		<i>Services de communication</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	3 937 235	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	558 500	
Traitements et salaires.....	2 014 497		Transports et communications.....	99 666	
Avantages sociaux.....	249 928		Services	804 262	
Transports et communications.....	88 111		Fournitures et matériel	79 161	
Services	162 601			-----	5 478 824
Fournitures et matériel	25 283				-----
	-----		<i>Services juridiques</i>		
	2 540 420		Transports et communications.....	21 279	
	-----		Services	2 200 673	
<i>Services opérationnels</i>			Fournitures et matériel	28 726	
Traitements et salaires.....	2 506 803			-----	2 250 678
Avantages sociaux.....	850 273				-----
Transports et communications.....	229 864		<i>Services de vérification</i>		
Services	4 723 235		Transports et communications.....	10	
Fournitures et matériel	922 530		Services	401 664	
	-----			-----	401 674
	9 232 705				-----

<i>Planification des activités et services financiers</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	2 727 233		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	361 018		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	31 574		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	307 531		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Fournitures et matériel	27 161			-----	65 968
	-----				-----
	3 454 517		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	-----		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		25 321 927
					=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	
CHARGES D'IMMOBILISATION		
Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	281 945	

	281 945	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	281 945	
	=====	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	94 037 300	(2 000 000)	92 037 300	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 85 613 699
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 13 380
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT 85 627 079
	94 047 300	(2 000 000)	92 047 300	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement..... 29 800
L	11 800 000		11 800 000	Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 5 470 500
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'AMÉLIORATION
				DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET
				DE L'ENVIRONNEMENT 5 500 300
	12 300 000		12 300 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé des animaux, à l'aménagement du territoire et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)		Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	30 000 578			
Avantages sociaux.....	4 415 053			
Transports et communications	2 047 778			
Services	14 190 876			
Fournitures et matériel	467 031			
Paiements de transfert				
Programme d'infrastructure				
de drainage agricole	7 423 735			
Recherche sur les normes				
agro-environnementales	579 150			
Agri-flexibilité – contribution fédérale –				
Amélioration de la santé publique				
et de l'environnement.....	371 946			
Agri-flexibilité – contribution provinciale –				
Amélioration de la santé publique				
et de l'environnement.....	2 600 615			
Partenariats environnementaux	660 533			
Partenariats pour la salubrité des				
aliments et la traçabilité	1 010 749			
Cultivons l'avenir – contribution				
fédérale – Amélioration				
de la santé publique et				
de l'environnement	21 710 764			
Partenariats agro-environnementaux				
pour le lac Simcoe.....	1 529 193			
Autre aide à la santé publique.....	388 000			

	36 274 685			

Moins : Recouvrements	87 396 001			

	1 782 302			

	85 613 699			

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables,				
Loi sur l'administration financière.....	13 380			

	13 380			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT		Prêts et investissements		
	85 627 079	Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux		
	=====	dans les territoires non érigés en municipalités... 29 800		

		29 800		

		Crédits législatifs		
		Prêts et investissements		
		Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux,		
		Loi sur le drainage au moyen de tuyaux..... 5 470 500		

		5 470 500		

		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 5 500 300		
		=====		

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES				
1	162 487 000	12 000 000	174 487 000	Développement économique..... 169 448 516
3	75 721 400	3 000 000	78 721 400	Recherche 77 634 908
4	326 190 000	(13 800 000)	312 390 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 237 578 348
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière..... 0
L	1 000		1 000	Paiements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière..... 0
L	15 000		15 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 2 039 617
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
	564 420 400	1 200 000	565 620 400	486 701 389
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	5 000 000		5 000 000	Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 201 039
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
	5 300 000		5 300 000	201 039
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
7	557 698 800	32 572 600	590 271 400	Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales 542 631 756
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ...
	557 698 800	32 572 600	590 271 400	542 631 756
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Dans le cadre de cette stratégie, le ministère soutient les secteurs de l'agriculture, des produits alimentaires et des bioproduits par l'adoption d'une démarche complète. Les composantes suivantes de cette stratégie contribuent au cadre établi pour ces secteurs : stabilisation du revenu agricole et autres programmes d'aide au secteur agricole; collaboration avec des partenaires du secteur agroalimentaire pour définir les besoins et les possibilités et pour adopter de nouvelles technologies; investissement dans la recherche agroalimentaire; efforts d'attraction et de rétention des investissements pour le secteur de la transformation; traitement des questions liées à la réglementation de la commercialisation; promotion des ventes agroalimentaires de l'Ontario sur les marchés international et national.

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et des organismes afin d'entreprendre des initiatives de développement économique.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique (Poste 1)			Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		23 435 731			
Avantages sociaux.....		3 178 270			
Transports et communications.....		1 379 912			
Services		17 451 140	Paiements de transfert		
Fournitures et matériel		494 547	AgriCorp	26 975 805	
Paiements de transfert			Agri-protection.....	29 641 814	
Développement de l'agriculture.....	4 261 101		Agri-investissement	28 278 035	
Stratégie de marque et promotion des aliments de l'Ontario	3 838 050		Agri-stabilité	26 190 388	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – développement économique	3 603 490		Programme ontarien de gestion des risques	124 216 795	
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol	76 259 278		Autre aide à la gestion des risques.....	1 000	
Programme ontarien d'aide aux petits réseaux de distribution d'eau	4 563 064		Provision pour garanties d'emprunt – Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	181 000	
Autre aide aux collectivités rurales	3 958 800		Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale	1 014 012	
Programme de développement économique des collectivités rurales	27 362 185		Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution provinciale.....	1 079 499	237 578 348
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	2 701 888				237 578 348
Programme d'aide à la transition pour le raisin de cuve	2 692 042				
		129 239 898			
		175 179 498			
Moins : Recouvrements		5 730 982	Crédits législatifs		
		169 448 516			
			Autre opérations		
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>		2 039 617
					2 039 617
Recherche (Poste 3)					
Traitements et salaires.....		2 107 248	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES.....		486 701 389
Avantages sociaux.....		352 179			=====
Transports et communications.....		51 556			
Services		436 061			
Fournitures et matériel		24 850			
Paiements de transfert					
Recherche concurrentielle.....	1 350 000				
Recherche sur l'innocuité des aliments	500 000				
Subventions tenant lieu d'impôt	550 000				
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – recherche	11 165 892				
Partenariats stratégiques.....	1 307 500				
Université de Guelph	59 789 622				
		74 663 014			
		77 634 908			

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$	\$
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
			Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)	
			Paievements de transfert	
			Infrastructure des laboratoires	
			d'hygiène vétérinaire	
			et d'agroalimentaire	
			1 000 000	
			Stratégie pour l'accès	
			à large bande	
			3 968 687	
			Fonds pour l'infrastructure	
			à large bande	
			28 139 612	
			Fonds pour l'infrastructure à large	
			bande – contribution fédérale	
			14 000 001	
			Fonds Chantiers Canada –	
			Volet Collectivités	
			58 662 870	
			Fonds Chantiers Canada –	
			Volet Collectivités –	
			contribution fédérale	
			58 662 870	
			Fonds Chantiers Canada –	
			Volet Collectivités, 2 ^e période	
			23 667 729	
			Fonds Chantiers Canada –	
			Volet Collectivités, 2 ^e période –	
			contribution fédérale	
			23 667 729	
			Fonds Chantiers Canada –	
			Volet Grandes infrastructures	
			13 023 080	
			Fonds sur l'infrastructure	
			municipale rurale	
			Canada-Ontario	
			252 141	
			Fonds sur l'infrastructure	
			municipale rurale	
			Canada-Ontario –	
			contribution fédérale	
			252 141	
			Fonds canadien sur	
			l'infrastructure stratégique	
			45 000	
			Fonds pour l'infrastructure verte	
			8 366 285	
			Fonds de stimulation	
			de l'infrastructure	
			100 450 742	
			Fonds de stimulation de l'infrastructure –	
			contribution fédérale	
			99 512 884	
			Programme ontarien d'aide aux	
			petits réseaux de distribution	
			d'eau – 3 ^e période	
			15 000 000	
			Autre infrastructure rurale	
			4 000 000	
			Investissements dans l'entretien	
			des installations de recherche	
			et d'éducation	
			3 500 000	
			Renouvellement de l'infrastructure	
			de recherche et d'éducation	
			7 250 000	
			Infrastructure des collectivités rurales et des	
			petites localités de l'Ontario – PICO ...	
			11 172 100	
			Ontario financement pour	
			l'infrastructure communautaire –	
			contribution provinciale	
			68 037 885	
				542 631 756
				542 631 756
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES	
			DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION	
			ET DES BIOPRODUITS ET	
			COLLECTIVITÉS RURALES FORTES...	
				542 631 756

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

Paievements de transfert liés à la gestion
des risques des entreprises (Poste 5)

Dépôts et charges payées d'avance

Gestion des risques des

entreprises – Agri-stabilité

201 039

201 039

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –
PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES
DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET
COLLECTIVITÉS RURALES FORTES...

201 039

=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES
1	16 370 100	800 000	17 170 100	Élaboration des politiques..... 15 660 731
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉLABORATION
				DES POLITIQUES 15 660 731
	16 370 100	800 000	17 170 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils et de services d'élaboration de politiques stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes. Élaboration des politiques est responsable de l'analyse des politiques ministérielles dans les domaines de la salubrité des aliments, de la santé des animaux, de l'environnement et du développement économique, de la planification et des politiques stratégiques ainsi que du commerce et des relations intergouvernementales. La stratégie comprend également l'élaboration de lois et de programmes et la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que des responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	10 834 317
Avantages sociaux.....	1 460 822
Transports et communications	426 622
Services	2 844 623
Fournitures et matériel	94 347

	15 660 731

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ÉLABORATION	
DES POLITIQUES.....	15 660 731
	=====

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	99 512 884	648 366 667
Fonds Chantiers Canada	58 662 870	105 797 436
Cultivons l'avenir	37 565 432	34 433 361
Fonds Chantiers Canada – 2e période	23 667 729	103 025 954
Fonds pour l'infrastructure à large bande	14 000 001	11 000 000
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	11 172 100	0
Indemnisation des dommages causés par la faune	1 166 559	884 490
Agri-flexibilité – Projet pilote sur l'hygiène des viandes	371 946	0
Agri-Stabilité – Administration	338 271	300 000
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario	252 141	3 849 572
Programme d'indemnisation contre la rage	400	400
Programme de transition relatif aux vergers et aux vignobles	0	651 085
	<u>246 710 333</u>	<u>908 308 965</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Autres	35 105	42 942
	<u>35 105</u>	<u>42 942</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	887 896	448 139
	<u>887 896</u>	<u>448 139</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres	6 365 674	20 771 154
	<u>6 365 674</u>	<u>20 771 154</u>
REDEVANCES	107	0
	<u>107</u>	<u>0</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	34 239 892	65 418 878
	<u>34 239 892</u>	<u>65 418 878</u>
DIVERS		
Autres	2 982 237	1 229 993
	<u>2 982 237</u>	<u>1 229 993</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	291 221 244	996 220 071
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux	5 812 492	5 084 548
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario	34 332	62 814
	<u>5 846 824</u>	<u>5 147 362</u>
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	5 846 824	5 147 362
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-46
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	2-47
COMMISSAIRES	2-50
ÉTAT DES RECETTES	2-52

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
121 946 813	Bureau de l'Assemblée législative	130 989 100	125 929 878
24 591 021	Commissaires	28 147 800	26 356 596
146 537 834	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	159 136 900	152 286 474
=====	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	=====	=====

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	400 200		400 200	Présidence..... 268 202
2	809 300	(9 900)	799 400	Bureau du greffier..... 633 750
3	12 345 700	(9 200)	12 336 500	Services parlementaires 10 493 059
4	11 896 600	51 100	11 947 700	Services d'information et de technologie..... 11 864 444
5	6 278 300	7 300	6 285 600	Services administratifs..... 5 853 940
6	24 166 400	(41 800)	24 124 600	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire 22 027 423
8	12 265 000	(109 900)	12 155 100	Services de soutien aux groupes parlementaires 11 849 244
9	22 869 600	(1 366 100)	21 503 500	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 21 503 409
10	39 668 700	1 476 000	41 144 700	Services de soutien aux bureaux des députés..... 41 144 657
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 262 000
12	27 300	2 500	29 800	Appartements du lieutenant-gouverneur 29 750
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE 125 929 878
	130 989 100		130 989 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services d'information et de technologie (Poste 4)	
Présidence (Poste 1)		Traitements et salaires.....	7 355 409
Traitements et salaires.....	56 890	Avantages sociaux	1 492 673
Avantages sociaux.....	7 680	Transports et communications	148 912
Transports et communications	48 840	Services	1 282 384
Services	113 301	Fournitures et matériel	1 585 493
Fournitures et matériel	41 491		-----
	268 202		11 864 871
	-----	Moins : Recouvrements	427

			11 864 444

		Services administratifs (Poste 5)	
Bureau du greffier (Poste 2)		Traitements et salaires.....	3 854 589
Traitements et salaires.....	467 280	Avantages sociaux	912 577
Avantages sociaux.....	78 575	Transports et communications	608 257
Transports et communications	30 059	Services	411 365
Services	39 241	Fournitures et matériel	127 766
Fournitures et matériel	18 595		-----
	633 750		5 914 554
	-----	Moins : Recouvrements	60 614

			5 853 940

		Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)	
Services parlementaires (Poste 3)		Traitements et salaires.....	6 560 139
Traitements et salaires.....	7 054 715	Avantages sociaux	1 389 388
Avantages sociaux.....	1 635 103	Transports et communications	65 756
Transports et communications	184 167	Services	12 174 523
Services	1 070 327	Fournitures et matériel	1 981 422
Fournitures et matériel	634 569		-----
	10 578 881		22 171 228
Moins : Recouvrements	85 822	Moins : Recouvrements	143 805
	-----		-----
	10 493 059		22 027 423
	-----		-----
		Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)	
		Traitements et salaires.....	6 699 860
		Avantages sociaux	1 203 876
		Transports et communications	836 223
		Services	2 499 543
		Fournitures et matériel	609 742

			11 849 244

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires.....	12 928 076
Avantages sociaux.....	5 693 279
Transports et communications.....	1 534 429
Services	1 329 568
Fournitures et matériel	18 057

	21 503 409

Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	20 687 702
Avantages sociaux.....	4 699 320
Transports et communications	2 974 856
Services	9 074 057
Fournitures et matériel	3 708 722

	41 144 657

Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert	
Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario.....	262 000

	262 000

Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)	
Services	29 750

	29 750

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	125 929 878
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES COMMISSAIRES
1	3 697 700		3 697 700	Commissaire à l'environnement 3 678 991
2	14 948 200		14 948 200	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée..... 13 972 374
3	2 256 000		2 256 000	Bureau du commissaire à l'intégrité 1 853 141
4	7 245 900		7 245 900	Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes..... 6 852 090
	28 147 800		28 147 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES COMMISSAIRES..... 26 356 596
				=====

Description du programme :

Ce programme comprend le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de la *Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* de l'Ontario; le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*, de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, de la *Loi sur l'obligation de rendre compte des dépenses (ministres et chefs d'un parti de l'opposition)*, la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* ainsi que de la divulgation et des enquêtes en matière d'actes répréhensibles et de respect de l'éthique en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*; et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, chargé de l'application de la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissaire à l'environnement (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 019 998
Avantages sociaux.....	411 923
Transports et communications.....	97 896
Services	1 029 603
Fournitures et matériel	119 571

	3 678 991

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	9 480 694
Avantages sociaux.....	1 852 489
Transports et communications.....	251 138
Services	1 917 066
Fournitures et matériel	470 987

	13 972 374

Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	950 873
Avantages sociaux.....	194 971
Transports et communications.....	54 116
Services	525 907
Fournitures et matériel	127 274

	1 853 141

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	3 031 304
Avantages sociaux.....	550 302
Transports et communications.....	693 816
Services	2 280 667
Fournitures et matériel	296 001

	6 852 090

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES COMMISSAIRES	26 356 596
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 052	13 637
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Locations	30 245	38 077
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	95 089	122 192
	-----	-----
DIVERS.....	408	1 462
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.....	126 794	175 368
	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-54
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	2-55
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-56
ÉTAT DES RECETTES	2-57

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
28 605 408	Bureau du conseil des ministres	28 299 714	27 207 623
28 605 408	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	28 299 714	27 207 623
=====	LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	26 907 700	1 000 000	27 907 700	Bureau principal 26 865 211
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement..... 305 151
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 169
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 092
	<u>27 299 714</u>	<u>1 000 000</u>	<u>28 299 714</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DU BUREAU
				DU CONSEIL DES MINISTRES 27 207 623
				=====

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Affaires intergouvernementales</i>			
Bureau principal (Poste 1)			Traitements et salaires.....	5 064 217		
Traitements et salaires.....	18 847 070		Avantages sociaux	615 758		
Avantages sociaux.....	2 192 091		Transports et communications	219 646		
Transports et communications	736 538		Services	287 970		
Services	3 565 230		Fournitures et matériel	95 086		
Fournitures et matériel	409 682		Paievements de transfert			
Paievements de transfert			Secrétariat des conférences			
Secrétariat des conférences			intergouvernementales			
intergouvernementales			canadiennes	90 600		
canadiennes	90 600		Institut des relations			
Institut des relations			intergouvernementales ..	24 000		
intergouvernementales	24 000		Programme international			
Programme international			de secours en			
de secours en			cas de catastrophe	1 000 000		
cas de catastrophe.....	1 000 000				1 114 600	
		1 114 600				7 397 277
		26 865 211				
			Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)			
			Traitements et salaires.....	275 639		
			Avantages sociaux	19 886		
			Transports et communications	2 641		
			Services	5 326		
			Fournitures et matériel	1 659		
						305 151
			Crédits législatifs			
			Traitement versé au ministre en vertu			
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	27 169		
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire			
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	10 092		
					37 261	
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
			PROGRAMME DU BUREAU			
			DU CONSEIL DES MINISTRES			
					27 207 623	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	729	362
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	1 364	5 996
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	21 945
	-----	-----
DIVERS.....	9	530
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	2 102	28 833
	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-60
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-61
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-62
ÉTAT DES RECETTES	2-63

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
28 253 405	Bureau du directeur général des élections	11 220 900	98 332 612
28 253 405	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	11 220 900	98 332 612
=====	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	7 797 800		7 797 800	Administration des élections..... 7 109 891
2	3 423 100		3 423 100	Administration du financement des élections 2 400 311
L	0		0	Loi électorale..... 88 822 410
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU BUREAU DU
				DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS... 98 332 612
	11 220 900		11 220 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 400 associations de circonscription et 13 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	5 841 359
Avantages sociaux.....	1 268 532

	7 109 891

Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	800 111
Avantages sociaux.....	171 390
Transports et communications	30 129
Services	992 825
Fournitures et matériel	24 489
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales en	
vertu de la <i>Loi sur le financement des élections</i> ..	409 435

	2 428 379
Moins : Recouvrements	28 068

	2 400 311

Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	88 822 410

	88 822 410

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS ...	98 332 612
	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DIVERS		
Divers Recettes	8 264	536
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	8 264	536
	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-66
BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	2-67

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 218 146	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 359 100	1 192 629
1 218 146	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	1 359 100	1 192 629
=====	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 359 100		1 359 100	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 192 629
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
	1 359 100		1 359 100	LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 192 629
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	712 903	
Avantages sociaux.....	72 456	
Transports et communications.....	49 016	
Services	130 827	
Fournitures et matériel	71 627	
Autres opérations		
Allocation discrétionnaire.....	155 800	

	1 192 629	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DU BUREAU DU		
LIEUTENANT-GOUVERNEUR.....	1 192 629	
	=====	

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-70
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	2-71
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
15 002 190	Bureau du vérificateur général	16 224 100	15 240 093
15 002 190	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	16 224 100	15 240 093
=====	LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	=====	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	15 821 400		15 821 400	Bureau du vérificateur général..... 14 794 995
L	402 700		402 700	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 445 098
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DU BUREAU	
			DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	15 240 093
	16 224 100		16 224 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Bureau du vérificateur général (Poste 1)

Traitements et salaires.....	8 953 562
Avantages sociaux.....	1 979 050
Transports et communications.....	303 072
Services	2 975 403
Fournitures et matériel	510 919
Paielements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	72 989

	14 794 995

Crédits législatifs
Loi sur le vérificateur général

Traitements et salaires.....	246 575
Services	198 523

	445 098

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	15 240 093
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-74
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-75
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-76
ÉTAT DES RECETTES.....	2-77

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
2 651 250	Cabinet du Premier ministre	2 761 161	2 683 137
2 651 250	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	2 761 161	2 683 137
=====	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	=====	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 655 300		2 655 300	Cabinet du Premier ministre 2 574 046
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	2 761 161		2 761 161	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				CABINET DU PREMIER MINISTRE 2 683 137
				=====

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 229 344
Avantages sociaux.....	220 536
Transports et communications.....	78 042
Services	28 911
Fournitures et matériel	17 213

	2 574 046

Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	109 091

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	2 683 137
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0	20 648
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE.....	0	20 648
	=====	=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD,
DES MINES ET DES FORÊTS**

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-80
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-81
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-84
MINES ET MINÉRAUX.....	2-87
FORESTERIE.....	2-90
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-83, 2-86, 2-89, 2-91
ÉTAT DES RECETTES	2-92
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-92

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
12 596 798	Administration du ministère	12 290 614	11 174 735
226 728 676	Développement du Nord	265 260 800	270 433 935
39 486 101	Mines et minéraux	47 509 700	41 786 340
127 999 769	Foresterie	101 455 900	86 901 229
406 811 344 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	426 517 014 =====	410 296 239 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
34 029 783	Développement du Nord	1 193 000	1 003 853
0	Mines et minéraux	1 000	0
0	Foresterie	1 000	0
34 029 783 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 196 000 =====	1 003 853 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	7 400	0
284 931 449	Développement du Nord	334 781 200	328 199 668
15 825 267	Mines et minéraux	5 085 000	4 923 136
101 750	Foresterie	198 700	146 181
300 858 466 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	340 072 300 =====	333 268 985 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	45 000	44 616
734 327 557	Développement du Nord	658 051 300	633 303 583
23 901	Mines et minéraux	224 000	204 613
161 400	Foresterie	130 000	130 000
734 512 858 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	658 450 300 =====	633 682 812 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	12 214 000	11 600	12 225 600	Administration du ministère 11 108 767
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>12 279 014</u>	<u>11 600</u>	<u>12 290 614</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 11 174 735
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	6 400		6 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>7 400</u>		<u>7 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	45 000		45 000	Administration du ministère – immobilisations 44 616
	<u>45 000</u>		<u>45 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 44 616
				=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère par la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et par des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également du soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communications</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 377 937	
Traitements et salaires.....	6 248 183		Avantages sociaux	175 917	
Avantages sociaux.....	837 128		Transports et communications.....	76 118	
Transports et communications.....	368 277		Services	222 339	
Services	11 658 197		Fournitures et matériel	28 572	
Fournitures et matériel	203 676				1 880 883

	19 315 461		<i>Analyse et planification</i>		
Moins : Recouvrements	8 206 694		Traitements et salaires.....	1 126 941	
			Avantages sociaux	170 741	
	11 108 767		Transports et communications.....	48 836	
	-----		Services	96 667	
<i>Bureau principal</i>			Fournitures et matériel	15 658	
Traitements et salaires.....	1 536 393				1 458 843
Avantages sociaux.....	185 851				-----
Transports et communications.....	109 617		<i>Services juridiques</i>		
Services	122 276		Traitements et salaires.....	3 882	
Fournitures et matériel	37 089		Transports et communications.....	21 665	
			Services	1 391 307	
	1 991 226		Fournitures et matériel	9 445	
	-----				1 426 299
<i>Services financiers et administratifs</i>					-----
Traitements et salaires.....	1 409 677		<i>Services de vérification</i>		
Avantages sociaux.....	149 084		Services	160 000	
Transports et communications.....	76 133				160 000
Services	6 736 095				-----
Fournitures et matériel	71 143		<i>Systèmes informatiques</i>		
			Services	2 862 063	
	8 442 132		Moins : Recouvrements	2 342 100	
Moins : Recouvrements	5 864 594				519 963

	2 577 538				

<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	793 353				
Avantages sociaux.....	155 535				
Transports et communications.....	35 908				
Services	67 450				
Fournitures et matériel	41 769				
	1 094 015				

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	

	65 968	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 174 735	
	=====	
 ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Administration du ministère – immobilisations (Poste 4)		
Parc automobile et flotte de bateaux.....	44 616	

	44 616	

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	44 616	
	=====	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2202
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
DU NORD

1	239 306 400	25 953 400	265 259 800	Développement économique du Nord.....	257 897 479
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	12 536 456
	<u>239 307 400</u>	<u>25 953 400</u>	<u>265 260 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD.....	<u>270 433 935</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

3	401 000	792 000	1 193 000	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord.....	1 003 853
	<u>401 000</u>	<u>792 000</u>	<u>1 193 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	<u>1 003 853</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
2	127 358 300	13 885 000	141 243 300	Développement économique du Nord..... 135 943 374
L	193 537 900		193 537 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 192 256 294
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD 328 199 668
	320 896 200	13 885 000	334 781 200	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	663 936 300	(5 885 000)	658 051 300	Développement du Nord – immobilisations 633 303 583
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				DÉVELOPPEMENT DU NORD 633 303 583
	663 936 300	(5 885 000)	658 051 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques, fortes et durables. Le ministère dirige un éventail d'initiatives ciblées visant à stimuler la croissance économique, la création d'emplois, la promotion du commerce et des investissements, l'amélioration de l'infrastructure et une meilleure qualité de vie pour les Nord-Ontariens, et il contribue à leur réalisation. Les programmes ministériels comme l'Aide à l'exportation pour les secteurs minier et forestier s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère soutient également la diversification économique par les programmes améliorés de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, notamment le nouveau Programme des entrepreneurs, un de sept programmes visant à soutenir les secteurs public et privé dans leurs efforts de croissance et de diversification de l'économie du Nord. Parmi les autres initiatives ayant pour but de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, mentionnons le Programme de réceptivité des collectivités du Nord à l'investissement et le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord. Le ministère dirige conjointement l'élaboration et la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et les autres pays.

Par son réseau de bureaux, le programme offre aux Nord-Ontariens un accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de participer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD – CRÉDIT 2202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX	
1	48 518 700	(1 410 000)	47 108 700	Compétitivité du secteur des minéraux..... 43 177 812
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> * (1 391 472)
	48 919 700	(1 410 000)	47 509 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 41 786 340
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 001 000		5 001 000	Compétitivité du secteur des minéraux..... 4 868 222
L	84 000		84 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 54 914
	5 085 000		5 085 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX..... 4 923 136
	=====	=====	=====	=====

* Les terrains initialement assujettis à l'impôt sur les terrains miniers en vertu de l'alinéa 189 (1) b) de la *Loi sur les mines* ont été réduits en superficie (hectares) résultant en un redressement fiscal pour créances irrécouvrables en 2011-2012 d'un montant de 1,6 million de dollars. Les charges liées aux créances irrécouvrables pour l'exercice 2011-2012, sans tenir compte de ce redressement, sont de 290 000 \$.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

Ce programme soutient l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes consacrés à tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées, en particulier les Autochtones, les Nord-Ontariens et la communauté minière, afin d'encourager un développement durable et responsable.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX – CRÉDIT 2203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 1)		Compétitivité du secteur des minéraux (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	17 733 131	Transports et communications	1 617
Avantages sociaux.....	2 668 522	Services	4 026 997
Transports et communications	1 834 500	Fournitures et matériel	839 608
Services	18 948 619		-----
Fournitures et matériel	1 934 040		4 868 222
Paiements de transfert			-----
Rapports sur les activités			
minières en Ontario	59 000		

	43 177 812		

		Crédits législatifs	
Crédits législatifs			
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	54 914
<i>sur l'administration financière</i>	(1 391 472)		-----
	-----		54 914
	(1 391 472)		-----

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES		PROGRAMME DES	
MINES ET DES MINÉRAUX.....	41 786 340	MINES ET DES MINÉRAUX.....	4 923 136
	=====		=====
		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
		Mines et minéraux – immobilisations (Poste 4)	
		Parc automobile et flotte de bateaux.....	204 613

			204 613

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DES	
		MINES ET DES MINÉRAUX.....	204 613
			=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2204 PROGRAMME DE FORESTERIE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	94 987 900	(1 132 000)	93 855 900	Programme de foresterie..... 82 478 846
L	7 600 000		7 600 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 4 422 383
	<u>102 587 900</u>	<u>(1 132 000)</u>	<u>101 455 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE FORESTERIE..... 86 901 229
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Programme de foresterie..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE FORESTERIE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	156 000		156 000	Programme de foresterie..... 97 033
L	42 700		42 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 49 148
	<u>198 700</u>		<u>198 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE FORESTERIE..... 146 181
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	130 000		130 000	Programme de foresterie..... 130 000
	<u>130 000</u>		<u>130 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE FORESTERIE..... 130 000
				=====

Description du programme :

Ce programme se charge de l'élaboration de politiques visant à promouvoir à long terme en Ontario une industrie forestière durable sur le plan environnemental et viable d'un point de vue économique. En 2011-2012, le programme continuera de centrer ses efforts sur les enjeux sans précédent auxquels fait face l'industrie forestière et leurs retombées socio-économiques, ainsi que sur l'amélioration de la compétitivité du secteur forestier ontarien.

Le programme dirige également les efforts visant à améliorer la conception du régime de tenure forestière et d'établissement des prix relatif aux forêts de la Couronne de l'Ontario.

PROGRAMME DE FORESTERIE – CRÉDIT 2204[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	58 236	2 909 556
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur le bois d'œuvre résineux.....	6 992 922	0
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	95	0
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>)	1 517 698	2 179 130
Droits de garantie – autres	24 000	13 167
Frais pour chèques refusés	140	105
Droits de demande – Accès à l'information.....	1 262	0
	1 543 100	2 192 402
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	1 020	720
VENTES ET LOCATIONS.....	374 387	298 210
REDEVANCES.....	35 813 095	30 974 254
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 581 380	503 213
DIVERS		
Prêts - Intérêts	3 401 559	2 112 100
Autres	173 335	37 496
	3 574 894	2 149 596
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	52 939 129	39 027 951

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Développement économique – Remboursements	1 566 667	183 333
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	1 566 667	183 333

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-94
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-95
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE.....	2-97
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-96, 2-100
ÉTAT DES RECETTES	2-101
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-101

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
14 394 878	Administration du ministère	16 409 887	16 256 283
238 280 221	Développement économique et Commerce	339 274 300	334 049 929
252 675 099 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	355 684 187 =====	350 306 212 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
58 797 527	Développement économique et Commerce	101 500 000	85 584 764
58 797 527 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	101 500 000 =====	85 584 764 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement économique et Commerce	2 000	0
0 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement économique et Commerce	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 328 700		16 328 700	Administration du ministère 16 183 185
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 23 797
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	16 409 887		16 409 887	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 16 256 283
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels du ministère et à certains de ses organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres). Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Services aux consommateurs et au ministère de la Recherche et de l'Innovation.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 911 480	
Traitements et salaires.....	7 665 919		Avantages sociaux	283 924	
Avantages sociaux.....	1 124 456		Transports et communications.....	24 042	
Transports et communications.....	241 197		Services	377 345	
Services	6 941 005		Fournitures et matériel	38 996	
Fournitures et matériel	210 608			-----	2 635 787
	-----				-----
	16 183 185		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	44 361	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	20 741	
Traitements et salaires.....	2 503 270		Services	1 865 387	
Avantages sociaux.....	332 081		Fournitures et matériel	18 171	
Transports et communications.....	134 906			-----	1 948 660
Services	1 764 055				-----
Fournitures et matériel	94 661		<i>Services de vérification</i>		
	-----		Services	934 700	
	4 828 973			-----	934 700
	-----				-----
<i>Planification et finances</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	2 450 422		Traitements et salaires.....	122 574	
Avantages sociaux.....	402 021		Avantages sociaux	19 383	
Transports et communications.....	45 638		Services	475 299	
Services	1 424 184			-----	617 256
Fournitures et matériel	43 957				-----

	4 366 222		<i>Crédits législatifs</i>		
	-----		Traitement versé au ministre en vertu		
<i>Ressources humaines</i>			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements et salaires.....	633 812		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
Avantages sociaux.....	87 047		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		23 797
Transports et communications.....	15 870				-----
Services	100 035				73 098
Fournitures et matériel	14 823				-----
	-----		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	851 587		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	16 256 283	
	-----			=====	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE
12	314 792 500	20 129 800	334 922 300	Développement économique et Commerce 332 414 507
L	4 352 000		4 352 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 635 422
	319 144 500	20 129 800	339 274 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	=====	=====	=====	ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE 334 049 929
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
8	101 500 000		101 500 000	Développement économique..... 85 584 764
	101 500 000		101 500 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
	=====	=====	=====	ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE 85 584 764
				=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE
7	1 000		1 000	Développement économique..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
			ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE	0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
10	1 000		1 000	Développement économique..... 0
			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
			ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE	0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire les investissements dans les principaux secteurs et groupements commerciaux, et administre les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement; il modernise l'administration et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié d'investissement et fournisseur de biens et de services de calibre mondial; il accroît les échanges commerciaux de l'Ontario en aidant les entreprises ontariennes désireuses de commencer à exporter ou d'élargir leurs activités dans de nouveaux marchés; il s'appuie sur les dix centres ontariens de marketing à l'étranger et sur le Centre ontarien des investissements et du commerce pour attirer des gens d'affaires immigrants, des entreprises étrangères et de nouveaux investissements afin de créer des emplois dans les principaux secteurs stratégiques; il soutient les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes par les douze bureaux des Services consultatifs aux entreprises établis dans les régions; il fournit des programmes et services qui aident au démarrage d'entreprise et aux premiers stades de développement par le réseau ontarien de 57 Centres d'encadrement des petits entrepreneurs; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Développement économique</i>			
Développement économique et Commerce (Poste 12)						
Traitements et salaires.....	30 560 319		Traitements et salaires.....	8 410 658		
Avantages sociaux.....	3 736 394		Avantages sociaux	982 765		
Transports et communications	2 607 395		Transports et communications	276 470		
Services	44 296 639		Services	2 484 086		
Fournitures et matériel	1 228 851		Fournitures et matériel	340 979		
Paielements de transfert			Paielements de transfert			
Collectivités en transition	1 736 754		Collectivités en transition.....	1 736 754		
Fonds de développement de l'Est de l'Ontario	14 806 616		Fonds de développement de l'Est de l'Ontario.....	14 806 616		
Subventions à l'appui du développement économique.....	7 700 000		Subventions à l'appui du développement économique	7 700 000		
Institute for Competitiveness and Prosperity.....	1 000 000		Institute for Competitiveness and Prosperity	1 000 000		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	21 990 366		Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	21 990 366		
Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	5 428 638		Fonds pour la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile – Bonifications d'intérêts	5 428 638		
Subventions pour le développement des entreprises ...	19 678 841				52 662 374	
Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants –						65 157 332
Entreprise d'été	1 949 756					
Partenariats Jeunesse.....	1 391 288					
Stratégie d'investissements dans le secteur de fabrication de pointe – Bonifications d'intérêts	2 920 662		<i>Petites et moyennes entreprises</i>			
Subventions à l'appui du commerce et des investissements	325 000		Traitements et salaires.....	8 042 093		
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents.....	93 808 926		Avantages sociaux	980 979		
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	76 752 234		Transports et communications	408 086		
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques – Bonifications d'intérêts	2 395 828		Services	7 845 417		
	251 884 909		Fournitures et matériel	147 891		
	334 314 507		Paielements de transfert			
Moins : Recouvrements	1 900 000		Subventions pour le développement des entreprises	19 678 841		
	332 414 507		Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants –			
			Entreprise d'été	1 949 756		
			Partenariats Jeunesse.....	1 391 288		
				23 019 885		
				40 444 351		
			Moins : Recouvrements	1 900 000		
						38 544 351

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE – CRÉDIT 902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$			\$	
<i>Commerce et investissements</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
			Développement économique (Poste 8)	
Traitements et salaires.....	14 107 568		Prêts et investissements	
Avantages sociaux.....	1 772 650		Stratégie d'investissement dans le	
Transports et communications.....	1 922 839		secteur de fabrication de pointe ..	
Services	33 967 136		Fonds pour les emplois et les	
Fournitures et matériel	739 981		investissements stratégiques	
Paiements de transfert			Fonds pour la Stratégie ontarienne	
Stratégie d'investissement			d'investissement dans	
dans le secteur de la			l'industrie automobile	
fabrication de pointe –				
Bonifications				
d'intérêts.....	2 920 662			
Subventions à l'appui				
du commerce et des				
investissements....	325 000			
Fonds pour les emplois				
dans les secteurs				
émergents	93 808 926			
Fonds pour les emplois				
et les investissements				
stratégiques.....	76 752 234			
Fonds pour les emplois				
et les investissements				
stratégiques –				
Bonifications				
d'intérêts.....	2 395 828			

	176 202 650			

		228 712 824		

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>				
<i>l'administration financière</i>				
		1 635 422		

		1 635 422		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE	334 049 929		ÉCONOMIQUE ET DE COMMERCE	85 584 764
	=====			=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Autres	28 347	26 982
	-----	-----
	28 347	26 982
	-----	-----
REDEVANCES		
Bombardier Inc.	9 828 585	11 530 224
Divers.	421 421	0
	-----	-----
	10 250 006	11 530 224
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	19 844	120 046
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	15 097 932	9 062 745
	-----	-----
	15 117 776	9 182 791
	-----	-----
DIVERS		
Dividendes.....	0	34 718 679
Autres	198 883	83
	-----	-----
	198 883	34 718 762
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	25 595 012	55 458 759
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	6 373 807	0
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS		
ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	6 373 807	0
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-104
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-105
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	2-107
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-109
GARDE D'ENFANTS	2-111
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-106, 2-108
ÉTAT DES RECETTES	2-113

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
25 200 521	Administration du ministère	25 988 387	23 826 287
21 365 359 229	Éducation élémentaire et secondaire	22 169 493 300	22 116 565 737
9 662 432	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	11 080 500	10 212 816
841 329 841	Garde d'enfants	867 354 100	866 425 809
22 241 552 023 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	23 073 916 287 =====	23 017 030 649 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
8 613 718 289	Éducation élémentaire et secondaire	1 462 637 300	1 345 057 858
1 015 312	Garde d'enfants	2 700 000	1 963 214
8 614 733 601 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 465 337 300 =====	1 347 021 072 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
687 685	Éducation élémentaire et secondaire	720 000	690 562
687 685 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	720 000 =====	690 562 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	25 634 800	273 400	25 908 200	Administration du ministère 23 719 429
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 26 760
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 30 797
	25 714 987	273 400	25 988 387	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 23 826 287
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	5 479 799	
Traitements et salaires.....	16 244 193		Avantages sociaux	701 843	
Avantages sociaux.....	2 294 185		Transports et communications.....	187 392	
Transports et communications.....	460 431		Services	781 383	
Services	13 843 074		Fournitures et matériel	108 268	
Fournitures et matériel	371 646			7 258 685	
	33 213 529		Moins : Recouvrements	2 051 800	
Moins : Recouvrements	9 494 100				5 206 885
	23 719 429		<i>Services juridiques</i>		
			Traitements et salaires.....	12 418	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications.....	18 484	
Traitements et salaires.....	2 481 663		Services	3 031 844	
Avantages sociaux.....	261 766		Fournitures et matériel	66 836	
Transports et communications.....	29 533			3 129 582	
Services	80 818		Moins : Recouvrements	1 223 000	
Fournitures et matériel	35 567				1 906 582
	2 889 347		<i>Services de vérification</i>		
			Services	2 100 000	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Moins : Recouvrements	770 600	
Traitements et salaires.....	6 659 320				1 329 400
Avantages sociaux.....	1 127 997		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications.....	183 530		Services	7 186 800	
Services	434 280				7 186 800
Fournitures et matériel	131 988		<i>Crédits législatifs</i>		
	8 537 115		Traitement versé au ministre en vertu		
Moins : Recouvrements	4 158 000		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	4 379 115		Traitement versé aux adjoints parlementaires		
<i>Ressources humaines</i>			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		26 760
Traitements et salaires.....	1 610 993		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	202 579		Créances irrécouvrables, <i>Loi</i>		
Transports et communications.....	41 492		sur l' <i>administration financière</i>		30 797
Services	227 949				106 858
Fournitures et matériel	28 987		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
	2 112 000		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE...		
Moins : Recouvrements	1 290 700			23 826 287	
	821 300				

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE
1 21 505 020 000	(8 694 800)	21 496 325 200	Politiques et prestation des programmes.....	21 450 830 862
2 145 168 100	2 000 000	147 168 100	Activités éducatives.....	143 386 956
L 526 000 000		526 000 000	Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.....	522 347 919
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
22 176 188 100	(6 694 800)	22 169 493 300	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	22 116 565 737
=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3 1 462 378 800		1 462 378 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 344 830 154
5 1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations.....	0
L 257 500		257 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	227 704
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
1 462 637 300		1 462 637 300	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 345 057 858
=====	=====	=====		=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6 720 000		720 000	Éducation élémentaire et secondaire.....	690 562
			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
720 000		720 000	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	690 562
=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier, aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en œuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		
Traitements et salaires.....		65 758 513			
Avantages sociaux.....		7 824 773			
Transports et communications.....		6 827 296			
Services		60 621 857			
Fournitures et matériel		1 570 987			
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions de fonctionnement			Subventions d'immobilisations –		
aux conseils scolaires	14 084 878 670		conseils scolaires.....	1 098 559 420	
Programmes d'éducation			Initiative Écoles		
– Autres	483 006 333		éco-énergétiques	43 430 042	
Office de la qualité et de la			Programme d'apprentissage		
responsabilité en éducation	32 872 079		des jeunes enfants	191 680 801	
Projets des langues officielles.....	40 346 160		Office des télécommunications		
Subventions diverses.....	2 126 368		éducatives de langue		
Charge sans effet sur la			français de l'Ontario	1 000 000	
trésorerie relative à			Office de la télécommunication		
l'impôt foncier scolaire	6 666 084 426		éducative de l'Ontario.....	5 100 000	
Services de garde d'enfants	1 000				1 339 770 263
		21 309 315 036			
			Autres opérations		
		21 451 918 462	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	5 059 891	
Moins : Recouvrements		1 087 600			1 344 830 154
		21 450 830 862			
Activités éducatives (Poste 2)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....		48 248 444			
Avantages sociaux.....		7 137 021	Autres opérations		
Transports et communications.....		1 429 166	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	227 704	
Services		10 300 502			227 704
Fournitures et matériel		5 047 890			
Paiements de transfert					
Paiements tenant lieu d'impôt			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
aux municipalités	54 525		PROGRAMME D'ÉDUCATION		
Office des télécommunications			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 345 057 858	
éducatives de langue					=====
française de l'Ontario.....	23 370 000				
Office de la télécommunication					
éducative de l'Ontario.....	47 799 408				
		71 223 933			
		143 386 956			
Crédits législatifs			ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Caisse de retraite des enseignantes			Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)		
et des enseignants de l'Ontario					
Paiements de transfert			Matériel de technologie de l'information	373 106	
Prestations prises en charge par le gouvernement,			Parc automobile et flotte de bateaux.....	317 456	
<i>Loi sur le régime de retraite des enseignants.....</i>	522 347 919				690 562
		522 347 919			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'ÉDUCATION			PROGRAMME D'ÉDUCATION		
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	22 116 565 737		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	690 562	
		=====			=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
1	11 318 900	(238 400)	11 080 500	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité 10 212 816
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE
				LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
				LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... 10 212 816
	11 318 900	(238 400)	11 080 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme; Culture; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères et leur propose des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et encouragent les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Groupelement de l'information et de la technologie de
l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)

Traitements et salaires.....	22 167 802
Avantages sociaux.....	2 724 943
Transports et communications.....	263 685
Services	30 937 377
Fournitures et matériel	355 891

56 449 698

Moins : Recouvrements	46 236 882
-----------------------------	------------

10 212 816

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ .. **10 212 816**
=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1004
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS

1	867 365 800	(11 700)	867 354 100	Élaboration des politiques et prestation des programmes.....	866 425 809
	867 365 800	(11 700)	867 354 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GARDE D'ENFANTS.....	866 425 809
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2	1 100 000	1 600 000	2 700 000	Immobilisations pour les services de garde d'enfants...	1 963 214
	1 100 000	1 600 000	2 700 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – GARDE D'ENFANTS.....	1 963 214
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Des services de garde d'enfants fiables et de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage des jeunes enfants.

L'intégration de la garde d'enfants et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans. Cette intégration permet aussi de centrer les efforts sur le développement sain des enfants et les résultats du point de vue de la maturité scolaire, et maintient la responsabilité municipale de la gestion du système de services de garde d'enfants.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 601 716
Avantages sociaux.....	382 697
Transports et communications	155 043
Services	149 207
Fournitures et matériel	11 185
Paiements de transfert	
Garde d'enfants	863 125 961

	866 425 809

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
– GARDE D'ENFANTS	866 425 809
	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Stabilisation pour les services de garde d'enfants ..	1 963 214

	1 963 214

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
– GARDE D'ENFANTS	1 963 214
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement	73 008 312	69 658 312
Entente sur le bien-être des Indiens	11 195 439	0
Autres	0	395 364
	<u>84 203 751</u>	<u>70 053 676</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	 1 760 076	 0
	<u> </u>	<u> </u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées/ des écoles privées de form. prof	420 120	262 676
Frais pour chèques refusés.....	140	70
	<u>420 260</u>	<u>262 746</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Locaux mis en location.....	0	148 170
Avantages, accessoires.....	0	73 619
Ventes de ressources aux conseils scolaires.....	0	285
Autres	0	285 759
	<u>0</u>	<u>507 833</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs.....	13 634 741	2 729 630
Autres	248 494 408	304 090
	<u>262 129 149</u>	<u>3 033 720</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 DIVERS		
Intérêts bancaires	2 459	1 539
	<u>2 459</u>	<u>1 539</u>
	<u> </u>	<u> </u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 348 515 695	 73 859 514
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-116
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-117
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....	2-119
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	2-121
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-118
ÉTAT DES RECETTES	2-123

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
14 743 396	Administration du ministère	16 692 214	13 889 495
448 204 837	Développement et gestion des sources d'énergie	249 824 600	226 190 051
299 827 592	Atténuation du prix de l'électricité	1 137 774 000	1 032 568 697
762 775 825 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 404 290 814 =====	1 272 648 243 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
0 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 000 =====	0 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 628 200		16 628 200	Administration du ministère 13 823 527
L	47 841		47 841	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	16 692 214		16 692 214	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 13 889 495
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, approvisionnement, planification de la continuité des opérations, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.). Le programme offre également des services généraux à deux ministères, le ministère de l'Énergie et le ministère de l'Infrastructure.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services financiers et administratifs</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Avantages sociaux	35 000	
Traitements et salaires.....	7 528 763		Transports et communications.....	5 125	
Avantages sociaux.....	955 074		Services	3 346 052	
Transports et communications.....	217 271		Fournitures et matériel	16 034	
Services	7 955 924			3 402 211	
Fournitures et matériel	123 657		Moins : Recouvrements	2 398 451	
	-----			-----	1 003 760
	16 780 689				-----
Moins : Recouvrements	2 957 162		<i>Ressources humaines</i>		
	-----		Avantages sociaux	306	
	13 823 527		Services	20 463	
	-----			20 769	
<i>Bureau principal</i>			Moins : Recouvrements	14 249	
Traitements et salaires.....	2 317 888			-----	6 520
Avantages sociaux.....	260 952				-----
Transports et communications.....	73 756		<i>Services de vérification</i>		
Services	73 662		Services	236 003	
Fournitures et matériel	34 040		Moins : Recouvrements	160 000	
	-----	2 760 298		-----	76 003
		-----			-----
<i>Services de communication</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	3 025 390		Transports et communications.....	7 092	
Avantages sociaux.....	422 349		Services	541 501	
Transports et communications.....	70 160			548 593	
Services	669 408		Moins : Recouvrements	384 462	
Fournitures et matériel	22 937			-----	164 131
	-----	4 210 244			-----
		-----	<i>Crédits législatifs</i>		
<i>Services juridiques</i>			Traitements versés aux ministres en vertu		
Transports et communications.....	25 156		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Services	2 934 142		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Fournitures et matériel	28 252		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
	-----	2 987 550		-----	65 968
		-----			-----
<i>Analyse et planification</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	2 185 485		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux.....	236 467			13 889 495	
Transports et communications.....	35 982			=====	
Services	134 693				
Fournitures et matériel	22 394				
	-----	2 615 021			

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	55 950 000	193 874 600	249 824 600	Politiques et programmes 226 190 051
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
	55 950 000	193 874 600*	249 824 600	226 190 051
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
	2 000		2 000	0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie..... 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, rentables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la mise en valeur d'énergies plus propres et la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*. De plus, ce programme facilite la participation des Autochtones à l'élaboration et la mise en œuvre de projets d'énergie renouvelable et de réseaux de transport et de distribution.

* Inclut une ordonnance de 180 000 000 de dollars rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice portant sur les coûts de déménagement de l'usine Greenfield South et un montant de 10 000 000 de dollars pour le règlement d'un litige de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario relativement aux installations Keele Valley.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		10 665 485
Avantages sociaux.....		1 268 155
Transports et communications.....		229 639
Services		7 336 106
Fournitures et matériel		105 195
Paielements de transfert		
Fonds pour la vérification		
énergétique résidentielle	14 266 450	
Ententes relatives à la		
participation des Autochtones.....	165 179	
Initiatives en matière		
d'énergie verte.....	365 006	
Fonds de développement		
du réseau intelligent	1 788 836	
Initiatives relatives à		
l'approvisionnement		
en énergie	180 000 000	
Gestion des contrats		
d'approvisionnement		
en énergie	10 000 000	
	-----	206 585 471

		226 190 051

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 DÉVELOPPEMENT ET GESTION		
 DES SOURCES D'ÉNERGIE		226 190 051
		=====

CRÉDIT et poste		Crédits autorisés		Dépenses réelles	
		Prévisions	par le Conseil		Total
		\$	\$	\$	\$
2905 CHARGES DE FONCTIONNEMENT		PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ			
1	1 137 774 000		1 137 774 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre.....	1 032 568 697
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ.....	1 032 568 697
	1 137 774 000		1 137 774 000		

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les consommateurs à faire la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre et complète les prestations existantes liées à l'impôt qui favorisent l'atténuation. La Prestation ontarienne pour l'énergie propre est une mesure visant à fournir, à compter du 1er janvier 2011, une aide directe aux consommateurs d'électricité admissibles, en leur accordant une prestation égale à 10 p. 100 du coût total d'électricité (taxes comprises) indiqué sur leurs factures d'électricité. Les consommateurs admissibles sont des utilisateurs résidentiels, des exploitations agricoles, des petites entreprises et d'autres usagers de petite taille qui utilisent moins de 250 000 kWh par an.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Services	89 909
Paielements de transfert	
La Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 032 478 788

	1 032 568 697

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	1 032 568 697
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	5 496	2 026
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
PaieMents de transfert.....	140 543 477	161 818
Services et Locations	35 646	89 081
	-----	-----
	140 579 123	250 899
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	6	66
	-----	-----
	6	66
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	140 584 625	252 991
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-126
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-127
ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	2-130
ASSAINISSEMENT DE L'EAU	2-132
GESTION DES DÉCHETS	2-134
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-129
ÉTAT DES RECETTES	2-136

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
56 366 535	Administration du ministère	53 788 414	53 752 445
91 077 000	Assainissement de l'air	84 942 300	84 877 853
168 485 655	Assainissement de l'eau	177 514 700	177 395 231
66 529 908	Gestion des déchets	58 757 500	58 676 061
382 459 098 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	375 002 914 =====	374 701 590 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
178 118	Administration du ministère	398 100	326 427
299 781	Assainissement de l'air	300 000	300 000
5 543 251	Assainissement de l'eau	8 716 600	8 716 320
5 195 006	Gestion des déchets	17 528 700	15 528 610
11 216 156 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	26 943 400 =====	24 871 357 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
1 091 532	Administration du ministère	1 200 000	866 766
4 761 222	Assainissement de l'air	9 249 400	6 424 792
5 852 754 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	10 449 400 =====	7 291 558 =====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	53 724 400		53 724 400	Soutien à la gestion stratégique 53 686 477
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 53 752 445
	53 788 414		53 788 414	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	397 100		397 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 326 427
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 326 427
	398 100		398 100	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 200 000		1 200 000	Administration du ministère 866 766
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 866 766
	1 200 000		1 200 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme offre des conseils stratégiques, des services de planification et du soutien pour faciliter la réalisation des priorités gouvernementales et ministérielles par une planification financière et axée sur les résultats, le contrôle financier lié aux politiques et directives administratives, les ressources humaines, la vérification et des systèmes de gestion de l'information et de technologie. Il assure aussi des services efficaces de soutien juridique et en communications, la gestion des connaissances et des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Gestion de l'information et services de technologie</i>		
Soutien à la gestion stratégique (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	22 034 361		Traitements et salaires.....	3 596 282	
Avantages sociaux.....	3 407 991		Avantages sociaux	433 722	
Transports et communications	799 412		Transports et communications	89 317	
Services	26 950 891		Services	4 515 324	
Fournitures et matériel	527 822		Fournitures et matériel	72 902	
	-----			-----	
	53 720 477			8 707 547	
Moins : Recouvrements	34 000		Moins : Recouvrements	34 000	
	-----			-----	
	53 686 477				8 673 547
	-----				-----
			<i>Communications</i>		
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	2 072 508		Traitements et salaires.....	4 703 652	
Avantages sociaux.....	221 666		Avantages sociaux	661 096	
Transports et communications	64 246		Transports et communications	134 603	
Services	76 163		Services	789 743	
Fournitures et matériel	27 057		Fournitures et matériel	38 247	
	-----			-----	
	2 461 640				6 327 341
	-----				-----
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Planification et contrôle financière</i>					
Traitements et salaires.....	5 664 569		Transports et communications	113 511	
Avantages sociaux.....	724 316		Services	2 902 696	
Transports et communications	59 886		Fournitures et matériel	59 011	
Services	856 469			-----	
Fournitures et matériel	158 386				3 075 218
	-----				-----
	7 463 626		<i>Services de vérification</i>		

			Services	706 070	
<i>Ressources humaines</i>				-----	
					706 070

			<i>Commissions et comités</i>		
Traitements et salaires.....	936 604				
Avantages sociaux.....	589 321		Traitements et salaires.....	93 932	
Transports et communications	59 632		Avantages sociaux	11 995	
Services	228 052		Transports et communications	16 175	
Fournitures et matériel	25 118		Services	44 587	
	-----		Fournitures et matériel	3 143	

	1 838 727				169 832
	-----				-----

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
<i>Locaux</i>			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Transports et communications	66 907			
Services	16 204 024			
Fournitures et matériel	125		Crédits législatifs	
	-----	16 271 056		

<i>Innovation environnementale</i>			Autres opérations	
Traitements et salaires.....	1 584 608		Amortissement – Loi sur l'administration financière..	326 427
Avantages sociaux.....	86 747			-----
Transports et communications	37 585			326 427
Services	540 823			-----
Fournitures et matériel	62 981		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	2 312 744	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	326 427
		-----		=====
<i>Soutien à la gestion des programmes</i>			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	3 382 206		Administration du ministère (Poste 2)	
Avantages sociaux.....	679 128			
Transports et communications	157 550		Parc automobile et flotte de bateaux.....	866 766
Services	86 940			-----
Fournitures et matériel	80 852			866 766
	-----	4 386 676		-----
		-----	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	866 766
				=====
Crédits législatifs				
Traitement versé au ministre en vertu				
de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire				
en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667		

		65 968		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		53 752 445		
		=====		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1106	PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	46 334 300	700 000	47 034 300	Smog et substances toxiques atmosphériques..... 46 994 262
2	18 991 100		18 991 100	Air pur 18 989 938
3	20 301 000	(1 384 100)	18 916 900	Changement climatique 18 893 653
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME
	85 626 400	(684 100)	84 942 300	D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 84 877 853
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	300 000		300 000	Immobilisations – Air 300 000
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME
	300 000		300 000	D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 300 000
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6	9 249 400		9 249 400	Programme d'assainissement de l'air 6 424 792
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME
	9 249 400		9 249 400	D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR..... 6 424 792
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, des politiques et des programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales ou mondiales. Ce programme est également chargé de soutenir les stratégies du gouvernement relatives au changement climatique et à la réduction des substances toxiques, de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR – CRÉDIT 1106

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Smog et substances toxiques atmosphériques (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	33 690 392	
Avantages sociaux.....	4 573 313	
Transports et communications.....	1 150 513	
Services	6 274 252	
Fournitures et matériel	836 592	
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		
scientifique et technique – air	269 200	
Projet de réduction des		
substances toxiques.....	200 000	

	469 200	

	46 994 262	

Air pur (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	3 617 358	
Avantages sociaux.....	373 009	
Transports et communications.....	158 519	
Services	14 246 167	
Fournitures et matériel	594 885	

	18 989 938	

Changement climatique (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	7 563 053	
Avantages sociaux.....	919 970	
Transports et communications.....	68 558	
Services	7 923 569	
Fournitures et matériel	45 081	
Paiements de transfert		
Subventions pour l'action contre		
le changement climatique	1 571 422	
Subventions pour les chaires de		
recherche en environnement	802 000	

	2 373 422	

	18 893 653	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	84 877 853	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations – Air (Poste 4)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations	300 000	

	300 000	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	300 000	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Programme d'assainissement de l'air (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts		
relatifs aux immobilisations.....	6 424 792	

	6 424 792	

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME		
D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR.....	6 424 792	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1107				PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	104 319 900	3 196 500	107 516 400	Assainissement de l'eau.....	107 431 176
2	52 298 700	9 443 200	61 741 900	Protection des sources.....	61 718 132
3	8 255 400		8 255 400	Gestion des éléments nutritifs.....	8 245 923
				Créances irrécouvrables,	
L	1 000		1 000	<i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME	
	164 875 000	12 639 700	177 514 700	D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU	177 395 231
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	7 569 300	1 147 300	8 716 600	Immobilisations – Eau	8 716 320
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME	
	7 569 300	1 147 300	8 716 600	D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU	8 716 320
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes, en surveillant la qualité de l'eau et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU – CRÉDIT 1107

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Gestion des éléments nutritifs (Poste 3)		
Assainissement de l'eau (Poste 1)					
Traitements et salaires.....		63 438 958	Traitements et salaires.....		4 540 212
Avantages sociaux.....		9 109 114	Avantages sociaux		730 620
Transports et communications		1 380 396	Transports et communications		136 848
Services		18 214 779	Services		2 699 606
Fournitures et matériel		3 328 729	Fournitures et matériel		138 637
Paiements de transfert					-----
Subventions pour les					
interventions et partenariats					
environnementaux – eau	3 739 200		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions pour la recherche			PROGRAMME		
scientifique et technique – eau	1 220 000		D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....		177 395 231
Subventions pour le Centre					=====
de Walkerton pour					
l'assainissement de l'eau.....	7 000 000				
	-----	11 959 200			

		107 431 176			

			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Protection des sources (Poste 2)			Immobilisations – Eau (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		17 733 990	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		2 349 725	Subventions pour la		
Transports et communications		518 509	protection des sources.....	3 609 999	
Services		15 096 391	Subventions pour la planification		
Fournitures et matériel		756 903	des installations hydrauliques	2 859 300	
Paiements de transfert				-----	6 469 299
Subventions pour la			Autres opérations		
protection des sources	25 206 089		Investissements dans les immobilisations		2 247 021
Assainissement et remise en					-----
état dan les collectivités – eau.....	56 525				8 716 320
	-----	25 262 614			-----

		61 718 132			

			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME		
			D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU.....		8 716 320
					=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1108
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS

1	16 888 600	1 423 400	18 312 000	Gestion des déchets non dangereux	18 308 458
2	24 577 200	5 817 600	30 394 800	Gestion des déchets dangereux	30 386 166
3	9 871 300	178 400	10 049 700	Restauration des sols	9 981 437
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DE	
	51 338 100	7 419 400	58 757 500	GESTION DES DÉCHETS.....	58 676 061
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	18 676 000	(1 147 300)	17 528 700	Immobilisations – gestion des déchets.....	15 528 610
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				- PROGRAMME DE	
	18 676 000	(1 147 300)	17 528 700	GESTION DES DÉCHETS	15 528 610
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des sols par l'assainissement des sites contaminés.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS – CRÉDIT 1108

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Gestion des déchets non dangereux (Poste 1)			Immobilisations – gestion des déchets (Poste 4)	
Traitements et salaires.....		13 025 441		
Avantages sociaux.....		1 822 746		
Transports et communications		442 826	Autres opérations	
Services		2 353 100	Investissements dans les immobilisations	15 528 610
Fournitures et matériel		385 156		-----
Paiements de transfert				15 528 610
Subventions pour les				-----
interventions et partenariats				
environnementaux – déchets.....	33 509		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Subventions pour la			PROGRAMME DE	
recherche scientifique			GESTION DES DÉCHETS	15 528 610
et technique – déchets	195 680			=====
Subventions pour le dialogue,				
la participation et la				
collaboration – déchets	50 000			
	-----	279 189		

		18 308 458		

Gestion des déchets dangereux (Poste 2)				
Traitements et salaires.....		11 788 854		
Avantages sociaux.....		1 688 391		
Transports et communications		286 116		
Services		5 133 250		
Fournitures et matériel		259 555		
Paiements de transfert				
Subventions pour la collecte et la gestion				
des déchets domestiques dangereux		11 230 000		

		30 386 166		

Restauration des sols (Poste 3)				
Traitements et salaires.....		4 946 281		
Avantages sociaux.....		711 447		
Transports et communications		98 265		
Services		4 155 855		
Fournitures et matériel		69 589		

		9 981 437		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DE				
GESTION DES DÉCHETS		58 676 061		
		=====		

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	1 231 220	1 041 711
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	705 647	376 676
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	30 057 883	33 026 372
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 122 341	5 229 248
Autorisation environnementale (auparavant appelée certificats d'autorisation)	5 050 852	5 485 350
Droits, permis et autorisations	4 550 275	3 186 455
	44 781 351	46 927 425
VENTES ET LOCATIONS.....	5 142	3 735
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes – Autres	4 355 910	12 034 318
DIVERS		
Autres	1 330 901	23 008
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	52 410 171	60 406 873

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-138
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-139
POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	2-141
POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES	2-143
RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS	2-147
INVESTIR DANS L'ONTARIO.....	2-150
TRÉSOR.....	2-152
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-140, 2-146, 2-149, 2-153
ÉTAT DES RECETTES	2-154
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-155

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
35 497 718	Administration du ministère	40 365 114	34 089 292
15 341 798	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	20 818 400	16 677 271
1 702 898 751	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 589 526 500	1 319 523 593
3 134 951	Réglementation de l'industrie des services financiers	4 452 000	3 184 189
8 853 646 698	Trésor	9 464 497 900	9 293 586 321
10 610 519 916 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	11 119 659 914 =====	10 667 060 666 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
380 445 362	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	541 076 236
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
380 445 362 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 000 =====	541 076 236 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
134 461	Réglementation de l'industrie des services financiers	321 100	230 617
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
134 461 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	326 100 =====	230 617 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
469 326	Réglementation de l'industrie des services financiers	650 000	301 306
469 326 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	652 000 =====	301 306 =====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 490 200	809 900	40 300 100	Administration du ministère 34 023 324
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	39 555 214	809 900	40 365 114	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 34 089 292
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	2 000		2 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	1 000		1 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux stratégies politiques et législatives du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Division de la vérification interne de l'Ontario, RHOntario et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère des Finances, le ministère du Revenu et leurs groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements des ministères en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	13 931 908		Traitements et salaires.....	27 421	
Avantages sociaux.....	2 037 619		Transports et communications.....	181 267	
Transports et communications.....	556 983		Services.....	7 448 905	
Services.....	17 042 514		Fournitures et matériel.....	158 711	
Fournitures et matériel.....	454 300				7 816 304
	34 023 324		<i>Services de vérification</i>		
			Services.....	1 350 760	
<i>Bureau principal</i>					1 350 760
Traitements et salaires.....	2 957 088				
Avantages sociaux.....	309 800		<i>Crédits législatifs</i>		
Transports et communications.....	123 854		Traitement versé au ministre en vertu		
Services.....	116 612		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Fournitures et matériel.....	21 784		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
	3 529 138				65 968
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	7 112 638		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 089 292	
Avantages sociaux.....	1 091 017				
Transports et communications.....	190 176				
Services.....	5 137 301				
Fournitures et matériel.....	120 192				
		13 651 324			
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 272 772				
Avantages sociaux.....	297 771				
Transports et communications.....	24 552				
Services.....	333 966				
Fournitures et matériel.....	10 986				
		1 940 047			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	2 561 989				
Avantages sociaux.....	339 031				
Transports et communications.....	37 134				
Services.....	2 654 970				
Fournitures et matériel.....	142 627				
		5 735 751			

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE
1	20 818 400		20 818 400	Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite 16 677 271
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES
				À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES
				ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE 16 677 271
	20 818 400		20 818 400	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau de la fiscalité, des organismes et des régimes de retraite a notamment pour fonctions la fiscalité et ses aspects intergouvernementaux, la législation et l'élaboration de politiques aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu ainsi que les recherches et analyses quantitatives. Le Bureau est chargé de suivre les nouvelles tendances et l'évolution et d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, quantitative, budgétaire et stratégique. Le Bureau est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario, de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario et de la Commission des courses de l'Ontario ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignment de l'Ontario mis en place pour les contenant boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Surveillance des organismes générateurs de revenus</i>		
Bureau du budget, de la fiscalité et des régimes de retraite (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 835 802	
			Avantages sociaux	248 889	
			Transports et communications	17 598	
			Services	819 929	
			Fournitures et matériel	18 522	

Traitements et salaires.....	12 315 643			2 940 740	
Avantages sociaux.....	1 541 387		Moins : Recouvrements	202 032	
Transports et communications	132 418			-----	2 738 708
Services	2 721 855				
Fournitures et matériel	168 000				

	16 879 303		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Moins : Recouvrements	202 032		PROGRAMME DE POLITIQUES		
	-----		RELATIVES À LA FISCALITÉ,		
	16 677 271		AUX ORGANISMES ET		
	-----		AUX RÉGIMES DE RETRAITE ...	16 677 271	
				=====	
<i>Politiques fiscales</i>					
Traitements et salaires.....	5 319 981				
Avantages sociaux.....	639 113				
Transports et communications	61 073				
Services	1 211 571				
Fournitures et matériel	100 949				

	7 332 687				

<i>Régimes de retraite, sécurité du revenu et recherche</i>					
Traitements et salaires.....	5 159 860				
Avantages sociaux.....	653 385				
Transports et communications	53 747				
Services	690 355				
Fournitures et matériel	48 529				

	6 605 876				

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	10 727 700	728 700	11 456 400	Politiques économiques 10 224 429
5	27 871 300		27 871 300	Relations provinciales-municipales en matière de finances 18 039 812
6	778 439 100		778 439 100	Programmes de soutien aux municipalités..... 752 896 125
8	86 444 400	(228 700)	86 215 700	Bureau du budget et du Conseil du Trésor..... 38 029 873
9	5 659 400		5 659 400	Vérification interne Ontario..... 5 333 354
10	600 000 000	(531 116 400)	68 883 600	Fonds de prévoyance ‡ 0
12	611 000 000		611 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario .. 495 000 000
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 1 319 523 593
	2 120 142 900	(530 616 400)	1 589 526 500	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
11	1 000		1 000	Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic 0
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i> 541 076 236
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 541 076 236
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

‡ Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 531 116 400 \$ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan budgétaire de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités. Il reflète par ailleurs le transfert des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

Le Bureau du budget et du Conseil du Trésor aide le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et le compte rendu des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils concernant les plans pluriannuels axés sur les résultats que publient chaque année les ministères, ainsi que la gestion par ces derniers des dépenses pour l'exercice en cours, et ce, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, prépare le Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario, apporte son soutien au ministre des Finances et au gouvernement dans la formulation des stratégies de l'Ontario concernant les accords fiscaux entre la province et le gouvernement fédéral, et facilite l'application des pratiques de pointe en matière de chaîne d'approvisionnement intégrée et d'administration d'arrière-guichet dans le secteur parapublic de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Bureau du budget et du Conseil du Trésor (Poste 8)		
Politiques économiques (Poste 1)			Traitements et salaires.....	19 069 134	
Traitements et salaires.....	7 067 353		Avantages sociaux	2 163 161	
Avantages sociaux.....	935 987		Transports et communications	286 969	
Transports et communications	91 092		Services	9 721 909	
Services	1 321 503		Fournitures et matériel	102 550	
Fournitures et matériel	136 767		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Projets liés à la gestion de la chaîne		
Subventions pour la recherche dans le			d'approvisionnement et à l'innovation		
domaine des politiques en matière de			dans le secteur parapublic	6 686 150	
services financiers et économiques.....	745 378				38 029 873
	10 298 080		Bureau du budget et du Conseil du Trésor		
Moins : Recouvrements	73 651		Traitements et salaires.....	9 329 791	
			Avantages sociaux	1 059 456	
	10 224 429		Transports et communications	160 741	
			Services	2 428 975	
			Fournitures et matériel	57 318	
					13 036 281
Relations provinciales-municipales					
en matière de finances (Poste 5)			Bureau du contrôleur provincial		
Traitements et salaires.....	4 616 517		Traitements et salaires.....	6 424 552	
Avantages sociaux.....	517 116		Avantages sociaux	731 821	
Transports et communications	61 427		Transports et communications	54 284	
Services	12 801 477		Services	6 690 376	
Fournitures et matériel	43 275		Fournitures et matériel	35 062	
	18 039 812				13 936 095
Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)			Secrétariat de la gestion de la chaîne		
Paielements de transfert			d'approvisionnement dans le secteur parapublic		
Fonds de partenariat avec les			Traitements et salaires.....	3 314 791	
municipalités de l'Ontario.....	598 173 725		Avantages sociaux	371 884	
Paielements spéciaux			Transports et communications	71 944	
aux municipalités	19 322 400		Services	602 558	
Soutien complémentaire –			Fournitures et matériel	10 170	
élimination du fonds commun			Paielements de transfert		
des municipalités de la RGT	135 400 000		Projets liés à la gestion de la		
			chaîne d'approvisionnement		
	752 896 125		et à l'innovation dans		
			le secteur parapublic	6 686 150	
	752 896 125				11 057 497

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
Vérification interne Ontario (Poste 9)		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	21 276 831	Crédits législatifs	
Avantages sociaux.....	2 427 871		
Transports et communications.....	378 840		
Services	3 810 802		
Fournitures et matériel	126 800		

	28 021 144	Avances et montants récupérables	
Moins : Recouvrements	22 687 790	Taxe de vente harmonisée,	
	-----	Loi sur l'administration financière.....	541 076 236
	5 333 354		-----
	-----		541 076 236

		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
		ET FINANCIÈRES	541 076 236
			=====
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)			
Autres opérations			
Revenu réservé du secteur de l'électricité	495 000 000		

	495 000 000		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES POLITIQUES			
ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES			
ET FINANCIÈRES.....	1 319 523 593		
	=====		

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1204
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE
L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS**

1	1 950 000	2 500 000	4 450 000	Commission des services financiers de l'Ontario	3 184 189
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.....	0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE	
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
				DES SERVICES FINANCIERS.....	3 184 189
	1 952 000	2 500 000	4 452 000		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers.....	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DE	
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
				DES SERVICES FINANCIERS.....	0
	1 000		1 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	320 100		320 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 230 617
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 230 617
	321 100		321 100	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

3	650 000		650 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 301 306
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 301 306
	650 000		650 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	38 627 589	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	7 717 611	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	230 617
Transports et communications.....	716 423		230 617
Services	16 436 608		
Fournitures et matériel	1 216 689		

	64 714 920	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	61 530 731	PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
	-----	DE L'INDUSTRIE DES	
	3 184 189	SERVICES FINANCIERS	230 617
	-----		=====
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	1 720 951	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Avantages sociaux.....	240 703		
Transports et communications.....	25 906		
Services	4 742 081		
Fournitures et matériel	13 934		
	-----	Matériel de technologie de l'information	277 718
	6 743 575	Parc automobile et flotte de bateaux.....	23 588
Moins : Recouvrements	6 743 575		-----
	-----		301 306
	0		-----

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION		PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
DE L'INDUSTRIE DES		DE L'INDUSTRIE DES	
SERVICES FINANCIERS.....	3 184 189	SERVICES FINANCIERS	301 306
	=====		=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1208
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO

1	1 000		1 000	Investir dans l'Ontario	0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				- PROGRAMME	
	1 000		1 000	D'INVESTIR DANS L'ONTARIO	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario.....	0

	0

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME D'INVESTIR	
DANS L'ONTARIO.....	0
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

L
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU TRÉSOR

L	9 464 497 900		9 464 497 900	Intérêts sur la dette.....	9 293 586 321
	<u>9 464 497 900</u>		<u>9 464 497 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====		=====	- PROGRAMME DU TRÉSOR.....	9 293 586 321
					=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités, se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il contribue à l'analyse financière du secteur de l'électricité et au soutien de tout passif réel et éventuel de la province et surveille les retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains de ses organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales	8 722 438 736	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada.....	551 371 428	
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	83 044 019	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	135 123 294	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	64 190 944	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	2 244 994	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	11 343 956	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....	34 572 871	
	-----	9 604 330 242
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions		67 758 132

		9 536 572 110
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères.....		158 480 765
Moins: Intérêts sur les investissements.....		603 931 243

		8 774 160 102
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario		519 426 219

		9 293 586 321

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR.....		9 293 586 321
		=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECETTES FISCALES		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers.....	24 582 045 940	23 624 229 639
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 972 784 427	5 913 447 800
Contributions – santé de l'Ontario.....	2 916 010 522	2 933 985 933
Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations.....	258 525 911	288 166 155
<i>Loi de 1998 sur l'administration des successions</i>	124 169 366	110 694 193
Crédit d'impôt.....	(90 123 630)	(613 725)
	<u>33 763 412 536</u>	<u>32 869 909 995</u>
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	10 705 120 000	10 184 088 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	4 468 649 000	4 329 988 000
Paieement de péréquation.....	2 199 537 000	972 130 000
Aide de transition fédérale.....	1 300 000 000	3 000 000 000
Réduction des temps d'attente.....	96 955 000	96 812 000
Fonds de recrutement de policiers.....	31 360 000	31 200 000
Subvention annuelle par personne – <i>Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	7 999 827	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes.....	82 494	82 494
Fiducie pour le développement communautaire.....	0	119 500 404
Incitatif – impôt sur le capital.....	0	86 000 000
	<u>18 809 703 321</u>	<u>18 827 800 725</u>
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries.....	1 923 213 204	2 068 001 087
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	1 630 000 000	1 550 000 000
Hydro One Inc.	407 565 000	55 265 000
	<u>3 960 778 204</u>	<u>3 673 266 087</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario.....	142 327 945	142 104 417
Évaluations – de base et recouvrements.....	825 525	595 683
Remboursements généraux.....	160 884	17 902
	<u>143 314 354</u>	<u>142 718 002</u>
DROITS - PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	135 671 976	136 836 526
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc.....	7 725 000	8 071 798
Droits d'administration.....	2 394 652	2 208 186
Droits de garantie – autres.....	180 711	0
Autres.....	5 667	11 576
	<u>145 978 006</u>	<u>147 128 086</u>

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS	49 500	1 250
VENDES ET LOCATIONS		
Gain (Perte) de placement.....	44 180 713	0
REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	33 000 000	15 000 000
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années précédentes.....	508 301 983	250 151 953
	508 301 983	250 151 953
DIVERS		
Dividendes	11 330 181	10 329 667
Autre revenu – Toronto.....	3 133 933	5 680 553
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	1 749 499	3 157 542
Dons – Fonds ontarien d'initiative.....	146 304	217 756
Autre revenu – Oshawa.....	11 204 439	7 083 094
	27 564 356	26 468 612
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	57 436 282 973	55 952 444 710

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	1 097 444 073	852 087 003
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	345 000 000	324 000 000
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	121 200 000	0
Fonds de garantie des prestations de retraite.....	11 000 000	11 000 000
Billets à terme adossés à des actifs	9 020 744	11 018 446
Hypothèques – Société foncière de l'Ontario	0	12 654
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	1 583 664 817	1 198 118 103

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-158
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-159
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-161
EMPLOI ONTARIO	2-164
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	2-167
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-160, 2-163, 2-166
ÉTAT DES RECETTES	2-169
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-170

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
18 381 956	Administration du ministère	20 850 114	20 505 127
5 443 280 365	Éducation postsecondaire	5 806 111 900	5 740 972 685
1 236 633 066	Emploi Ontario	1 120 351 400	1 076 937 638
18 613 594	Politiques stratégiques et programmes	21 297 400	19 484 769
6 716 908 981 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	6 968 610 814 =====	6 857 900 219 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
57 695 075	Éducation postsecondaire	64 800 000	64 800 000
18 173 645	Emploi Ontario	13 150 000	6 170 400
75 868 720 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	77 950 000 =====	70 970 400 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 194 534 644	Éducation postsecondaire	259 393 700	259 391 700
20 532 637	Emploi Ontario	15 188 000	15 121 951
1 215 067 281 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	274 581 700 =====	274 513 651 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Éducation postsecondaire	1 000	0
2 335 299	Emploi Ontario	0	0
2 335 299 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	18 170 400	2 615 700	20 786 100	Administration du ministère 20 427 310
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 15 759
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 12 757
	18 234 414	2 615 700	20 850 114	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 20 505 127
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Administration du ministère (Poste 1)		<i>Services juridiques</i>	
Traitements et salaires.....	1 653 839	Services	1 223 000
Avantages sociaux.....	414 345		-----
Transports et communications.....	83 657		1 223 000
Services	18 197 714		-----
Fournitures et matériel	77 755		
	-----	<i>Services de vérification</i>	
	20 427 310	Services	1 271 500
	-----		-----
			1 271 500
<i>Bureau principal</i>			-----
Traitements et salaires.....	1 653 839	<i>Systèmes informatiques</i>	
Avantages sociaux.....	241 330	Services	6 817 056
Transports et communications.....	60 966		-----
Services	39 012		6 817 056
Fournitures et matériel	46 978		-----

	2 042 125		

<i>Services financiers et administratifs</i>		<i>Crédits législatifs</i>	
Avantages sociaux.....	173 015	Traitement versé au ministre en vertu	
Transports et communications.....	22 691	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Services	5 386 646	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en	
Fournitures et matériel	30 777	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	15 759
	-----	Créances irrécouvrables,	
	5 613 129	<i>Loi sur l'administration financière</i>	12 757
	-----		-----
<i>Ressources humaines</i>			77 817
Services	1 290 700		-----

	1 290 700		

<i>Services de communication</i>		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Services	2 169 800	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 505 127
	-----		=====
	2 169 800		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3002
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

1	5 699 387 700	80 184 200	5 779 571 900	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	5 714 177 442
L	26 540 000		26 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i>	26 795 243
	<u>5 725 927 700</u>	<u>80 184 200</u>	<u>5 806 111 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	<u>5 740 972 685</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	56 300 000	8 500 000	64 800 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	64 800 000
	<u>56 300 000</u>	<u>8 500 000</u>	<u>64 800 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	<u>64 800 000</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3002
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

3	266 292 700	(6 900 000)	259 392 700	Soutien à l'éducation postsecondaire.....	259 391 700
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	0
	<u>266 293 700</u>	<u>(6 900 000)</u>	<u>259 393 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
				POSTSECONDAIRE	259 391 700
	=====	=====	=====		=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

6	1 000		1 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME D'ÉDUCATION	
				POSTSECONDAIRE	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme consistent, entre autres, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario, à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations et l'aide financière aux étudiantes et étudiants, à gérer les relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires, à gérer les mécanismes de responsabilisation, en particulier la gouvernance et la législation applicable, à réglementer les collèges publics d'arts appliqués et de technologie et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables, et à administrer le cadre de financement des collèges et universités.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE – CRÉDIT 3002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		14 207 498	Prêts et investissements		
Avantages sociaux.....		1 946 387	Soutien aux étudiantes et étudiants.....		64 800 000
Transports et communications		1 128 311			-----
Services		19 608 121			64 800 000
Fournitures et matériel		212 169			-----
Paielements de transfert					
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	1 383 436 309		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	3 410 202 428		PROGRAMME D'ÉDUCATION		
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)	795 954		POSTSECONDAIRE		64 800 000
Projet de révision du périmètre comptable.....	1 100 000				=====
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....	29 242 932				
Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants	780 681 734		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Bourses d'échange Ontario-Québec	153 000		Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Programmes de langue seconde	1 125 750		Paielements de transfert		
Fiducie d'aide aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	32 999 999		Subventions d'immobilisations		
Subvention au titre des manuels scolaires et de la technologie ...	37 336 850		– collèges.....	34 190 000	
	-----	5 677 074 956	Subventions d'immobilisations		
		-----	– universités	83 107 638	
		5 714 177 442	Programme d'infrastructure du savoir – contribution fédérale	78 048 198	
		-----	Programme d'infrastructure du savoir – contribution provinciale.....	64 045 864	
				-----	259 391 700
Crédits législatifs					-----
					259 391 700

Autres opérations			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière.....</i>		26 795 243	PROGRAMME D'ÉDUCATION		
		-----	POSTSECONDAIRE		259 391 700
		26 795 243			=====

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME D'ÉDUCATION					
POSTSECONDAIRE		5 740 972 685			
		=====			

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

7	1 172 982 100	(55 679 700)	1 117 302 400	Système Emploi Ontario.....	1 073 038 116
L	503 600		503 600	Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
L	2 545 400		2 545 400	Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	3 899 522
	<u>1 176 031 100</u>	<u>(55 679 700)</u>	<u>1 120 351 400</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	1 076 937 638
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

9	13 150 000		13 150 000	Système Emploi Ontario.....	6 170 400
	<u>13 150 000</u>		<u>13 150 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	6 170 400
					=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES D'IMMOBILISATIONS
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

10	12 001 000	2 000 000	14 001 000	Système Emploi Ontario.....	13 936 317
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	1 185 634
	<u>13 188 000</u>	<u>2 000 000</u>	<u>15 188 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	15 121 951
					=====

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Il contribuera à la réalisation de l'objectif de l'Ontario, qui est d'avoir la population la plus instruite et la main-d'œuvre la plus qualifiée dans le monde afin de renforcer l'avantage concurrentiel de la province. Les programmes et services d'EO peuvent se grouper selon quatre grands domaines :

1. services d'emploi et incitatifs à l'intention des particuliers et des employeurs;
2. services de formation et incitatifs à l'intention des particuliers et des employeurs;
3. soutien du revenu pour l'emploi et la formation;
4. Planification et renforcement des capacités pour l'emploi et la formation.

Emploi Ontario allie le réseau communautaire ontarien de services d'emploi et de partenaires dans le domaine de la formation. Il présente également des programmes de prestations et de soutien transférés du gouvernement fédéral et s'adressant aux personnes qui réintègrent le marché du travail, ce qui permet à l'Ontario de mieux apparier le potentiel de chacun avec les besoins des entreprises locales.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Système Emploi Ontario (Poste 7)		Système Emploi Ontario (Poste 10)	
Traitements et salaires.....	63 491 786	Paiements de transfert	
Avantages sociaux.....	9 379 726	Fonds pour l'amélioration des	
Transports et communications.....	2 231 974	installations d'apprentissage.....	13 936 317
Services	16 337 206		-----
Fournitures et matériel	809 957		13 936 317
Paiements de transfert			-----
Emploi et formation	980 787 467		

	1 073 038 116		

Crédits législatifs		Crédits législatifs	
Autres opérations		Autres opérations	
Créances irrécouvrables – autres,		Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 185 634
<i>Loi sur l'administration financière</i>	3 899 522		-----
	-----		1 185 634
	3 899 522		-----

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	1 076 937 638	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	15 121 951
	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
Système Emploi Ontario (Poste 9)			
Dépôts et charges payées d'avance			
Emploi et formation	4 500 000		
Prêts et investissements			
Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	1 670 400		

	6 170 400		

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	6 170 400		
	=====		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES
1	22 427 400	(1 130 000)	21 297 400	Politiques stratégiques et programmes..... 19 484 769
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES..... 19 484 769
	22 427 400	(1 130 000)	21 297 400	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des politiques stratégiques et des programmes se charge de l'élaboration des politiques stratégiques, de la recherche et la planification relatives au marché du travail, de la conception et de l'élaboration des programmes au sein du ministère de la Formation et des Collèges et Universités (MFCU). Elle est responsable de l'élaboration et de l'harmonisation de l'orientation des politiques stratégiques à l'échelle de la province pour les programmes postsecondaires et les programmes de formation et de soutien au marché du travail. La Division assume pour le ministère des fonctions essentielles comme la planification des besoins à long terme, la planification des immobilisations et la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement. La Division rassemble l'expertise des secteurs de l'emploi et de la formation et de l'enseignement postsecondaire afin de concevoir et d'élaborer des programmes, d'établir des normes de programmes et d'effectuer des évaluations de programmes en vue d'atteindre les résultats escomptés. Elle est chargée de la mise en œuvre et l'établissement réussis de l'Ordre des métiers de l'Ontario comme organisme opérationnel. Cette approbation englobait l'établissement de l'Ordre. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et hautement qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
PROGRAMME DES POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
 Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	10 918 094
Avantages sociaux.....	1 360 195
Transports et communications.....	383 733
Services	6 832 731
Fournitures et matériel	109 274

	19 604 027
Moins : Recouvrements	119 258

	19 484 769

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES POLITIQUES	
STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES....	19 484 769
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail.....	605 692 000	597 819 000
Entente sur le marché du travail.....	193 908 000	193 655 000
Programme d'infrastructure du savoir	79 010 244	522 650 989
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 870	19 102 870
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire	15 700 000	17 116 607
Programme canadien de prêts aux étudiants	13 557 076	13 077 529
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents	11 944 254	12 132 825
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	11 916 029	13 206 678
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux	3 621 723	3 951 032
Entente sur le développement du marché du travail - Augmentation.....	0	211 942 000
Fonds de transition et de formation stratégique	0	103 851 000
	<u>954 452 196</u>	<u>1 708 505 530</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo	989 913	856 976
Autres	0	33 620
	<u>989 913</u>	<u>890 596</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métiers et apprentis	7 698 564	7 071 701
Collèges privés d'enseignement professionnel	888 976	816 199
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	140 000	90 000
Frais pour chèques refusés	8 890	14 651
Droits des dépôts des demandes RAFEO.....	2 145	33 996
	<u>8 738 575</u>	<u>8 026 547</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Autres	397 315	932 499
	<u>397 315</u>	<u>932 499</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	73 187 288	32 416 298
DIVERS		
Pénalités - intérêt	8 278 831	7 616 133
Autres	58 565	18 240
	<u>8 337 396</u>	<u>7 634 373</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 046 102 683	1 758 405 843

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Remboursement – Prêts aux étudiants	95 733 956	184 353 092
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	2 036 171	1 341 128
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	97 770 127	185 694 220
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-172
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-173
PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE.....	2-175
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES.....	2-177
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-174
ÉTAT DES RECETTES	2-179
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	2-180

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 167 214	1 816 830
13 268 752	Planification de l'infrastructure et de la croissance	18 142 000	12 040 382
66 932 593	Développement et gestion des activités immobilières	70 422 700	67 392 466
80 201 345	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	90 731 914	81 249 678
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
115 968 511	Planification de l'infrastructure et de la croissance	463 260 600	124 781 205
163 985 736	Développement et gestion des activités immobilières	223 052 500	185 599 890
279 954 247	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	686 313 100	310 381 095
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement et gestion des activités immobilières	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 103 200		2 103 200	Administration du ministère 1 772 994
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 169
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	2 167 214		2 167 214	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 1 816 830
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre. Il assure l'orientation et la direction générales du ministère ainsi que l'administration interne. D'autres services administratifs sont fournis au ministère par le ministère de l'Énergie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	1 529 095
Avantages sociaux.....	144 402
Transports et communications.....	50 703
Services	38 616
Fournitures et matériel	10 178

	1 772 994

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	27 169
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667

	43 836

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 816 830
	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE
1	18 142 000		18 142 000	Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance 12 040 382
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE..... 12 040 382
	18 142 000		18 142 000	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	452 444 700	(15 507 400)	436 937 300	Programmes d'infrastructure 124 781 205
3	100 000 000	(73 676 700)	26 323 300	Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡ 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE..... 124 781 205
	552 444 700	(89 184 100)	463 260 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme soutient : l'élaboration et la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification de l'infrastructure provinciale et l'élaboration du budget d'immobilisations; l'élaboration de propositions de politiques et de programmes horizontaux et sectoriels relatifs à l'infrastructure; les négociations avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés; la coordination de la mise en œuvre des programmes d'infrastructure, notamment les investissements visant à stimuler l'économie; l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement; la prestation d'analyses et de conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures; la gestion de l'information pour les investissements en matière d'infrastructure; des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau; la surveillance de Waterfront Toronto et d'Infrastructure Ontario.

Le programme dirige également l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale de gestion de la croissance à l'échelle de la province. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones et d'autres intervenants, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme.

‡ Le budget des dépenses comprenait une provision pour le coût des initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces crédits entre les catégories Crédit et Poste de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit le coût brut prévu des initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ». Les dépenses réelles engagées n'ont pas été portées au débit de la rubrique « Imprévus », mais au débit des programmes et des activités visés. Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous la rubrique « Imprévus ».

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1)		Programmes d'infrastructure (Poste 2)		
Traitements et salaires.....	8 642 995	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 046 964	Revitalisation du secteur		
Transports et communications.....	157 034	riverain de Toronto	61 190 089	
Services	2 082 823	Infrastructure du village des athlètes		
Fournitures et matériel	110 566	des Jeux panaméricains		
	-----	et para panaméricains.....	42 959 287	
	12 040 382	Travaux initiaux–Village		
	-----	des athlètes		
		Jeux panaméricains	20 631 829	
			-----	124 781 205

				124 781 205

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
 PROGRAMME DE LA PLANIFICATION		 PROGRAMME DE LA PLANIFICATION		
 DE L'INFRASTRUCTURE		 DE L'INFRASTRUCTURE		
 ET DE LA CROISSANCE.....	12 040 382	 ET DE LA CROISSANCE.....		124 781 205
	=====			=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES
1	67 628 700	2 650 000	70 278 700	Programmes immobiliers..... 67 392 466
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	67 772 700	2 650 000	70 422 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 67 392 466
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	225 700 500	(2 650 000)	223 050 500	Programmes immobiliers..... 185 599 890
3	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	225 702 500	(2 650 000)	223 052 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 185 599 890
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières .. 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme a la responsabilité intégrée de la planification, de l'élaboration de politiques et de la gestion des biens immobiliers stratégiques d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres détenues un peu partout en Ontario. Il est également chargé de l'acquisition, la cession et l'utilisation des biens immobiliers ainsi que de la gouvernance et la surveillance de l'agent de prestation de services, la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (Infrastructure Ontario). Dans ce rôle, outre sa collaboration avec les ministères et organismes de l'Ontario à l'appui de leurs besoins en matière d'utilisation des terres, de gestion des propriétés et de locaux, le programme fournit des services et des conseils spécialisés en immobilier pour soutenir les objectifs des politiques et des programmes de l'Ontario. Aujourd'hui, le programme réalise plusieurs des objectifs environnementaux et stratégiques de l'Ontario par sa gestion efficace des biens immobiliers, l'optimisation de la valeur des biens immobiliers existants et la mise à la disposition des fonctionnaires de l'Ontario d'espaces de travail appropriés et suffisants.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Programmes immobiliers (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 864 620
Avantages sociaux.....	268 692
Transports et communications.....	41 606
Services	60 228 567
Fournitures et matériel.....	10 656
Autres opérations	3 978 325

	67 392 466

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT	
ET GESTION DES ACTIVITÉS	
IMMOBILIÈRES	67 392 466
	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes immobiliers (Poste 2)	
Services	185 582 859
Autres opérations	17 031

	185 599 890

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT	
ET GESTION DES ACTIVITÉS	
IMMOBILIÈRES	185 599 890
	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Infrastructure	110 323	165 328
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes	135 962	388 350
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
FOI – Droits	2 666	700
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments.....	128 032 622	57 705 404
Locations – Terrains et bâtiments.....	22 547 204	21 553 870
Locations – Autres.....	1 528 203	1 670 354
	-----	-----
	152 108 029	80 929 628
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert.....	2 922 524	0
Services et Locations	327 235	689 922
Créances irrécouvrables.....	454 750	0
Autres	0	20 065
	-----	-----
	3 704 509	709 987
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	2 061 094	907 771
Autres	0	375
	-----	-----
	2 061 094	908 146
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	158 122 583	83 102 139
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	271 750	71 750
	-----	-----
TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	271 750	71 750
	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-182
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	2-183
COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	2-185
ÉTAT DES RECETTES	2-187

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4 185 944	Affaires francophones	4 560 400	4 222 783
754 551	Commissariat aux services en français	918 400	877 057
4 940 495	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	5 478 800	5 099 840
L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES			
=====		=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES
1	4 560 400		4 560 400	Coordination des affaires francophones..... 4 222 783
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	4 560 400		4 560 400	AFFAIRES FRANCOPHONES..... 4 222 783
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité, le volume et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone. Il se charge également du transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Coordination des affaires francophones (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	1 755 240	
Avantages sociaux.....	175 464	
Transports et communications.....	56 023	
Services	2 082 019	
Fournitures et matériel	30 037	
Paiements de transfert		
Programme des services en français	124 000	

	4 222 783	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DES		
 AFFAIRES FRANCOPHONES.....	4 222 783	
	=====	

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Dépenses réelles		
	Prévisions	par le Conseil		Total	
	\$	\$	\$	\$	
1302 CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	
1	918 400		918 400	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes.....	877 057
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS.....	877 057

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux Affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	535 801
Avantages sociaux.....	86 655
Transports et communications.....	26 219
Services	201 080
Fournitures et matériel	27 302

	877 057

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	877 057
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 469 350	1 859 980
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs	554	115 162
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 469 904	1 975 142
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-190
OMBUDSMAN ONTARIO	2-191
ÉTAT DES RECETTES	2-193

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
10 183 818	Ombudsman Ontario	10 782 400	10 773 758
10 183 818	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	10 782 400	10 773 758
=====	POUR OMBUDSMAN ONTARIO	=====	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

L'ombudsman présente ses rapports à l'Assemblée législative.

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	6 706 285
Avantages sociaux.....	1 541 821
Transports et communications.....	335 233
Services	1 510 107
Fournitures et matériel	680 312

	10 773 758

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME –	
OMBUDSMAN ONTARIO	10 773 758
	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	4 755 -----	15 883 -----
DIVERS.....	21 760 -----	12 648 -----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO.....	26 515 =====	28 531 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-196
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-197
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-200
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-202
SERVICES JURIDIQUES	2-207
SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-210
SERVICES AUX VICTIMES	2-212
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-198, 2-199, 2-201, 2-206, 2-208, 2-209, 2-211, 2-213
ÉTAT DES RECETTES	2-214

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
161 673 616	Administration du ministère	167 478 614	166 946 341
251 044 777	Poursuites contre les criminels	257 473 400	256 773 071
540 607 124	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	564 619 100	561 656 814
55 674 479	Services juridiques	33 807 000	84 103 176
409 847 167	Services aux tribunaux	417 361 800	417 265 267
97 618 173	Services aux victimes	108 977 000	108 315 745
1 516 465 336 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 549 716 914 =====	1 595 060 414 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
26 788 970	Administration du ministère	31 519 800	31 450 436
45 254	Poursuites contre les criminels	213 600	60 089
71 996	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	342 200	235 212
4 696	Services juridiques	48 500	9 266
158 415 027	Services aux tribunaux	294 782 600	291 938 465
1 406	Services aux victimes	70 200	2 411
185 327 349 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	326 976 900 =====	323 695 879 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
232 409	Poursuites contre les criminels	998 000	0
711 630	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	397 000	289 245
34 665	Services juridiques	161 000	9 613
0	Services aux tribunaux	2 719 000	0
12 054	Services aux victimes	28 000	0
990 758 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 303 000 =====	298 408 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	169 181 200	(1 766 600)	167 414 600	Administration du ministère 166 880 373
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	169 245 214	(1 766 600)	167 478 614	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 166 946 341
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	31 500 000		31 500 000	Renouvellement des installations..... 31 436 773
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	18 800		18 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 13 663
	31 519 800		31 519 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 31 450 436
				=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Planification opérationnelle</i>		
Traitements et salaires.....	16 933 652		Traitements et salaires.....	4 447 608	
Avantages sociaux.....	2 156 725		Avantages sociaux	573 570	
Transports et communications	587 005		Transports et communications	145 449	
Services	146 997 407		Services	556 048	
Fournitures et matériel	205 584		Fournitures et matériel	93 210	
	-----			-----	5 815 885
	166 880 373				-----
	-----		<i>Services en français</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires.....	312 348	
Traitements et salaires.....	2 766 197		Avantages sociaux	38 934	
Avantages sociaux.....	383 383		Transports et communications	48 939	
Transports et communications	74 932		Services	102 183	
Services	150 920		Fournitures et matériel	16 492	
Fournitures et matériel	30 459			-----	518 896
	-----	3 405 891			-----
	-----	-----	<i>Accès à l'information et protection de la vie privée</i>		
<i>Services de communication</i>			Traitements et salaires.....	256 426	
Traitements et salaires.....	2 218 327		Avantages sociaux	40 719	
Avantages sociaux.....	264 373		Transports et communications	1 864	
Transports et communications	53 080		Services	32 424	
Services	251 859		Fournitures et matériel	15 285	
Fournitures et matériel	16 138			-----	346 718
	-----	2 803 777			-----
	-----	-----	<i>Ressources humaines</i>		
<i>Services de vérification</i>			Traitements et salaires.....	3 348 527	
Services	1 919 439		Avantages sociaux	428 034	
	-----	1 919 439	Transports et communications	110 724	
	-----	-----	Services	386 166	
<i>Services des installations</i>			Fournitures et matériel	14 154	
Traitements et salaires.....	3 584 219			-----	4 287 605
Avantages sociaux.....	427 712				-----
Transports et communications	152 017		<i>Crédits législatifs</i>		
Services	483 039		Traitement versé au ministre en vertu		
Fournitures et matériel	19 846		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	-----	4 666 833	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	-----	-----	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
<i>Locaux – Frais de location</i>					-----
Services	143 115 329				65 968
	-----	143 115 329			-----
	-----	-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		166 946 341
					=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Renouvellement des installations (Poste 2)		
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations – renouvellement des actifs.....	20 031 551	
Investissements dans les immobilisations – charges de renouvellement.....	11 405 222	
	-----	31 436 773

		31 436 773

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>		13 663

		13 663

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	31 450 436	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	256 629 300	(3 256 900)	253 372 400	Droit criminel 251 833 418
3	4 126 900	(26 900)	4 100 000	Projet de la justice applicable aux Autochtones..... 4 088 187
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 851 466
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS..... 256 773 071
	260 757 200	(3 283 800)	257 473 400	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels 0
L	212 600		212 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 60 089
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS..... 60 089
	213 600		213 600	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6	998 000		998 000	Poursuites contre les criminels 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE POURSUITES
				CONTRE LES CRIMINELS..... 0
	998 000		998 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS – CRÉDIT 302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Droit criminel (Poste 2)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	192 489 457	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	19 676 775	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	60 089
Transports et communications.....	4 170 411		-----
Services	25 446 169		60 089
Fournitures et matériel	3 489 445		-----
Paiements de transfert			
Comités de justice pour la jeunesse ...	3 226 773	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Programmes de		PROGRAMME DE POURSUITES	
responsabilisation directe.....	3 334 388	CONTRE LES CRIMINELS	60 089
	-----		=====
	6 561 161		

	251 833 418		

Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)			
Paiements de transfert			
Programme d'assistance parajudiciaire			
aux Autochtones de l'Ontario	2 626 500		
Projets de la justice			
applicable aux Autochtones	1 461 687		

	4 088 187		

	4 088 187		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Paiements effectués en vertu de la			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	851 466		

	851 466		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE POURSUITES			
CONTRE LES CRIMINELS.....	256 773 071		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

303
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE
JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES**

1	102 936 700	6 154 400	109 091 100	Division des programmes et des politiques de justice sociale.....	107 336 153
2	332 569 100	3 139 400	335 708 500	Aide juridique Ontario.....	335 708 500
4	72 558 200	(1 282 300)	71 275 900	Organismes, conseils et commissions.....	70 622 839
7	47 460 500	1 082 100	48 542 600	Tribunaux de justice sociale	47 989 322
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	561 656 814
					=====
	555 525 500	9 093 600	564 619 100		
	=====	=====	=====		

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	0
L	341 200		341 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	235 212
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES.....	235 212
					=====
	342 200		342 200		
	=====	=====	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
6	397 000		397 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 289 245
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES..... 289 245
	397 000		397 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme supervise l'administration, la coordination et l'exécution des programmes d'élaboration des politiques et de la législation, de justice sociale et de justice à la famille du ministère dans tout l'Ontario. La Division gère le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants, le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution, le Programme de visites surveillées et l'Unité des enquêtes spéciales. La Division assure le fonctionnement et la supervision des organismes, conseils et commissions relevant du ministère. Il s'agit notamment des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario - qui se composent de la Commission de révision de l'évaluation foncière, de la Commission de négociation, de la Commission des biens culturels, du Tribunal de l'environnement et de la Commission des affaires municipales de l'Ontario - du groupement des tribunaux décisionnels de justice sociale comme le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, la Commission de révision des placements sous garde, les Tribunaux de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais et français) et la Commission de la location immobilière, la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police et Aide juridique Ontario. Le ministère est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales pour le ministère. Dans son rôle en matière de politique, la Division est chargée du programme de politiques et de législation du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE
ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Visites surveillées</i>		
Division des programmes et des politiques de justice sociale (Poste 1)			Traitements et salaires.....	292 206	
Traitements et salaires.....	49 375 690		Avantages sociaux	33 367	
Avantages sociaux.....	6 151 092		Transports et communications.....	31 998	
Transports et communications.....	2 497 786		Services	105 944	
Services	34 423 699		Fournitures et matériel	7 220	
Fournitures et matériel	772 329		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Visites surveillées	7 939 700	
Visites surveillées	7 939 700				8 410 435
Vérification et supervision des libérations sous caution.....	6 266 492		<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>		
Victimes de mauvais traitements	11 073		Traitements et salaires.....	33 130	
	14 217 265		Avantages sociaux	5 115	
	107 437 861		Services	275	
Moins : Recouvrements	101 708		Supplies and Equipment	359	
	107 336 153		Paielements de transfert		
			Vérification et supervision des libérations sous caution	6 266 492	
					6 305 371
<i>Politiques et liaison avec les organismes</i>			<i>Victimes de mauvais traitements</i>		
Traitements et salaires.....	5 238 754		Paielements de transfert		
Avantages sociaux.....	552 703		Victimes de mauvais traitements	11 073	
Transports et communications.....	151 927				11 073
Services	959 793		<i>Unité des enquêtes spéciales</i>		
Fournitures et matériel	57 092		Traitements et salaires.....	5 590 740	
	6 960 269		Avantages sociaux	659 256	
			Transports et communications.....	494 585	
			Services	1 441 114	
			Fournitures et matériel	127 339	
					8 313 034
<i>Avocat des enfants</i>			<i>Aide juridique Ontario (Poste 2)</i>		
Traitements et salaires.....	8 053 850		Paielements de transfert		
Avantages sociaux.....	1 043 012		Réinvestissement dans le		
Transports et communications.....	710 347		Fonds d'aide juridique	20 000	
Services	27 955 427		Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique		
Fournitures et matériel	155 063		– Services aux clients.....	271 059 500	
	37 917 699		Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique		
Moins : Recouvrements	101 708		– Administration	27 348 100	
	37 815 991		Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	37 280 900	
					335 708 500
<i>Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)</i>					335 708 500
Traitements et salaires.....	30 167 010				
Avantages sociaux.....	3 857 639				
Transports et communications.....	1 108 929				
Services	3 961 146				
Fournitures et matériel	425 256				
	39 519 980				

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE
ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
Organismes, conseils et commissions (Poste 4)			<i>Tribunal de l'environnement</i>		
Traitements et salaires.....		65 240 694	Traitements et salaires.....	1 039 336	
Avantages sociaux.....		9 737 002	Avantages sociaux	131 807	
Transports et communications		3 126 370	Transports et communications	21 651	
Services		15 880 581	Services	222 652	
Fournitures et matériel		1 700 979	Fournitures et matériel	33 737	
Paievements de transfert					1 449 183
Centre d'assistance juridique en					-----
matière de droits de la personne	5 521 200				
Commission du droit de l'Ontario	150 000		<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
	-----	5 671 200			
		101 356 826	Traitements et salaires.....	4 061 043	
Moins : Recouvrements		30 733 987	Avantages sociaux	514 051	
		-----	Transports et communications	163 449	
		70 622 839	Services	751 983	
		-----	Fournitures et matériel	74 237	
				-----	5 564 763

<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Centre d'assistance juridique en</i>		
Traitements et salaires.....	44 311 177		<i> matière de droits de la personne</i>		
Avantages sociaux.....	7 158 840				
Transports et communications	1 651 015		Paievements de transfert		
Services	10 733 852		Centre d'assistance juridique en		
Fournitures et matériel	1 291 390		matière de droits de la personne ...	5 521 200	
	-----			-----	5 521 200
	65 146 274				-----
Moins : Recouvrements	30 733 987		<i>Commission du droit de l'Ontario</i>		
	-----	34 412 287			
		-----	Paievements de transfert		
			Commission du droit de l'Ontario	150 000	
<i>Commission de révision de l'évaluation foncière</i>				-----	150 000
Traitements et salaires.....	5 331 351				-----
Avantages sociaux.....	599 859		<i>Renseignements au public</i>		
Transports et communications	522 734				
Services	2 061 748		Transports et communications	4 477	
Fournitures et matériel	133 664		Services	114 755	
	-----	8 649 356		-----	119 232
		-----			-----
<i>Commission des affaires municipales de l'Ontario</i>			<i>Bureau du directeur indépendant</i>		
Traitements et salaires.....	5 810 695		<i> de l'examen de la police</i>		
Avantages sociaux.....	758 858				
Transports et communications	473 431		Traitements et salaires.....	4 477 803	
Services	570 379		Avantages sociaux	552 367	
Fournitures et matériel	62 301		Transports et communications	289 579	
	-----	7 675 664	Services	1 403 224	
		-----	Fournitures et matériel	105 650	
				-----	6 828 623

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE
ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Relations avec les organismes et gestion des programmes</i>			<i>Tribunal de l'aide sociale</i>		
Traitements et salaires.....	209 289		Traitements et salaires.....	5 113 796	
Avantages sociaux.....	21 220		Avantages sociaux	663 749	
Transports et communications	34		Transports et communications	456 505	
Services	21 988		Services	1 307 315	
	-----		Fournitures et matériel	52 190	
		252 531		-----	7 593 555
		-----			-----
<i>Tribunaux de justice sociale (Poste 7)</i>			<i>Tribunal des droits de la personne de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires.....	31 503 018		Traitements et salaires.....	7 473 539	
Avantages sociaux.....	4 064 677		Avantages sociaux	816 516	
Transports et communications	2 578 866		Transports et communications	313 641	
Services	9 119 958		Services	219 653	
Fournitures et matériel	722 803		Fournitures et matériel	256 068	
	-----			-----	9 079 417
		47 989 322			-----

<i>Commission de la location immobilière</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	17 885 574		PROGRAMME DES POLITIQUES,		
Avantages sociaux.....	2 463 888		PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME		
Transports et communications	1 808 720		RELATIF AUX ORGANISMES		
Services	6 444 181		561 656 814		
Fournitures et matériel	414 545		=====		
	-----		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
		29 016 908	<i>Crédits législatifs</i>		
		-----	<i>Autres opérations</i>		
<i>Commission de révision des services à l'enfance et à la famille/Commission de révision des placements sous garde</i>			Amortissement – Loi sur l'administration financière..	235 212	
Traitements et salaires.....	1 030 109			-----	
Avantages sociaux.....	120 524			235 212	
Services	752 034			-----	
	-----		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		1 902 667	PROGRAMME DES POLITIQUES,		
		-----	PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME		
<i>Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais)/</i>			RELATIF AUX ORGANISMES		
<i>Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français)</i>			235 212		
			=====		
Services	396 775		ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
	-----		<i>Politiques, programmes de justice et</i>		
		396 775	<i>programme relatif aux organismes (Poste 6)</i>		
		-----	Matériel de technologie de l'information	289 245	
<i>Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais)/</i>				-----	
<i>Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français)</i>				289 245	

Services	396 775		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
	-----		PROGRAMME DES POLITIQUES,		
		396 775	PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME		
		-----	RELATIF AUX ORGANISMES		
			289 245		
			=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES
2	27 588 300	(616 000)	26 972 300	Services juridiques..... 26 592 914
3	5 552 200	1 281 500	6 833 700	Services des conseillers législatifs 6 404 751
L	1 000		1 000	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i> 51 105 511
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	33 141 500	665 500	33 807 000	SERVICES JURIDIQUES..... 84 103 176
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services juridiques..... 0
L	47 500		47 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 9 266
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
	48 500		48 500	SERVICES JURIDIQUES..... 9 266
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	161 000		161 000	Services juridiques..... 9 163
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
	161 000		161 000	SERVICES JURIDIQUES..... 9 163
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et des services d'intervention et le représente devant tous les types de tribunaux. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités, politiques, programmes et services de base.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la codification des lois et règlements.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

[illegible]

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	9 266

	9 266

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES	
SERVICES JURIDIQUES.....	9 266
	=====
 ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services juridiques (Poste 5)	
Matériel de technologie de l'information	9 163

	9 163

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES	
SERVICES JURIDIQUES.....	9 163
	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	257 429 300	66 500	257 495 800	Administration de la justice 257 349 866
2	153 082 600	2 083 400	155 166 000	Services judiciaires 155 047 715
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 4 867 686
	415 211 900	2 149 900	417 361 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 417 265 267
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	282 300 600	11 929 000	294 229 600	Construction de tribunaux 291 938 465
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux 0
L	552 000		552 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière... 0
	282 853 600	11 929 000	294 782 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 291 938 465
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	2 719 000		2 719 000	Services aux tribunaux 0
	2 719 000		2 719 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX TRIBUNAUX 0
				=====

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	163 046 342	Autres opérations		
Avantages sociaux.....	27 451 579	Investissements dans		
Transports et communications.....	7 825 173	les immobilisations	13 630 680	
Services	55 098 226	Projets d'infrastructure		
Fournitures et matériel	7 559 511	de grande envergure.....	264 438 100	
	-----	Projets d'infrastructure de grande		
	260 980 831	envergure – paiements	13 869 685	
Moins : Recouvrements	3 630 965		-----	291 938 465
	-----			-----
	257 349 866			291 938 465
	-----			-----
		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		PROGRAMME DES SERVICES		
		AUX TRIBUNAUX.....		291 938 465
				=====
Services judiciaires (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	130 102 004			
Avantages sociaux.....	9 400 828			
Transports et communications.....	3 032 764			
Services	11 788 870			
Fournitures et matériel	491 298			
Paiements de transfert				
Subventions – Institut national de la				
magistrature/Conférence des juges	231 951			

	155 047 715			

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créances irrécouvrables,				
Loi sur l'administration financière.....				
	4 867 686			

	4 867 686			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
AUX TRIBUNAUX.....	417 265 267			
	=====			

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES
1	60 870 100	(3 446 300)	57 423 800	Gestion des services aux victimes..... 57 197 970
2	20 848 000	431 700	21 279 700	Programme d'aide aux victimes et aux témoins 20 981 318
3	36 854 600	(6 581 100)	30 273 500	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 30 136 457
	118 572 700	(9 595 700)	108 977 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES 108 315 745
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services aux victimes 0
L	69 200		69 200	Amortissement – Loi sur l'administration financière... 2 411
	70 200		70 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES 2 411
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	28 000		28 000	Services aux victimes 0
	28 000		28 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme offre son soutien aux victimes par l'entremise du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Gestion des services aux victimes (Poste 1)				
Traitements et salaires.....		7 057 940	Traitements et salaires.....	3 397 544
Avantages sociaux.....		997 940	Avantages sociaux	609 717
Transports et communications		503 385	Transports et communications	446 715
Services		4 489 703	Services	2 609 997
Fournitures et matériel		78 913	Fournitures et matériel	49 395
Paiements de transfert			Paiements de transfert	
Findhelp.....	250 000		Indemnisation des victimes d'actes criminels	23 023 089
Financement d'urgence				-----
aux victimes	1 449 600			30 136 457
Subventions pour les Services				-----
d'orientation et d'aide			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
immédiate aux victimes			PROGRAMME DES	
(y compris le projet de			SERVICES AUX VICTIMES	108 315 745
la stratégie pour le Nord)	9 212 200			=====
Subventions pour les Programmes				
d'intervention auprès des			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
partenaires violents	11 050 482		Crédits législatifs	
Projets spéciaux d'aide				
aux victimes	4 533 883			
Subventions pour les				
initiatives de lutte contre				
l'agression sexuelle.....	12 943 618			
Programme des enfants témoins	1 417 000			
Support Link.....	676 200			
Programme de subventions				
aux communautés.....	1 988 106			
Services juridiques spécialisés				
– Barbra Schlifer Clinic	300 000			
Prestations aux familles de victimes				
d'homicide.....	249 000			
	-----	44 070 089		

		57 197 970		

Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROGRAMME DES	
			SERVICES AUX VICTIMES	
				2 411
				=====
Traitements et salaires.....		16 210 014		
Avantages sociaux.....		2 695 688		
Transports et communications		1 004 291		
Services		855 003		
Fournitures et matériel		216 322		

		20 981 318		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	53 784 433	53 085 087
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles	4 160 400	4 115 428
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale	1 794 311	1 624 724
Travailleurs judiciaires autochtones.....	1 039 597	1 039 596
Langue française.....	285 000	31 361
Autres	411 405	123 980
	<u>61 475 146</u>	<u>60 020 176</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario.....	26 258 000	26 389 600
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	17 378 946	16 823 714
Avocat des enfants	112 004	154 976
Autres	751	0
	<u>43 749 701</u>	<u>43 368 290</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	51 795 106	53 635 326
Frais judiciaires.....	13 426 871	13 071 197
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario.....	12 079 147	11 594 030
Procédure/Recherche/Shérifs	9 747 656	9 831 290
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres.....	7 413 512	8 975 374
Jeux – Licences des loterie	6 622 745	6 151 425
Jeux – Droits d'inscription.....	6 382 377	6 804 199
Permis – Permis de vente.....	4 116 269	4 283 646
Permis pour occasions spéciales	3 104 995	3 233 188
Droits de cession de permis	1 486 151	1 349 289
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	518 223	690 088
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario	239 483	330 225
Permis – Vineries ontariennes	233 795	180 460
Permis – Brasseurs provinciaux.....	92 925	85 050
Permis – Fabricants de spiritueux	32 760	15 120
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants	13 210	11 790
Frais pour chèques refusés.....	10 330	189 939
Autres	64 951	24 181
	<u>117 380 506</u>	<u>120 455 817</u>

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	41 571 996	33 290 884
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	570 245	1 232 233
Amendes – Paiements en trop	27 635	18 282
	<u>42 169 876</u>	<u>34 541 399</u>
 VENTES ET LOCATIONS	 618 259	 537 356
	<u> </u>	<u> </u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 4 919 689	 9 888 294
	<u> </u>	<u> </u>
 DIVERS		
Division du droit criminel – Règlements	52 389 880	81 882 392
Fonds d'aide aux victimes	46 128 800	42 244 800
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	3 275 664	2 820 350
Confiscations – Produits de la criminalité	774 822	2 739 560
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	800 659	2 269 532
Autres	1 356 472	1 389 843
	<u>104 726 297</u>	<u>133 346 477</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 375 039 474	 402 157 809
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-218
PROMOTION DE LA SANTÉ ET SPORT	2-219
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-220
ÉTAT DES RECETTES	2-222

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
399 302 964	Promotion de la santé et Sport	431 243 414	416 942 196
<u>399 302 964</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>431 243 414</u>	<u>416 942 196</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
93 297	Promotion de la santé et Sport	500 000	0
<u>93 297</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>500 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
306 916 568	Promotion de la santé et Sport	81 908 700	72 923 454
<u>306 916 568</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>81 908 700</u>	<u>72 923 454</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT
1	11 646 900		11 646 900	Administration du ministère 9 772 799
2	411 532 500	8 000 000	419 532 500	Programmes de promotion de la santé de sport 407 132 136
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 093
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	423 243 414	8 000 000	431 243 414	– PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT 416 942 196
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	500 000		500 000	Promotion de la santé – Actif de fonctionnement..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	500 000		500 000	– PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	52 278 900	29 629 800	81 908 700	Promotion de la santé et Sport – immobilisations..... 72 923 454
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	52 278 900	29 629 800	81 908 700	– PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT 72 923 454
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le ministère de la Promotion de la santé et du Sport travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le ministère offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : Promotion de la santé et du mieux-être; Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; stratégie Ontario sans fumée; Nutrition et alimentation saine; Valorisation du sport et des loisirs; Jeux panaméricains et para panaméricains; Soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Programmes de promotion de la santé et de sport (Poste 2)		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	6 222 012		Traitements et salaires.....	7 043 733	
Avantages sociaux.....	963 985		Avantages sociaux	924 709	
Transports et communications	216 287		Transports et communications	406 500	
Services	2 251 283		Services	5 873 999	
Fournitures et matériel	119 232		Fournitures et matériel	109 951	
	-----		Paiements de transfert		
	9 772 799		Programmes pour les Autochtones	2 988 715	
	-----		Programmes pour les jeunes	9 875 497	
Bureau principal			Organismes locaux officiels responsables de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	140 543 149	
Traitements et salaires.....	1 541 886		Nutrition et alimentation saine.....	4 863 610	
Avantages sociaux.....	344 954		Prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances.....	16 677 064	
Transports et communications	25 554		Organismes locaux officiels responsables de la santé – prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances.....	117 192 797	
Services	59 357		2015 Jeux panaméricains et para panaméricains	17 408 300	
Fournitures et matériel	10 269		Sport et perfectionnement des athlètes	24 380 555	
	-----	1 982 020	Fonds pour les communautés en santé	12 422 786	
		-----	Développement de la capacité locale et coordination.....	2 724 295	
Services de communication			Ontario sans fumée	43 696 476	
Traitements et salaires.....	1 915 912			-----	392 773 244
Avantages sociaux.....	240 261				-----
Transports et communications	27 126				407 132 136
Services	323 333				-----
Fournitures et matériel	13 564				
	-----	2 520 196			

Politiques stratégiques et services ministériels			Promotion de la santé et du mieux-être		
Traitements et salaires.....	2 764 214		Traitements et salaires.....	867 780	
Avantages sociaux.....	378 770		Avantages sociaux	137 806	
Transports et communications	163 607		Transports et communications	130 924	
Services	1 868 593		Services	2 632 475	
Fournitures et matériel	95 399		Fournitures et matériel	34 244	
	-----	5 270 583	Paiements de transfert		
		-----	Programmes pour les Autochtones	2 988 715	
Crédits législatifs			Programmes pour les jeunes	9 875 497	
Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	27 168		Organismes locaux officiels responsables de la santé – promotion de la santé et du mieux-être	140 543 149	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	10 093			-----	157 210 590
	-----	37 261			-----

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT
PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT – CRÉDIT 4201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Nutrition et alimentation saine</i>			<i>Ontario sans fumée</i>		
Transports et communications	2 119		Traitements et salaires.....	1 135 378	
Services	1 151 289		Avantages sociaux	138 454	
Paiements de transfert			Transports et communications	30 506	
Nutrition et alimentation saine.....	4 863 610		Services	269 172	
	-----	6 017 018	Fournitures et matériel	232	
		-----	Paiements de transfert		
<i>Prévention des maladies, des</i>			Ontario sans fumée	43 696 476	
<i>traumatismes et des dépendances</i>				-----	45 270 218

Traitements et salaires.....	1 810 631		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	244 131		PROGRAMME DE PROMOTION		
Transports et communications	66 274		DE LA SANTÉ ET DU SPORT	416 942 196	
Services	444 486			=====	
Fournitures et matériel	35 253				
Paiements de transfert			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Prévention des maladies, des					
traumatismes et des dépendances ...	16 677 064		Promotion de la santé – immobilisations (Poste 3)		
Organismes locaux officiels					
responsables de la santé –			Paiements de transfert		
prévention des maladies,			Partenaires pour les sports,		
des traumatismes			la culture et le tourisme.....	300 000	
et des dépendances	117 192 797		Partenaires pour les sports, la culture		
	-----	136 470 636	et le tourisme – Programme		
		-----	d'infrastructures Canada-Ontario ..	300 000	
<i>Valorisation du sport et des loisirs</i>			Infrastructure des		
Traitements et salaires.....	3 229 944		sports et des loisirs	18 825 599	
Avantages sociaux.....	404 318		Programme d'Infrastructures		
Transports et communications	176 677		de loisirs Canada en Ontario –		
Services	1 376 577		contribution fédérale	17 050 867	
Fournitures et matériel	40 222		2015 Infrastructure des		
Paiements de transfert			Jeux panaméricains et		
2015 Jeux panaméricains et			para panaméricains	36 446 988	
para panaméricains.....	17 408 300			-----	72 923 454
Sport et perfectionnement					-----
des athlètes	24 247 104				72 923 454
	-----	46 883 142			-----

<i>Soutien aux partenariats pour</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
<i>des communautés en santé</i>			PROGRAMME DE PROMOTION		
Paiements de transfert			DE LA SANTÉ ET DU SPORT	72 923 454	
Sport et perfectionnement				=====	
des athlètes	133 451				
Fonds pour les					
communautés en santé	12 422 786				
Développement de la capacité					
locale et coordination	2 724 295				
	-----	15 280 532			

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
RINC Infrastructure Project.....	17 050 867	143 450 807
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	300 000	2 700 000
Autre	1 252 426	1 009 360
	<u>18 603 293</u>	<u>147 160 167</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 5 563 535	 4 013 956
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>24 166 828</u>	 <u>151 174 123</u>

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-224
RECHERCHE ET INNOVATION.....	2-225
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-228
ÉTAT DES RECETTES	2-229

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
333 325 800	Recherche et innovation	365 704 014	348 812 477
<u>333 325 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>365 704 014</u>	<u>348 812 477</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Recherche et innovation	4 327 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>4 327 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
67 269 721	Recherche et innovation	114 986 000	114 982 983
<u>67 269 721</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>114 986 000</u>	<u>114 982 983</u>
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Recherche et innovation	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
1	365 639 000		365 639 000	Recherche et innovation 348 775 216
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 093
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE
				RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 348 812 477
	365 704 014		365 704 014	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 327 000		4 327 000	Recherche et innovation 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE
				RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 0
	4 327 000		4 327 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4301				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION
3	69 985 000	45 000 000	114 985 000	Recherche et innovation 114 982 983
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
	69 986 000	45 000 000	114 986 000	RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 114 982 983
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Recherche et innovation 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE
	1 000		1 000	RECHERCHE ET D'INNOVATION..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme appuie le renforcement de l'Ontario par les activités suivantes : exécution de la Stratégie d'innovation de l'Ontario, qui établit un programme complet, ciblé et coordonné pour la promotion de la recherche et de l'innovation en Ontario; allocation de fonds afin de soutenir des recherches et des chercheurs de calibre international qui travaillent dans tout l'Ontario; offre de programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; élaboration et mise en œuvre d'une stratégie globale de sensibilisation du public et des intervenants afin de promouvoir l'excellence et la réussite dans le domaine de la recherche et de l'innovation dans tout l'Ontario et d'attirer des investissements et des talents de calibre international; mise en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province, en veillant à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être concurrentielles dans les marchés mondiaux et en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés.

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 4301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT						
Recherche et innovation (Poste 1)			<i>Administration du ministère</i>			
Traitements et salaires.....	12 228 499		Traitements et salaires.....	3 107 382		
Avantages sociaux.....	1 476 473		Avantages sociaux	310 313		
Transports et communications.....	417 696		Transports et communications.....	105 740		
Services	4 297 497		Services	751 462		
Fournitures et matériel	280 916		Fournitures et matériel	127 646		
Paielements de transfert				-----		4 402 543
Fonds de soutien aux						-----
écosystèmes d'affaires	14 673 276		<i>Innovation et commercialisation</i>			
Centre de recherche et			Traitements et salaires.....	4 874 728		
d'innovation en bioéconomie.....	3 000 000		Avantages sociaux	514 794		
Soutien aux réseaux d'innovation			Transports et communications.....	123 273		
et de commercialisation	65 796 268		Services	2 431 268		
Subventions à l'appui			Fournitures et matériel	100 991		
de la commercialisation			Paielements de transfert			
et de l'innovation	640 500		Fonds de soutien aux			
Fonds pour les projets pilotes			écosystèmes d'affaires ..	14 673 276		
d'innovation	14 706 769		Centre de recherche			
Collaboration internationales	737 269		et d'innovation			
Fonds pour les emplois dans les			en bioéconomie	3 000 000		
secteurs émergents – Programme			Soutien aux réseaux			
d'investissement dans le secteur			d'innovation et de			
biopharmaceutique.....	7 771 231		commercialisation	65 796 268		
Fonds ontarien de développement			Subventions à l'appui			
des technologies émergentes.....	27 435 630		de la commercialisation			
Stratégie ontarienne de			et de l'innovation	640 500		
commercialisation des			Fonds pour les projets			
sciences de la vie.....	5 744 709		pilotes d'innovation	14 706 769		
Génération de			Collaborations			
l'innovation sociale.....	1 246 400		internationales	737 269		
Projet de développement accéléré			Fonds pour les emplois dans			
des technologies de l'eau	272 500		les secteurs émergents –			
Subventions à l'appui des			Programme d'investissement			
sciences et de la recherche	7 513 000		dans le secteur			
Institut ontarien de			biopharmaceutique..	7 771 231		
recherche sur le cerveau.....	6 590 017		Fonds ontarien de			
Institut ontarien de recherche			développement			
sur le cancer.....	82 091 721		des technologies			
Fonds pour la			émergentes	27 435 630		
recherche en Ontario	70 701 898		Stratégie ontarienne de			
Partenariat ontarien de recherche			commercialisation des			
sur la moelle épinière.....	2 463 660		sciences de la vie.....	5 744 709		
Institute Perimeter	5 000 000		Génération de			
Programmes visant les			l'innovation sociale.....	1 246 400		
talents en recherche.....	12 042 587		Projet de développement			
Partenariats et sensibilisation aux			accéléré des technologies			
sciences et à la technologie.....	1 252 100		de l'eau	272 500		
Projet en matière d'énergie				-----		142 024 552
renouvelable	300 000					-----
Institute for Diagnostic Imaging						150 069 606
Research de l'Université						-----
de Windsor	1 341 000		Moins : Recouvrements			1 246 400
	-----	331 320 535				-----
		-----				-----
		350 021 616				148 823 206
Moins : Recouvrements		1 246 400				-----
		-----				-----
		348 775 216				-----
		-----				-----

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$	\$		\$	\$
Sciences et recherche				CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
				Recherche et innovation (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	4 246 389			Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....	651 366			Investissements mineurs		
Transports et communications	188 683			en immobilisations..... 1 459 000		
Services	1 114 767			Fonds pour la recherche		
Fournitures et matériel	52 279			en Ontario..... 68 523 983		
Paiements de transfert				Research and Learning		
Subventions à l'appui				Tower Project..... 45 000 000		
des sciences et				----- 114 982 983		
de la recherche	7 513 000			----- 114 982 983		
Institut ontarien de				-----		
recherche sur						
le cerveau	6 590 017					
Institut ontarien						
de recherche						
sur le cancer.....	82 091 721					
Fonds pour la						
recherche en Ontario ...	70 701 898					
Partenariat ontarien						
de recherche sur la						
moelle épinière.....	2 463 660					
Institute Perimeter	5 000 000					
Programmes visant les						
talents en recherche.....	12 042 587					
Partenariats et sensibilisation						
aux sciences et à						
la technologie	1 252 100					
Projet en matière d'énergie						
renouvelable	300 000					
Institute for Diagnostic Imaging						
Research de l'Université						
de Windsor	1 341 000					
	-----	189 295 983				
		-----	195 549 467			

Crédits législatifs						
Traitement versé au ministre en vertu						
de la Loi sur le Conseil exécutif.....		27 168				
Traitement versé à l'adjoint parlementaire						
en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		10 093				

		37 261				

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –						
PROGRAMME DE RECHERCHE						
ET D'INNOVATION.....				114 982 983		
				=====		

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	934 660	639 431
	-----	-----
DIVERS.....	188 815	6 716
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 123 475	646 147
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Fonds pour les projets pilotes d'innovation – Remboursements	800 000	0
	-----	-----
TOTAL - REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	800 000	0
	=====	=====

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-232
REVENUS FISCAUX.....	2-233
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-237
ÉTAT DES RECETTES	2-238

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
3 937 219 276	Revenus fiscaux	2 343 897 914	2 248 073 837
<u>3 937 219 276</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>2 343 897 914</u>	<u>2 248 073 837</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
25 576 998	Revenus fiscaux	34 301 000	25 751 314
<u>25 576 998</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>34 301 000</u>	<u>25 751 314</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2 206 418	Revenus fiscaux	3 037 700	2 800 924
<u>2 206 418</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>3 037 700</u>	<u>2 800 924</u>
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
4 894 351	Revenus fiscaux	2 318 800	637 970
<u>4 894 351</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 318 800</u>	<u>637 970</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3201	PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
5	46 509 100	10 631 900	57 141 000	Administration du ministère 56 189 493
6	250 812 100	(17 778 600)	233 033 500	Opérations 216 759 400
7	1 839 311 000	60 759 900	1 900 070 900	Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale 1 856 479 166
8	153 353 200	(41 664 700)	111 688 500	Programmes de conformité..... 99 073 076
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 27 168
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 10 093
L	41 900 000		41 900 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 19 535 441
	2 331 949 414	11 948 500	2 343 897 914	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME
				DES REVENUS FISCAUX..... 2 248 073 837
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	3 801 000		3 801 000	Actif..... 573 251
L	22 000 000		22 000 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 18 211 684
L	5 000 000		5 000 000	Avances, <i>Loi sur les régies des services publics du Nord</i> 3 147 374
L	3 500 000		3 500 000	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> 3 819 005
	34 301 000		34 301 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME
				DES REVENUS FISCAUX..... 25 751 314
				=====

MINISTÈRE DU REVENU
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3201
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX

4	1 000		1 000	Revenus fiscaux.....	0
L	3 036 700		3 036 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	2 800 924
	<u>3 037 700</u>		<u>3 037 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME	
	<u>3 037 700</u>		<u>3 037 700</u>	DES REVENUS FISCAUX.....	2 800 924
	=====	=====	=====		=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

3	2 318 800		2 318 800	Revenus fiscaux.....	637 970
	<u>2 318 800</u>		<u>2 318 800</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
				– PROGRAMME	
	<u>2 318 800</u>		<u>2 318 800</u>	DES REVENUS FISCAUX.....	637 970
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le ministère du Revenu de l'Ontario est chargé de l'administration de plusieurs lois de l'Ontario régissant l'imposition et les incitatifs et avantages fiscaux. Le ministère administre notamment la *Loi sur la taxe de vente au détail*, la *Loi de la taxe sur les carburants*, la *Loi de la taxe sur l'essence*, la *Loi de la taxe sur le tabac*, la *Loi sur l'impôt-santé des employeurs*, la *Loi sur les droits de cession immobilière* et la *Loi de l'impôt sur l'exploitation minière*. Les programmes d'incitatifs et d'avantages fiscaux administrés par le ministère du Revenu comprennent le Régime de revenu annuel garanti, le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants et le Crédit d'impôt pour les petits fabricants de bière.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Systèmes informatiques</i>		
Administration du ministère (Poste 5)					
Traitements et salaires.....	21 276 689		Traitements et salaires.....	18 640 775	
Avantages sociaux.....	2 835 540		Avantages sociaux	2 439 191	
Transports et communications	1 222 496		Transports et communications.....	1 164 799	
Services	34 566 281		Services	34 426 439	
Fournitures et matériel	295 674		Fournitures et matériel	283 156	
	-----			-----	
	60 196 680			56 954 360	
Moins : Recouvrements	4 007 187		Moins : Recouvrements	4 007 187	
	-----			-----	
	56 189 493				52 947 173
	-----				-----
			Opérations (Poste 6)		
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires.....	1 249 212		Traitements et salaires.....	30 601 533	
Avantages sociaux.....	179 102		Avantages sociaux	5 570 466	
Transports et communications	50 792		Transports et communications.....	1 469 489	
Services	62 638		Services	15 695 295	
Fournitures et matériel	8 590		Fournitures et matériel	376 153	
	-----		Paiements de transfert		
	1 550 334		Régime de revenu		
	-----		annuel garanti	115 170 260	
			Supplément de revenu de		
			l'Ontario pour les familles		
			travailleuses ayant des		
			frais de garde d'enfants.....	3 343 551	
			Aide à la transition pour		
			les petites entreprises	46 666 481	

					165 180 292

					218 893 228
			Moins: Recouvrements	2 133 828	

					216 759 400

<i>Communications stratégiques</i>					
Traitements et salaires.....	1 386 702				
Avantages sociaux.....	217 247				
Transports et communications	6 905				
Services	77 204				
Fournitures et matériel	3 928				

	1 691 986				

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$	\$		\$	\$
<i>Opérations</i>				<i>Politiques et partenariats en matière d'administration fiscale (Poste 7)</i>		
Traitements et salaires.....	30 595 399			Traitements et salaires.....	30 391 555	
Avantages sociaux.....	5 569 699			Avantages sociaux	4 208 733	
Transports et communications	1 460 968			Transports et communications	1 516 692	
Services	15 670 079			Services	131 700 355	
Fournitures et matériel	374 659			Fournitures et matériel	133 270	
Paielements de transfert				Paielements de transfert		
Régime de revenu				Subvention ontarienne aux personnes		
annuel garanti	115 170 260			âgées propriétaires pour		
Supplément de revenu				l'impôt foncier	207 756 788	
de l'Ontario pour				Prestation de transition au		
les familles				titre de la taxe de vente	1 398 371 685	
travailleuses ayant				Crédit pour les coûts d'énergie		
des frais de garde				dans le Nord de l'Ontario.....	23 141 827	
d'enfants	3 343 551			Crédit d'impôt pour		
Aide à la transition				l'aménagement du logement		
pour les petites				axé sur le bien-être.....	60 000 000	
entreprises	46 666 481					1 689 270 300
	-----	165 180 292				-----
		218 851 096				1 857 220 905
Moins : Recouvrements	2 133 828			Moins: Recouvrements	741 739	
	-----	216 717 268				-----
						1 856 479 166

<i>Direction des opérations et des dossiers liés aux services à la clientèle</i>				<i>Programmes de conformité (Poste 8)</i>		
Traitements et salaires.....	6 134			Traitements et salaires.....	79 126 357	
Avantages sociaux.....	767			Avantages sociaux	12 250 265	
Transports et communications	8 521			Transports et communications	2 366 556	
Services	25 216			Services	4 272 418	
Fournitures et matériel	1 494			Fournitures et matériel	1 057 480	
	-----					-----
		42 132				99 073 076
		-----				-----

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DES REVENUS FISCAUX – CRÉDIT 3201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
Crédits législatifs			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		27 168	Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		10 093		
Autre opérations			Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>		19 535 441	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 800 924
		-----		-----
		19 572 702		2 800 924
		-----		-----
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES	
REVENUS FISCAUX		2 248 073 837	REVENUS FISCAUX	2 800 924
		=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Actif (Poste 2)			Revenus fiscaux (Poste 3)	
Avances et montants récupérables			Parc automobile et flotte de bateaux.....	316 318
Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de			Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	321 652
garde d'enfants.....	238 429			-----
Régime de revenu annuel garanti....	334 822			637 970
	-----	573 251		-----

		573 251		

Crédits législatifs			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES	
Avances et montants récupérables			REVENUS FISCAUX	637 970
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	18 211 684			=====
Avances, <i>Loi sur les régies des</i> <i>services publics du Nord</i>	3 147 374			
Avances, <i>Loi sur les régies</i> <i>des routes locales</i>	3 819 005			
	-----	25 178 063		

		25 178 063		

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES				
REVENUS FISCAUX		25 751 314		
		=====		

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
RECETTES FISCALES		
Taxe de vente harmonisée.....	18 371 712 395	12 576 727 772
Impôt sur les sociétés.....	9 245 341 890	8 382 695 301
Impôt- santé des employeurs	5 091 968 269	4 733 187 600
Taxe sur l'essence.....	2 380 138 197	2 358 339 792
Taxe de vente au détail	1 787 257 180	6 236 707 214
Droits de cession immobilière	1 413 586 831	1 237 831 884
Taxe sur le tabac	1 150 105 259	1 160 312 423
Taxe sur les carburants – <i>Loi 1981</i>	710 219 822	702 012 870
Bière/Bistrots-brasseries (BBB).....	529 781 922	541 067 643
Impôt sur les bénéfices miniers.....	176 019 365	140 075 433
Vin/Vin panaché/Établissements vinicoles (VVPÉV)	31 024 581	27 844 352
Impôt foncier provincial	18 529 792	9 189 646
Impôt sur les barrages hydroélectriques.....	9 611 568	13 131 050
Taxe sur le pari mutuel	4 952 502	5 134 134
Impôt – santé des travailleurs autonomes	14 054	5 992
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	3 063 433	586 024
	<u>40 923 327 060</u>	<u>38 124 849 130</u>
REBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>2 396 049</u>	<u>2 300 619</u>
DROITS PERMIS ET AUTORISATIONS.....	<u>776 837</u>	<u>724 305</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>884 399</u>	<u>998 003</u>
VENTES ET LOCATIONS.....	<u>54 201</u>	<u>55 549</u>
REDEVANCES.....	<u>0</u>	<u>(35 871 343)</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>42 493 075</u>	<u>3 006 054</u>
DIVERS		
Autre revenu – Oshawa.....	<u>14 886</u>	<u>25 718</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>40 969 946 507</u>	<u>38 096 088 035</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-240
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-241
GESTION DES RICHESSES NATURELLES	2-243
PROTECTION DU PUBLIC.....	2-249
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-251
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-242, 2-246, 2-247, 2-250
ÉTAT DES RECETTES	2-253

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
33 748 389	Administration du ministère	34 855 914	34 850 756
272 211 920	Gestion des richesses naturelles	275 486 200	275 387 914
135 795 907	Protection du public	270 111 600	239 299 753
0	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	1 000	0
441 756 216 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	580 454 714 =====	549 538 423 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 200 000	Gestion des richesses naturelles	3 240 000	720 000
54 733	Protection du public	70 000	53 565
511 329	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	600 000	270 770
1 766 062 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	3 910 000 =====	1 044 335 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
62 339 256	Gestion des richesses naturelles	64 248 200	59 972 995
1 137 643	Protection du public	4 276 300	3 009 410
63 476 899 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	68 524 500 =====	62 982 405 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
42 045 712	Gestion des richesses naturelles	32 312 400	26 879 184
10 191 548	Protection du public	10 471 600	9 175 699
52 237 260 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	42 784 000 =====	36 054 883 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	32 673 100	2 117 800	34 790 900	Administration du ministère 34 784 788
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	32 738 114	2 117 800	34 855 914	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 34 850 756
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	2 883 622	
Traitements et salaires.....	15 424 532		Avantages sociaux	479 785	
Avantages sociaux.....	6 077 961		Transports et communications.....	46 352	
Transports et communications.....	570 687		Services	426 793	
Services	12 448 814		Fournitures et matériel	23 505	
Fournitures et matériel	289 419			-----	3 860 057
	-----				-----
	34 811 413		<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements	26 625		Traitements et salaires.....	89 238	
	-----		Transports et communications.....	64 037	
	34 784 788		Services	4 024 170	
	-----		Fournitures et matériel	37 610	
				-----	4 215 055

<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	3 525 418		Services	403 200	
Avantages sociaux.....	630 688			-----	403 200
Transports et communications.....	130 768				-----
Services	901 890				
Fournitures et matériel	50 644				

	5 239 408				
Moins : Recouvrements	26 625				
	-----	5 212 783			

<i>Finances et administration</i>			<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Traitements et salaires.....	4 825 768		Traitements et salaires.....	1 691 007	
Avantages sociaux.....	630 231		Avantages sociaux	241 439	
Transports et communications.....	145 850		Transports et communications.....	71 740	
Services	6 309 041		Services	264 434	
Fournitures et matériel	97 193		Fournitures et matériel	34 054	
	-----			-----	2 302 674
		12 008 083			-----

<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	2 409 479		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	4 095 818		de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Transports et communications.....	111 940		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	119 286		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667	
Fournitures et matériel	46 413			-----	65 968
	-----				-----
		6 782 936			

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	34 850 756	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	258 622 600	5 988 600	264 611 200	Gestion durable des ressources 264 608 236
2	10 783 000		10 783 000	Parcs Ontario 10 757 294
L	91 000		91 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière..... 22 384
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	269 497 600	5 988 600	275 486 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 275 387 914
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	3 240 000		3 240 000	Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement 720 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	3 240 000		3 240 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 720 000
				<u>=====</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
3	54 662 200	1 150 000	55 812 200	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles 53 086 249
L	8 436 000		8 436 000	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 6 886 746
	63 098 200	1 150 000	64 248 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES RICHESSES NATURELLES 59 972 995
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	30 312 400	2 000 000	32 312 400	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations ... 26 879 184
	30 312 400	2 000 000	32 312 400	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	=====	=====	=====	DES RICHESSES NATURELLES 26 879 184
				=====

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des secteurs protégés de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure, tels les installations piscicoles, les parcs, les terres de la Couronne, l'eau et les autres investissements dans l'infrastructure nécessaires à l'exécution des programmes du ministère.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Sciences et information</i>			
Gestion durable de ressources (Poste 1)			Traitements et salaires.....	31 222 110		
Traitements et salaires.....	175 073 487		Avantages sociaux	4 581 676		
Avantages sociaux.....	26 297 558		Transports et communications	1 682 422		
Transports et communications.....	11 386 279		Services	8 419 190		
Services	77 285 681		Fournitures et matériel	2 682 726		
Fournitures et matériel	13 291 109			-----		
Paiements de transfert				48 588 124		
Intendance des espèces			Moins : Recouvrements	7 158 410		
en péril en Ontario.....	4 555 627			-----		41 429 714
Centre de gestion des			<i>Politiques et planification</i>			
espèces envahissantes	2 500 000		Traitements et salaires.....	21 547 879		
Institut de la fourrure.....	40 000		Avantages sociaux	3 064 381		
Rentes et primes versées			Transports et communications	1 417 289		
aux Indiens en vertu du			Services	6 271 591		
Traité numéro 9.....	61 140		Fournitures et matériel	527 376		
Partenaires pour la prestation			Paiements de transfert			
des programmes de reboisement			Intendance des espèces			
des terres privées et en			en péril en Ontario	4 555 626		
milieu urbain dans le			Centre de gestion			
Sud de l'Ontario	3 805 000		des espèces			
Paiements tenant lieu d'impôt			envahissantes.....	2 500 000		
aux municipalités	7 278 274		Institut de la fourrure	40 000		
Impôts acquittés sur les			Rentes et primes versées			
bien-fonds provinciaux			aux indiens en vertu du			
occupés par des locataires.....	1 265 410		Traité numéro 9.....	61 140		
Subventions aux offices de				-----		
protection de la nature –				7 156 766		
Frais d'administration	133 000			-----		
Subventions aux offices de				39 985 282		
protection de la nature –			Moins : Recouvrements	54 265		
Fonctionnement				-----		
des programmes	7 600 000					39 931 017
Programme du Grand Nord.....	4 666 363					
Expérience Été	354 163					
Mise en valeur des ressources						
des Premières nations.....	913 990					
Intendance des ressources	6 517 142					

	39 690 109					

Moins : Recouvrements	343 024 223					
	78 415 987					

	264 608 236					

			<i>Services provinciaux</i>			
			Traitements et salaires.....	14 056 504		
			Avantages sociaux	2 065 703		
			Transports et communications	904 251		
			Services	2 824 963		
			Fournitures et matériel	1 828 728		

				21 680 149		
			Moins : Recouvrements	79 638		

						21 600 511

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$			\$	
<i>Opérations régionales</i>			<i>Administration du programme</i>	
Traitements et salaires.....	70 070 315		Traitements et salaires.....	7 505
Avantages sociaux.....	10 907 940		Avantages sociaux	645
Transports et communications	3 850 209		Transports et communications	404
Services	12 127 035		Services	31 775 595
Fournitures et matériel	3 941 246		Paielements de transfert	
Paielements de transfert			Expérience Été	354 163
Partenaires pour la				-----
prestation des programmes				32 138 312
de reboisement des terres			Moins : Recouvrements	560 442
privées et en milieu				-----
urbain dan le Sud				31 577 870
de l'Ontario ..	3 805 000			
Paielements tenant lieu			<i>Parcs Ontario (Poste 2)</i>	
d'impôt aux			Traitements et salaires.....	43 275 324
municipalités	7 278 275		Avantages sociaux	5 734 432
Impôts acquittés sur les			Transports et communications	1 870 380
bien-fonds provinciaux			Services	17 003 341
occupés par des			Fournitures et matériel	13 834 136
locataires	1 265 410		Paielements de transfert	
Subventions aux offices			Programme de bourses des	
de protection de la			partenaires de Parcs Ontario	20 000
nature – Frais				-----
d'administration .	133 000			81 737 613
Subventions aux offices			Moins : Recouvrements	70 980 319
de protection de la nature				-----
– Fonctionnement				10 757 294
des programmes ..	7 600 000			-----
Programme du			<i>Crédits législatifs</i>	
Grand Nord.....	4 666 363		Autres opérations	
Mise en valeur des			Créances irrécouvrables,	
ressources des			<i>Loi sur l'administration financière</i>	22 384
Premières nations ..	913 990			-----
Intendances des				22 384
ressources	6 517 142			-----
	-----		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	32 179 180		PROGRAMME DE GESTION DES	
	133 075 925		RICHESSSES NATURELLES.....	275 387 914
Moins : Recouvrements	3 006 801			=====
	-----	130 069 124		

<i>Fonds spéciaux pour la protection</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
<i> du poisson et de la faune</i>			Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	38 169 174		Dépôts et charges payées d'avance.....	720 000
Avantages sociaux.....	5 677 213			-----
Transports et communications	3 531 704			720 000
Services	15 867 307			-----
Fournitures et matériel	4 311 033		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----		PROGRAMME DE GESTION DES	
	67 556 431		RICHESSSES NATURELLES.....	720 000
Moins : Recouvrements	67 556 431			=====
	-----	0		

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			<i>Sciences et information</i>			
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)						
Transports et communications	390 642		Transports et communications	19 027		
Services	46 658 350		Services	202 909		
Fournitures et matériel	4 547 954		Fournitures et matériel	328 943		550 879
Paiements de transfert				-----		-----
Infrastructure des offices			<i>Infrastructure des soutien ministériel</i>			
de protection de la nature	4 488 208		Transports et communications	77 055		
Autres opérations	255 801		Services	1 395 579		
	-----		Fournitures et matériel	509 196		
	56 340 955		Autre opérations	26 420		2 008 250
Moins : Recouvrements	3 254 706			-----		-----

	53 086 249		<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>			
	-----		Transports et communications	20 740		
<i>Infrastructure à usage public – routes, régulation des eaux, décharges</i>			Services	6 909 919		
Transports et communications	230 888		Fournitures et matériel	990 182		
Services	18 823 233		Autres opérations	44 997		7 965 838
Fournitures et matériel	841 091			-----		-----

	19 895 212		<i>Crédits législatifs</i>			
Moins : Recouvrements	2 587 466		Autres opérations			
	-----		Amortissement, Loi sur l'administration financière			6 886 746
	17 307 746					-----
	-----					6 886 746
<i>Services provinciaux</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES			
Transports et communications	41 654					59 972 995
Services	1 081 533					=====
Fournitures et matériel	1 720 836					

	2 844 023					

<i>Opérations régionales</i>						
Transports et communications	1 278					
Services	18 245 177					
Fournitures et matériel	157 706					
Paiements de transfert						
Infrastructure des offices						
de protection de la nature	4 488 208					
Autres opérations	184 384					

	23 076 753					
Moins : Recouvrements	667 240					

	22 409 513					

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)		
Terrains.....		446 611
Immeubles		19 788 437
Parc automobile et flotte de bateaux.....		6 644 136

		26 879 184

<i>Services provinciaux</i>		
Immeubles	7 948 704	
Parc automobile et flotte de bateaux.....	2 020 683	

		9 969 387

<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
Immeubles	1 691 785	
Parc automobile et flotte de bateaux.....	3 680 350	

		5 372 135

<i>Parcs Ontario</i>		
Terraines.....	446 611	
Immeubles	10 147 948	
Parc automobile et flotte de bateaux.....	943 103	

		11 537 662

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....		26 879 184
		=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	
1	101 208 000	168 893 600	270 101 600	Protection du public..... 239 299 753
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>101 218 000</u>	<u>168 893 600</u>	<u>270 111 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC 239 299 753
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	70 000		70 000	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement..... 53 565
	<u>70 000</u>		<u>70 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROTECTION DU PUBLIC 53 565
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	2 531 300		2 531 300	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence..... 1 296 994
L	1 745 000		1 745 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 1 712 416
	<u>4 276 300</u>		<u>4 276 300</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC 3 009 410
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	10 471 600		10 471 600	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations..... 9 175 699
	<u>10 471 600</u>		<u>10 471 600</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROTECTION DU PUBLIC 9 175 699
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)			Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	78 523 049		Dépôts et charges payées d'avance.....	53 565
Avantages sociaux.....	9 268 547			-----
Transports et communications.....	5 790 932			53 565
Services	153 621 160			-----
Fournitures et matériel	26 163 374		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----		PROTECTION DU PUBLIC.....	53 565
	273 367 062			=====
Moins : Recouvrements	34 067 309			

	239 299 753			

<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	28 892 977		Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
Avantages sociaux.....	4 216 071			
Transports et communications	2 303 863		Transports et communications.....	10 357
Services	14 463 865		Services	707 177
Fournitures et matériel	6 457 576		Fournitures et matériel	579 460
	-----			-----
	56 334 352			1 296 994
Moins : Recouvrements	26 109 307			-----

	30 225 045			

<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	49 630 072		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	5 052 476		Amortissement – Loi sur l'administration financière..	1 712 416
Transports et communications	3 487 069			-----
Services	139 157 295			1 712 416
Fournitures et matériel	19 705 798			-----
	-----		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	217 032 710		PROTECTION DU PUBLIC.....	3 009 410
Moins : Recouvrements	7 958 002			=====

	209 074 708			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
PROTECTION DU PUBLIC.....	239 299 753		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
	=====			
			Immeubles.....	6 898 350
			Parc automobile et flotte de bateaux.....	2 277 349

				9 175 699

			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
			PROTECTION DU PUBLIC.....	9 175 699
				=====

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés		Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	
	\$	\$	\$
2105			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	1 000		Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
	1 000		

2	600 000		600 000	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources.....	270 770
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION	
				– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES	
	600 000		600 000		270 770

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord, Mines et Forêts. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	19 187 058
Avantages sociaux.....	2 355 703
Transports et communications.....	1 034 720
Services	52 111 492
Fournitures et matériel	245 803

	74 934 776
Moins : Recouvrements	74 934 776

	0

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE D'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	0
	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information	
– Groupement pour les terres et les ressources (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance.....	270 770

	270 770

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'INFORMATION ET DE	
TECHNOLOGIE D'INFORMATION	
– GROUPEMENT POUR LES	
TERRES ET LES RESSOURCES.....	270 770
	=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	6 000 000	3 049 022
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	865 648	2 981 604
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 371 173	2 252 146
	<u>9 236 821</u>	<u>8 282 772</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	<u>6 414 042</u>	<u>12 558 837</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats.....	6 477 353	6 050 039
Autres droits, permis et autorisations.....	820 955	655 651
	<u>7 298 308</u>	<u>6 705 690</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>542 223</u>	<u>483 955</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	864 475	628 224
Autres	15 948 292	9 953 810
	<u>16 812 767</u>	<u>10 582 034</u>
REDEVANCES		
Énergie hydraulique.....	111 711 738	116 650 079
Ressources pétrolières en mer.....	4 003 264	3 668 518
Agrégats.....	2 188 137	1 495 946
Droits de la Couronne	0	328 744
Autres	4 871	3 085
	<u>117 908 009</u>	<u>122 146 372</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>9 072 496</u>	<u>1 718 404</u>
DIVERS		
Autres	<u>566 510</u>	<u>2 633 628</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>167 851 176</u>	<u>165 111 692</u>

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-256
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-258
POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	2-260
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION	2-262
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO.....	2-264
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	2-266
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-268
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE.....	2-276
SYSTÈMES INFORMATIQUES	2-280
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	2-282
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-259, 2-263, 2-278, 2-279, 2-281
ÉTAT DES RECETTES	2-284

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
120 286 014	Administration du ministère	94 132 460	93 543 341
711 471 357	Politiques de santé et de la recherche	855 141 600	791 383 068
470 547 089	Cybersanté et gestion de l'information	531 688 300	525 216 920
16 194 832 260	Assurance-santé de l'Ontario	17 051 817 800	16 963 224 510
643 742 585	Division de la santé publique	683 345 100	679 112 170
22 849 600 951	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	23 841 622 100	23 795 350 916
2 735 148 589	Programmes provinciaux et intendance	3 166 032 800	2 863 693 575
89 347 153	Systèmes informatiques	83 142 900	81 192 533
43 814 975 998 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	46 306 923 060 =====	45 792 717 033 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4 500 000	Politiques de santé et de la recherche	9 400 000	4 500 000
1 550 000	Assurance-santé de l'Ontario	1 800 000	1 800 000
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	1 000 000
64 147 460	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 600
5 762 739	Programmes provinciaux et intendance	6 247 400	6 122 700
76 960 199 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	76 985 000 =====	71 960 300 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2009 – 2010 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
27 116 656	Cybersanté et gestion de l'information	90 414 000	45 858 354
37 295	Programmes provinciaux et intendance	76 000	61 689
407 782	Systèmes informatiques	1 048 200	605 568
1 602 161 199	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 320 915 300	1 316 615 336
<u>1 629 722 932</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 412 453 500</u>	<u>1 363 140 947</u>
=====		=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

201 832	Programmes provinciaux et intendance	210 000	204 926
4 103 517	Systèmes informatiques	31 847 600	17 698 784
<u>4 305 349</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>32 057 600</u>	<u>17 903 710</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	78 257 400	8 290 500	86 547 900	Administration du ministère 84 081 878
2	3 975 400	3 512 800	7 488 200	Commission ontarienne d'examen..... 7 121 297
				Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario,
L	0		0	<i>Loi sur l'administration financière</i> 2 247 438
				Traitement versé au ministre en vertu
L	47 841		47 841	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
				Traitements versés aux adjoints parlementaires en
L	48 519		48 519	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 43 427
	82 329 160	11 803 300	94 132 460	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 93 543 341
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels pour l'exécution efficace des programmes du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnements; gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; ressources humaines stratégiques (y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et les stratégies connexes, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être et les relations de travail stratégiques); accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; services juridiques; communications et information.

Le programme apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	6 932 836	
Traitements et salaires.....	39 440 927		Avantages sociaux	869 385	
Avantages sociaux.....	11 782 384		Transports et communications.....	160 608	
Transports et communications.....	2 713 520		Services	4 624 983	
Services	29 314 213		Fournitures et matériel	39 303	
Fournitures et matériel	848 834				12 627 115
	84 099 878		<i>Services juridiques</i>		
Moins : Recouvrements	18 000		Traitements et salaires.....	6 104	
			Avantages sociaux	1 099	
	84 081 878		Transports et communications.....	63 487	
			Services	2 945 873	
			Fournitures et matériel	65 615	
					3 082 178
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires.....	4 905 434		Services	2 005 965	
Avantages sociaux.....	513 406				2 005 965
Transports et communications.....	125 888				
Services	719 595				
Fournitures et matériel	17 477				
		6 281 800			
			<i>Commission ontarienne d'examen (Poste 2)</i>		
			Traitements et salaires.....	1 205 766	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Avantages sociaux	169 159	
Traitements et salaires.....	25 610 375		Transports et communications.....	782 264	
Avantages sociaux.....	10 104 943		Services	4 913 194	
Transports et communications.....	2 322 817		Fournitures et matériel	50 914	
Services	17 969 620				7 121 297
Fournitures et matériel	711 321				
		56 719 076	<i>Crédits législatifs</i>		
Moins : Recouvrements	18 000		Service d'approvisionnement, médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 247 438	
		56 701 076	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
			Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	43 427	
					2 340 166
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires.....	1 986 178		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	293 551		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	93 543 341	
Transports et communications.....	40 720				
Services	1 048 177				
Fournitures et matériel	15 118				
		3 383 744			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1402
CHARGES DE FONCTIONNEMENTPROGRAMME DES POLITIQUES
DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE

1	891 325 700	(36 184 100)	855 141 600	Politiques de santé et recherche	791 383 068
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES	
	891 325 700	(36 184 100)	855 141 600	DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	791 383 068
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	9 400 000		9 400 000	Politiques de santé et recherche	4 500 000
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES POLITIQUES	
	9 400 000		9 400 000	DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE	4 500 000
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Ce travail comprend l'investissement dans la recherche en santé et la surveillance de ces recherches, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à la formation des fournisseurs de soins de santé. La réglementation des professionnels de la santé est une activité connexe.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		19 723 756
Avantages sociaux.....		2 576 731
Transports et communications.....		486 480
Services		8 118 886
Fournitures et matériel		141 360
Paiements de transfert		
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	9 917 290	
Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé	44 282 439	
Formation clinique	702 136 126	
Programme de neurotraumatologie	4 000 000	
	-----	760 335 855

		791 383 068

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		791 383 068
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique		4 500 000

		4 500 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		4 500 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION
1	493 754 200	37 934 100	531 688 300	Cybersanté et gestion de l'information 525 216 920
	_____	_____	_____	
	493 754 200	37 934 100	531 688 300	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION 525 216 920
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	90 001 000		90 001 000	Cybersanté et gestion de l'information 45 500 038
L	413 000		413 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 358 316
	_____	_____	_____	
	90 414 000		90 414 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION 45 858 354
				=====

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Le programme de gestion de l'information et d'investissement pour le système de santé fournit de l'information relative à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		18 183 578
Avantages sociaux.....		2 528 676
Transports et communications.....		395 847
Services		10 980 375
Fournitures et matériel		2 530 605
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario	364 500 000	
Programmes de technologie		
de l'information.....	48 067 604	
Gestion de l'information sur		
le système de santé.....	78 030 235	
	-----	490 597 839

		525 216 920

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION		525 216 920
		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)		
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		45 500 038

		45 500 038

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – Loi sur l'administration financière ..		358 316

		358 316

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION		45 858 354
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1 13 031 128 600	21 726 400	13 052 855 000	Assurance-santé de l'Ontario.....	13 044 993 525
2 3 622 512 900	(40 620 600)	3 581 892 300	Programmes de médicaments	3 501 812 560
4 384 236 800	32 833 700	417 070 500	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	416 418 425
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
			DE L'ONTARIO	16 963 224 510
17 037 878 300	13 939 500	17 051 817 800		=====
=====	=====	=====		
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5 1 800 000		1 800 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	1 800 000
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	
			DE L'ONTARIO	1 800 000
1 800 000		1 800 000		=====
=====	=====	=====		

Description du programme:

Le crédit alloué au programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; le dépistage du cancer; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile); l'intégrité des règlements; la protection contre la fraude liée aux services de santé.

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin. En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. La Stratégie ontarienne de lutte contre le diabète met à profit les investissements nouveaux et existants pour améliorer l'accès aux services et soins pour personnes diabétiques ainsi que la qualité de ces services et de ces soins, et pour renforcer la prévention et la gestion de la maladie. Une détection et une intervention rapides en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé sont à l'origine d'autres initiatives de soins préventifs comme la Stratégie intégrée de dépistage du cancer, qui visent à promouvoir le dépistage des cancers du sein, du col utérin et colorectal. Qualité des services de santé Ontario est la nouvelle infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

[illegible]

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1406
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

4	702 254 600	(18 909 500)	683 345 100	Santé publique	679 112 170
	<u>702 254 600</u>	<u>(18 909 500)</u>	<u>683 345 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	679 112 170
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	1 000 000		1 000 000	Santé publique	1 000 000
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.....	1 000 000
					=====

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants ainsi que la santé familiale, communautaire et environnementale – l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention et les interventions précoces. Le programme :

- établit les normes et les protocoles, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé, et veille à la reddition des comptes par le système;
- inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario;
- travaille en partenariat avec l'Agence ontarienne de protection et de promotion de la santé, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires.....		11 402 039
Avantages sociaux.....		1 573 622
Transports et communications		574 964
Services		13 355 314
Fournitures et matériel		3 659 874
Paielements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels.....	346 534 908	
Épidémies	139 670 952	
Prévention de la tuberculose	6 710 826	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement....	3 125 519	
Association pour la		
santé publique	285 624	
Prévention des infections	19 216 528	
Agence ontarienne de protection		
et de promotion de la santé	133 002 000	
	-----	648 546 357
		679 112 170

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		679 112 170
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 6)		
Avances et montants récupérables		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé		1 000 000

		1 000 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		1 000 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
1 22 050 604 600	1 791 017 500	23 841 622 100		23 795 350 916
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
22 050 604 600	1 791 017 500	23 841 622 100		23 795 350 916
=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
2 58 537 600		58 537 600		58 537 600
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
58 537 600		58 537 600		58 537 600
=====	=====	=====		=====

Description du programme:

En tant que protecteur de l'intégrité et de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'entente de responsabilité conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, les hôpitaux psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)			Paiements de transfert		
			Fonctionnement des hôpitaux ...	1 559 990 283	
			Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	451 500	
Paiements de transfert			Foyers de soins de longue durée	292 379 033	
Érié St-Clair	1 068 421 716		Centres d'accès aux soins communautaires	178 874 670	
Sud-Ouest	2 163 058 770		Services communautaires de soutien	32 383 646	
Waterloo Wellington	982 388 189		Logement avec services de soutien	17 324 750	
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 673 867 108		Centres de santé communautaire	15 374 906	
Centre-Ouest	812 702 359		Services communautaires de santé mentale	48 263 786	
Mississauga Halton	1 328 892 812		Programme de lutte contre les dépendances	8 173 736	
Centre-Toronto	4 505 205 657		Traumatismes crâniens	4 248 275	
Centre	1 829 862 818		RLISS – Fonctionnement	5 594 185	
Centre-Est	2 122 595 181				2 163 058 770
Sud-Est	1 073 818 601				
Champlain	2 443 475 242				
Simcoe-Nord Muskoka	788 417 546				
Nord-Est	1 392 219 004				
Nord-Ouest	610 425 913				
		23 795 350 916			
		23 795 350 916			
			<i>Waterloo Wellington</i>		
<i>Érié St. Clair</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	593 368 803	
Fonctionnement des hôpitaux ...	673 226 894		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	167 625		Foyers de soins de longue durée	163 398 545	
Foyers de soins de longue durée	178 660 799		Centres d'accès aux soins communautaires	109 039 932	
Centres d'accès aux soins communautaires	121 378 126		Services communautaires de soutien	15 234 811	
Services communautaires de soutien	17 249 366		Logement avec services de soutien	5 882 562	
Logement avec services de soutien	6 887 151		Centres de santé communautaire	16 968 721	
Centres de santé communautaire	24 114 427		Services communautaires de santé mentale	30 982 919	
Services communautaires de santé mentale	31 298 105		Programme de lutte contre les dépendances	9 170 780	
Programme de lutte contre les dépendances	8 682 746		Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	30 633 800	
Traumatismes crâniens	1 442 496		Traumatismes crâniens	2 688 497	
RLISS – Fonctionnement	5 313 981		RLISS – Fonctionnement	4 859 594	
		1 068 421 716			982 388 189

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 814 799 786		Fonctionnement des hôpitaux ...	913 372 575	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	458 100		publics	154 200	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	430 483 609		longue durée	181 915 946	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	259 534 247		communautaires	130 122 602	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	41 818 480		de soutien	30 507 875	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	25 692 893		services de soutien	29 395 943	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire	22 972 595		de santé mentale	28 267 494	
Services communautaires			Programme de lutte		
de santé mentale	51 080 975		contre les dépendances	4 548 551	
Programme de lutte			Traumatismes crâniens	5 813 583	
contre les dépendances	13 784 292		RLISS – Fonctionnement	4 794 043	
Traumatismes crâniens	6 580 316				1 328 892 812
RLISS – Fonctionnement	6 661 815				
	-----	2 673 867 108			-----
		-----	<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	3 462 866 980	
Fonctionnement des hôpitaux ...	516 559 501		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	747 300	
publics	99 450		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	250 079 086	
longue durée	147 865 622		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	210 046 791	
communautaires	89 894 131		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	72 811 636	
de soutien	8 274 480		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	44 802 001	
services de soutien	6 066 368		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	81 439 170	
communautaire	9 613 367		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	103 893 563	
de santé mentale	25 602 339		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	26 298 565	
contre les dépendances	3 918 883		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement	4 808 218		psychiatriques spécialisés	242 349 255	
	-----	812 702 359	Subventions versées		
		-----	en compensation des		
			taxes municipales –		
			hôpital psychiatriques ..	44 550	
			Traumatismes crâniens	1 797 926	
			RLISS – Fonctionnement	8 028 834	
				-----	4 505 205 657

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 134 883 735		Fonctionnement des hôpitaux ...	701 881 509	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	252 300		publics	190 725	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	311 945 250		longue durée	170 360 808	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	229 474 894		communautaires	102 084 846	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	40 645 349		de soutien	25 322 213	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	21 292 360		services de soutien	2 043 566	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	8 500 437		communautaire	22 200 869	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	63 196 419		de santé mentale	33 617 575	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	4 736 017		contre les dépendances	6 455 144	
Traumatismes crâniens	10 059 685		Traumatismes crâniens	3 714 327	
RLISS – Fonctionnement	4 876 372		RLISS – Fonctionnement	5 947 019	
	-----	1 829 862 818		-----	1 073 818 601
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 239 006 315		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 629 662 152	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	283 200		publics	355 650	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	410 848 439		longue durée	317 510 198	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	227 764 449		communautaires	195 498 510	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	32 615 566		de soutien	32 138 674	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	13 809 205		services de soutien	14 087 359	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	20 843 048		communautaire	52 930 579	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	47 204 757		de santé mentale	63 850 665	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	10 725 615		contre les dépendances	20 854 792	
Services d'hôpitaux			Services d'hôpitaux		
psychiatriques spécialisés	112 077 447		psychiatriques spécialisés	107 823 200	
Subventions versées			Subventions versées		
en compensation des			en compensation des		
taxes municipales –			taxes municipales –		
hôpitaux psychiatriques ..	24 600		hôpitaux psychiatriques ...	28 425	
Traumatismes crâniens	1 450 060		Traumatismes crâniens	1 868 661	
RLISS – Fonctionnement	5 942 480		RLISS – Fonctionnement	6 866 377	
	-----	2 122 595 181		-----	2 443 475 242
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	409 734 030		Fonctionnement des hôpitaux ...	419 534 697	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Foyers de soins de longue durée	127 102 568		Foyers de soins de longue durée	68 143 154	
Centres d'accès aux soins communautaires	82 889 476		Centres d'accès aux soins communautaires	42 902 747	
Services communautaires de soutien	12 548 551		Services communautaires de soutien	13 974 266	
Logement avec services de soutien	6 073 700		Logement avec services de soutien	7 290 866	
Centres de santé communautaire	8 979 736		Centres de santé communautaire	8 105 986	
Services communautaires de santé mentale	23 227 480		Services communautaires de santé mentale	30 490 299	
Programme de lutte contre les dépendances	4 084 914		Programme de lutte contre les dépendances	12 508 234	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	105 859 683		Traumatismes crâniens	1 817 347	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques	23 400		RLISS – Fonctionnement	5 552 942	
Traumatismes crâniens	1 137 414				610 425 913
RLISS – Fonctionnement	6 678 969				
		788 417 546			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES RÉSEAUX		
			LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
			SERVICES DE SANTÉ ET		
			FOURNISSEURS DE SERVICES		
			DE SANTÉ S'Y RATTACHANT	23 795 350 916	
<i>Nord-Est</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Paiements de transfert			Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)		
Fonctionnement des hôpitaux ...	938 560 715		Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	239 625		Érié St-Clair	2 710 400	
Foyers de soins de longue durée	200 330 568		Sud-Ouest	5 189 200	
Centres d'accès aux soins communautaires	115 762 445		Waterloo Wellington	2 240 500	
Services communautaires de soutien	25 413 410		Hamilton Niagara Haldimand Brant	6 838 700	
Logement avec services de soutien	14 015 837		Centre-Ouest	2 637 100	
Centres de santé communautaire	16 617 634		Mississauga Halton	2 921 400	
Services communautaires de santé mentale	51 387 918		Centre-Toronto	10 091 500	
Programme de lutte contre les dépendances	20 936 912		Centre	4 136 800	
Traumatismes crâniens	2 424 099		Centre-Est	5 941 600	
RLISS – Fonctionnement	6 529 841		Sud-Est	3 153 600	
		1 392 219 004	Champlain	5 928 600	
			Simcoe-Nord Muskoka	1 768 500	
			Nord-Est	3 314 100	
			Nord-Ouest	1 665 600	
					58 537 600
					58 537 600

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Érié St. Clair</i>			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 040 700		Fonctionnement des hôpitaux ...	515 600	
Foyers de soins de longue durée	1 242 727		Foyers de soins de longue durée	5 242 143	
Services communautaires de soutien	18 273		Services communautaires de soutien	662 915	
Centres de santé communautaire	202 100		Logement avec services de soutien	42 532	
Services communautaires de santé mentale	192 500		Centres de santé communautaire	141 200	
Programme de lutte contre les dépendances	14 100		Services communautaires de santé mentale	145 200	
	-----	2 710 400	Programme de lutte contre les dépendances	56 900	
		-----	Traumatismes crâniens	32 210	
				-----	6 838 700

<i>Sud-Ouest</i>			<i>Centre-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	2 270 400		Fonctionnement des hôpitaux ...	143 600	
Foyers de soins de longue durée	1 616 148		Foyers de soins de longue durée	1 303 734	
Centres d'accès aux soins communautaires	280 700		Services communautaires de soutien	20 998	
Services communautaires de soutien	686 055		Logement avec services de soutien	198 868	
Centres de santé communautaire	58 700		Centres de santé communautaire	320 300	
Services communautaires de santé mentale	180 400		Services communautaires de santé mentale	646 600	
Programme de lutte contre les dépendances	47 300		Programme de lutte contre les dépendances	3 000	
Traumatismes crâniens	49 497			-----	2 637 100
	-----	5 189 200			-----

<i>Waterloo Wellington</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	803 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	616 300	
Foyers de soins de longue durée	1 287 429		Foyers de soins de longue durée	1 430 151	
Centres d'accès aux soins communautaires	45 500		Services communautaires de soutien	194 985	
Services communautaires de soutien	14 271		Logement avec services de soutien	380 201	
Centres de santé communautaire	29 900		Services communautaires de santé mentale	92 900	
Services communautaires de santé mentale	31 100		Programme de lutte contre les dépendances	117 400	
Programme de lutte contre les dépendances	29 300		Traumatismes crâniens	89 463	
	-----	2 240 500		-----	2 921 400
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	7 049 400		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 417 200	
Foyers de soins de longue durée	1 674 811		Foyers de soins de longue durée	826 545	
Centres d'accès aux soins communautaires	2 000		Services communautaires de soutien	85 155	
Services communautaires de soutien	144 295		Services communautaires de santé mentale	748 300	
Logement avec services de soutien	27 548		Programme de lutte contre les dépendances	76 400	
Centres de santé communautaire	404 100				3 153 600
Services communautaires de santé mentale	526 600				
Programme de lutte contre les dépendances	247 100				
Traumatismes crâniens	15 646				
	-----	10 091 500		-----	-----

<i>Centre</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	619 900		Fonctionnement des hôpitaux ...	2 726 800	
Foyers de soins de longue durée	2 753 503		Foyers de soins de longue durée	1 709 302	
Centres d'accès aux soins communautaires	210 400		Centres d'accès aux soins communautaires	161 400	
Services communautaires de soutien	46 881		Services communautaires de soutien	403 731	
Logement avec services de soutien	4 658		Logement avec services de soutien	21 841	
Centres de santé communautaire	116 400		Centres de santé communautaire	111 700	
Services communautaires de santé mentale	353 400		Services communautaires de santé mentale	706 400	
Programme de lutte contre les dépendances	5 900		Programme de lutte contre les dépendances	53 700	
Traumatismes crâniens	25 758		Traumatismes crâniens	33 726	
	-----	4 136 800		-----	5 928 600
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 569 100		Fonctionnement des hôpitaux ...	269 400	
Foyers de soins de longue durée	1 607 322		Foyers de soins de longue durée	1 243 757	
Centres d'accès aux soins communautaires	57 278		Services communautaires de soutien	189 443	
Services communautaires de soutien	89 800		Services communautaires de santé mentale	65 900	
Centres de santé communautaire	1 344 100				1 768 500
Services communautaires de santé mentale	1 268 600				
Programme de lutte contre les dépendances	5 400				
	-----	5 941 600		-----	-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	1 417 257	
Foyers de soins de longue durée	1 000 000	
Services communautaires de soutien	319 291	
Logement avec services de soutien	28 052	
Centres de santé communautaire	107 600	
Services communautaires de santé mentale	299 300	
Programme de lutte contre les dépendances	142 600	
	-----	3 314 100

<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	554 800	
Foyers de soins de longue durée	479 971	
Services communautaires de soutien	123 229	
Centres de santé communautaire	163 900	
Services communautaires de santé mentale	242 800	
Programme de lutte contre les dépendances	100 900	
	-----	1 665 600

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES RÉSEAUX		
LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
SERVICES DE SANTÉ ET		
FOURNISSEURS DE SERVICES		
DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		58 537 600
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1412
CHARGES DE FONCTIONNEMENT
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE

1	4 121 176 500	(1 806 642 700)	2 314 533 800	Programmes provinciaux.....	2 032 060 049
2	781 592 100		781 592 100	Services de santé d'urgence.....	767 229 881
4	81 409 200	(11 803 300)	69 605 900	Intendance	64 103 645
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	4 984 478 800	(1 818 446 000)	3 166 032 800	ET INTENDANCE	2 863 693 575
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	6 247 400		6 247 400	Programmes provinciaux et intendance	6 122 700
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMMES PROVINCIAUX	
	6 247 400		6 247 400	ET INTENDANCE	6 122 700
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
6	1 000		1 000	Programmes provinciaux et intendance 0
L	75 000		75 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 61 689
	<u>76 000</u>		<u>76 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 61 689
				=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

7	210 000		210 000	Programmes provinciaux et intendance 204 926
	<u>210 000</u>		<u>210 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 204 926
				=====

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Il est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, le Programme ontarien de dépistage du cancer du sein, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes (DFD) correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système actuel se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Intendance (Poste 4)	
Programmes provinciaux (Poste 1)				
Paiements de transfert			Traitements et salaires.....	40 843 103
Fonctionnement des			Avantages sociaux	5 698 011
établissements connexes	48 922 406		Transports et communications.....	1 500 330
Action Cancer Ontario	556 282 000		Services	15 813 366
Société canadienne du sang	484 569 599		Fournitures et matériel	248 835
Gestion des maladies chroniques	101 061 569			-----
Programmes de lutte				64 103 645
contre le sida et l'hépatite C.....	51 977 158			-----
Programme ontarien de				
dépistage du cancer du sein.....	67 174 150		Crédits législatifs	
Services communautaires				
et prioritaires	722 073 167		Autres opérations	
-----		2 032 060 049	Créances irrécouvrables,	
		-----	Loi sur l'administration financière.....	300 000
		2 032 060 049		-----
		-----		300 000

Services de santé d'urgence (Poste 2)			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMMES PROVINCIAUX	
Traitements et salaires.....	42 206 936		ET INTENDANCE	2 863 693 575
Avantages sociaux.....	6 920 709			=====
Transports et communications	2 347 391			
Services	11 122 778			
Fournitures et matériel	892 420			
Paiements de transfert				
Paiements pour les services				
d'ambulance et services				
d'urgence connexes –				
Services d'ambulance				
municipaux.....	507 350 554			
Paiements pour les services				
d'ambulance et services				
d'urgence connexes –				
Autres services				
d'ambulance et services				
d'urgence connexes.....	57 970 580			
Ambulances aériennes.....	138 418 513			
-----		703 739 647		

		767 229 881		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE – CRÉDIT 1412

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)		Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables		Autres opérations	
Gestion des maladies chroniques	1 000 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	61 689
Programme de lutte contre			-----
le sida et l'hépatite C.....	375 000		61 689
Services communautaires			-----
et prioritaires	4 393 400	TOTAL (CHARGES IMMOBILISATIONS) –	
Paielements pour les services		PROGRAMMES PROVINCIAUX	
d'ambulance et services		ET INTENDANCE	61 689
d'urgence connexes : autres			=====
services d'ambulance et			
services d'urgence			
connexes.....	354 300		

	6 122 700		

	6 122 700		

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
PROGRAMMES PROVINCIAUX			
ET INTENDANCE	6 122 700	Programmes provinciaux et intendance (Poste 7)	
	=====		
		Parc automobile et flotte de bateaux.....	204 926

			204 926

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMMES PROVINCIAUX	
		ET INTENDANCE	204 926
			=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	
1	83 247 600	(104 700)	83 142 900	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé..... 81 192 533
	83 247 600	(104 700)	83 142 900	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES 81 192 533
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques..... 0
L	1 047 200		1 047 200	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 605 568
	1 048 200		1 048 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES 605 568
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	31 847 600		31 847 600	Systèmes informatiques..... 17 698 784
	31 847 600		31 847 600	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE SYSTÈMES
				INFORMATIQUES 17 698 784
				=====

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée et au ministère de la Promotion de la santé et du Sport pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'ITI afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés. Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes de ses ministères clients.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	42 684 287	Matériel de technologie de l'information		1 741 750
Avantages sociaux.....	5 446 372	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires		2 189 468
Transports et communications	1 497 825	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....		239 770
Services	27 786 445	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		13 527 796
Fournitures et matériel	4 420 529			17 698 784
	81 835 458			
Moins : Recouvrements	642 925			
	81 192 533			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	81 192 533 =====	<i>Construction en cours</i>		
		Matériel de technologie de l'information	1 109 882	
		Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	2 189 468	
		Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux....	239 770	
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	13 527 796	
				17 066 916
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
Crédits législatifs				
Autres opérations		<i>Systèmes informatiques – autre</i>		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière ..</i>	605 568			
	605 568			
		Matériel de technologie de l'information	631 868	631 868
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES	605 568 =====			
		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES.....		17 698 784 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
1	1 318 915 300	2 000 000	1 320 915 300	Immobilisations dans le domaine de la santé..... 1 316 615 336
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 1 316 615 336
	1 318 915 300	2 000 000	1 320 915 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations, de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations et de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux	1 125 733 264	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé	56 188 500	
Planification et conception	18 970 000	
Projets visant les petits hôpitaux	40 254 536	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique	29 500 000	
Programme des soins		
de longue durée	4 030 861	
Programmes de santé		
communautaire	27 781 139	
Laboratoires de santé publique	2 120 000	
	-----	1 304 578 300
Autres opérations		
Dessalement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux	10 000 000	
Programme d'évaluation		
de l'état des installations	2 037 036	
	-----	12 037 036

		1 316 615 336

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	1 316 615 336	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	20 381 464	0
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 870	19 102 870
Projet des dossiers de santé électroniques	15 752 000	17 646 000
Logement en milieu de soutien	6 572 296	6 576 498
Services sociaux dispensés aux Indiens	5 267 315	6 189 829
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 262 944	4 249 836
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	3 447 440	630 430
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	2 256 000	0
Mise en œuvre de la Stratégie ontarienne de cybersanté – médicaments	2 174 697	0
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	1 287 888	0
Système national de surveillance du diabète	145 500	112 056
Enquête sur les maladies d'origine alimentaire et gestion	0	5 400
Projet Sioux Lookout	0	4 900 000
Formation clinique	0	4 215 710
Projet de gouvernance	0	3 120 010
Politique de santé applicable aux Autochtones	0	914 741
Services de santé en langue française	0	326 000
	<u>80 650 414</u>	<u>67 989 380</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	19 960 069	21 271 038
Autres – Remboursements	261 602	167 848
	<u>20 221 671</u>	<u>21 438 886</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	3 597 875	2 934 522
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 085 445	1 990 548
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 202 980	1 011 146
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	458 057	470 370
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	433 333	400 000
Octroi de permis aux laboratoires	315 358	267 274
Droits de permis – maisons de soins infirmiers	282 892	59 818
Droits de permis – Centres de prélèvement	264 640	242 329
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	236 946	227 465
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	23 740	22 120
Autres – droits, permis et autorisations	81 250	70 514
	<u>8 982 516</u>	<u>7 696 106</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>12 330</u>	<u>27 320</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>386 574 824</u>	<u>131 742 447</u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	18 930	237 497
Autres	526 329	354 204
	<u>545 259</u>	<u>591 701</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>496 987 014</u>	<u>229 485 840</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-286
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-288
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-290
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-294
SERVICES CORRECTIONNELS	2-297
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	2-301
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS.....	2-303
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-305
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	2-308
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-289, 2-293, 2-295, 2-296, 2-300, 2-302, 2-304, 2-307
ÉTAT DES RECETTES	2-310

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
115 459 363	Administration du ministère	108 304 087	118 450 519
199 727 836	Division de la sécurité publique	207 707 100	206 306 246
991 281 926	Police provinciale de l'Ontario	980 812 600	979 273 668
765 256 204	Services correctionnels	780 928 200	779 778 005
60 442 354	Services technologiques pour la justice	54 745 800	54 733 810
4 360 772	Organismes, conseils et commissions	4 867 800	4 973 800
70 266 894	Planification et gestion des situations d'urgence	72 830 300	72 171 037
3 290 676	Division des politiques et de la planification stratégique	3 622 500	3 530 755
2 210 086 025 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 213 818 387 =====	2 219 217 840 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	16 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 486 250	Administration du ministère	519 800	518 161
114 845 382	Division de la sécurité publique	150 156 600	129 564 177
46 951 485	Police provinciale de l'Ontario	176 027 900	173 945 824
254 292 821	Services correctionnels	210 901 600	201 053 978
22 239	Services technologiques pour la justice	1 000	19 301
63 325	Planification et gestion des situations d'urgence	153 900	154 737
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
417 661 502 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	537 761 800 =====	505 256 178 =====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

0	Administration du ministère	1 000	0
0	Division de la sécurité publique	175 000	0
7 330 561	Police provinciale de l'Ontario	22 451 300	22 381 144
2 206 036	Services correctionnels	3 474 000	3 311 223
0	Services technologiques pour la justice	1 000	0
906 161	Planification et gestion des situations d'urgence	575 000	565 301
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
10 442 758 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	26 678 300 =====	26 257 668 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	104 268 800	3 904 100	108 172 900	Administration du ministère 108 157 064
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 10 177 487
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>104 399 987</u>	<u>3 904 100</u>	<u>108 304 087</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 118 450 519
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000 000	(481 200)	581 800	Renouvellement des installations..... 518 161
5	1 000	(1000)	0	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>1 002 000</u>	<u>(482 200)</u>	<u>519 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 518 161
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques, gestion des installations, accès à l'information, services en français, vérification, etc.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	28 624	
Traitements et salaires.....	15 795 257		Transports et communications.....	176 854	
Avantages sociaux.....	2 166 093		Services	4 708 857	
Transports et communications.....	637 456		Fournitures et matériel	66 736	
Services	89 225 181				4 981 071
Fournitures et matériel	333 077				
	108 157 064		<i>Locaux – Frais de location</i>		
			Services	82 221 649	
					82 221 649
<i>Bureau principal</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	2 730 386		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	285 302		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications.....	123 377		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	126 139		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Fournitures et matériel	25 295				
		3 290 499			65 968
<i>Services ministériels</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	8 233 255		Autres opérations		
Avantages sociaux.....	1 136 127		Paievements effectués en vertu de la		
Transports et communications.....	192 220		<i>Loi sur l'administration financière</i>	10 177 487	
Services	1 650 019		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Fournitures et matériel	206 337		<i>l'administration financière</i>	50 000	
		11 417 958			10 227 487
					10 227 487
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	1 951 815		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	118 450 519	
Avantages sociaux.....	368 771				
Transports et communications.....	35 535				
Services	62 151				
Fournitures et matériel	10 012				
		2 428 284			
			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
			<i>Renouvellement des installations (Poste 2)</i>		
<i>Services de communication</i>			Services		518 161
Traitements et salaires.....	2 851 177				
Avantages sociaux.....	375 893				518 161
Transports et communications.....	109 470				
Services	456 366				
Fournitures et matériel	24 697				
		3 817 603	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	518 161	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1	704 100		704 100	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint.....	685 566
2	18 334 200	(1 217 900)	17 116 300	Collège de police de l'Ontario.....	17 061 812
3	6 468 600	(139 000)	6 329 600	Direction des services de soutien aux services policiers.....	5 939 389
5	159 898 700	(9 460 800)	150 437 900	Direction des relations extérieures.....	149 977 678
6	6 251 300	(150 000)	6 101 300	Services privés de sécurité et d'enquête	5 624 154
7	27 457 900	(440 000)	27 017 900	Centre des sciences judiciaires	27 017 647
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	206 306 246
	219 114 800	(11 407 700)	207 707 100		
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	2 000		2 000	Division de la sécurité publique.....	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	0
	2 000		2 000		
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

9	163 668 200	(13 593 800)	150 074 400	Division de la sécurité publique.....	129 549 954
L	82 200		82 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	14 223
	<u>163 750 400</u>	<u>(13 593 800)</u>	<u>150 156 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA DIVISION	
				DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	129 564 177
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

8	175 000		175 000	Division de la sécurité publique.....	0
	<u>175 000</u>		<u>175 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA DIVISION	
				DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	0
					=====

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; délivrance de permis aux praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des systèmes provinciaux de nomination et de sélection; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		Traitements et salaires.....	3 783 908	
		Avantages sociaux	501 919	
		Transports et communications	389 631	
		Services	5 536 565	
		Fournitures et matériel	412 524	
		Paielements de transfert		
		Programme de recrutement		
		de 1 000 agents – partenariat pour		
		des collectivités plus sûres.....	49 591 456	
		Subventions pour les services		
		de police communautaire		
		et les programmes de		
		prévention du crime	30 682 439	
		Subventions pour les programmes		
		municipaux RIDE	2 330 426	
		Subventions diverses –		
		Services policiers	3 245 650	
		Subventions pour la création de		
		collectivités sûres et dynamiques...	851 347	
		Entente fédérale-provinciale		
		sur les services policiers		
		des Premières nations.....	30 088 472	
		Financement des enquêtes		
		municipales sur les crimes		
		haineux et l'extrémisme.....	249 511	
		Ontario Association of		
		Crime Stoppers.....	225 000	
		Subvention pour la		
		sécurité publique	580 000	
		Stratégie pour la sécurité dans les		
		écoles – améliorations du		
		financement de l'éducation.....	82 019	
		Fond de recrutement de policiers.....	14 880 000	
		Sécurité des tribunaux.....	4 472 632	
		Subvention pour les enfants		
		victimes d'agression		
		sexuelle et de pornographie	2 074 179	
				139 353 131

				149 977 678

		Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
		Traitements et salaires.....	2 529 214	
		Avantages sociaux	380 042	
		Transports et communications	93 250	
		Services	2 570 438	
		Fournitures et matériel	51 210	

				5 624 154

Collège de police de l'Ontario (Poste 2)				
Traitements et salaires.....	9 121 463			
Avantages sociaux.....	678 405			
Transports et communications	610 032			
Services	5 185 686			
Fournitures et matériel	1 466 226			

	17 061 812			

Direction des services de soutien aux services policiers (Poste 3)				
Traitements et salaires.....	1 854 531			
Avantages sociaux.....	221 354			
Transports et communications	150 537			
Services	3 631 420			
Fournitures et matériel	81 547			

	5 939 389			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DE LA DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	18 258 386		Autres opérations	
Avantages sociaux.....	2 872 293		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	14 223
Transports et communications.....	484 823			-----
Services	2 382 295			14 223
Fournitures et matériel	3 019 850			-----

	27 017 647		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----		PROGRAMME DE LA DIVISION	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	129 564 177
PROGRAMME DE LA DIVISION				=====
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	206 306 246			
	=====			
 CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
 Division de la sécurité publique (Poste 9)				
Services	2 002 231			
Autres opérations				
Investissements dans				
les immobilisations	969 923			
Projets d'infrastructure				
de grande envergure.....	126 577 800			

		127 547 723		

		129 549 954		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	150 792 600	(5 197 900)	145 594 700	Services ministériels et stratégiques 144 496 295
2	7 165 000	(860 200)	6 304 800	Bureau du contrôleur des armes à feu..... 6 288 087
3	104 066 100	(1 501 700)	102 564 400	Enquêtes et crime organisé 101 919 880
4	663 006 300	2 307 400	665 313 700	Services régionaux et circulation 664 932 269
5	58 108 100	2 925 900	61 034 100	Gestion du parc automobile 60 753 540
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 883 597
	983 139 100	(2 326 500)	980 812 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 979 273 668
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	123 647 300	47 986 700	171 634 000	Police provinciale de l'Ontario 169 893 493
L	4 393 900		4 393 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 4 052 331
	128 041 200	47 986 700	176 027 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 173 945 824
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
7	22 451 300		22 451 300	Police provinciale de l'Ontario 22 381 144
	22 451 300		22 451 300	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 22 381 144
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Traitements et salaires.....	567 142 597
Traitements et salaires.....	90 619 608	Avantages sociaux	90 814 232
Avantages sociaux.....	6 714 774	Transports et communications.....	4 976 245
Transports et communications.....	12 286 869	Services	17 644 531
Services	25 141 177	Fournitures et matériel	7 079 363
Fournitures et matériel	11 071 324		-----
	-----		687 656 968
	145 833 752	Moins : Recouvrements	22 724 699
Moins : Recouvrements	1 337 457		-----
	-----		664 932 269
	144 496 295		-----

		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Transports et communications.....	83 184
Traitements et salaires.....	3 552 034	Services	19 424 533
Avantages sociaux.....	279 565	Fournitures et matériel	45 131 623
Transports et communications.....	185 830		-----
Services	2 198 533		64 639 340
Fournitures et matériel	72 125	Moins : Recouvrements	3 885 800
	-----		-----
	6 288 087		60 753 540
	-----		-----
		Crédits législatifs	
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	86 906 131	Paiements en vertu de la	
Avantages sociaux.....	4 011 701	<i>Loi sur les services policiers</i>	883 597
Transports et communications.....	4 235 035		-----
Services	8 546 187		883 597
Fournitures et matériel	2 450 119		-----

	106 149 173		
Moins : Recouvrements	4 229 293	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	979 273 668
	-----	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO...	=====
	101 919 880		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		
Services		7 815 973
Autres opérations		
Investissements dans		
les immobilisations	4 323 545	
Projets d'infrastructure de		
grande envergure.....	157 753 975	
	-----	162 077 520

		169 893 493

Crédits législatifs		
Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	4 052 331	

		4 052 331

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO...		173 945 824
		=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS		
Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)		
Matériel de technologie de l'information		576 430
Parc automobile et flotte de bateaux.....		9 282 786
Avions		12 521 928

		22 381 144

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –		
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO....		22 381 144
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2605
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS

1	22 804 200	2 645 400	25 449 600	Administration du programme.....	25 106 565
2	6 309 100	(102 100)	6 207 000	Formation du personnel	5 878 866
3	619 918 300	15 115 900	635 034 200	Services en établissement	634 757 593
4	112 503 200	1 734 200	114 237 400	Services communautaires	114 034 981
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	761 534 800	19 393 400	780 928 200	SERVICES CORRECTIONNELS	779 778 005
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

7	2 000		2 000	Services correctionnels	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	2 000		2 000	SERVICES CORRECTIONNELS	0
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	268 735 000	(59 726 400)	209 008 600	Établissements correctionnels..... 200 324 361
10	1 000	(1000)	0	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations..... 0
11	1 000	(1000)	0	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 450 400		1 450 400	Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 506 928
L	442 600		442 600	Amortissement – Services communautaires – <i>Loi sur l'administration financière</i> 222 689
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 201 053 978
	270 630 000	(59 728 400)	210 901 600	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

8	3 042 000		3 042 000	Services en établissement 2 888 528
9	432 000		432 000	Services communautaires 422 695
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 3 311 223
	3 474 000		3 474 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Cette division, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, procure des services de garde et se charge de la supervision, de l'application de la loi et des programmes en milieu communautaire pour les contrevenants adultes, assurant ainsi la protection de la population tout en encourageant la réadaptation des contrevenants. Une vaste gamme de services et de programmes est offerte : services éducatifs et traitements spécialisés, administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle, etc. Les services correctionnels sont axés sur des évaluations complètes des risques et des besoins, intégrées à des plans de gestion de cas incluant des interventions crimogéniques.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du programme (Poste 1)			Services en établissement (Poste 3)		
Traitements et salaires.....	18 403 154		Traitements et salaires.....	438 355 302	
Avantages sociaux.....	2 239 225		Avantages sociaux	66 604 418	
Transports et communications	865 745		Transports et communications	6 270 148	
Services	3 335 128		Services	62 503 076	
Fournitures et matériel	263 313		Fournitures et matériel	62 267 972	
	-----		Paiements de transfert		
	25 106 565		Subventions tenant lieu d'impôt		
	-----		aux municipalités	697 275	
			Allocation exceptionnelle		
			aux détenus atteints d'un		
			handicap permanent	19 464	
			Programme de sensibilisation		
			à la violence	83 548	
			Programmes de réadaptation		
			des délinquants.....	2 145 033	
			Programmes de travail		
			communautaire.....	859 254	
				-----	3 804 574

					639 805 490
			Moins : Recouvrements		5 047 897

					634 757 593

Administration du programme					
Traitements et salaires.....	15 231 630				
Avantages sociaux.....	1 777 277				
Transports et communications	748 383				
Services	1 242 781				
Fournitures et matériel	213 830				

	19 213 901				

Efficacité organisationnelle			Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires.....	3 171 524		Traitements et salaires.....	81 426 495	
Avantages sociaux.....	461 948		Avantages sociaux	13 776 443	
Transports et communications	117 362		Transports et communications	2 170 726	
Services	2 092 347		Services	8 511 810	
Fournitures et matériel	49 483		Fournitures et matériel	874 968	
	-----		Paiements de transfert		
	5 892 664		Services à la clientèle en		
	-----		résidences communautaires		
			ou résidences externes	7 274 539	

					114 034 981

Formation du personnel (Poste 2)					
Traitements et salaires.....	3 836 265		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux.....	534 715		PROGRAMME DES SERVICES		
Transports et communications	267 209		CORRECTIONNELS		
Services	841 182			779 778 005	
Fournitures et matériel	399 495			=====	

	5 878 866				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Établissements correctionnels (Poste 6)			Services en établissement (Poste 8)	
Services		7 148 415	Parc automobile et flotte de bateaux.....	2 888 528
Autres opérations				-----
Investissements dans				2 888 528
les immobilisations	4 275 421			-----
Projets d'infrastructure de				
grande envergure.....	188 900 525			
	-----	193 175 946		

		200 324 361		

			Services communautaires (Poste 9)	
Crédits législatifs			Parc automobile et flotte de bateaux.....	422 695

				422 695

Autres opérations			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
Amortissement – Services en établissement –			PROGRAMME DES SERVICES	
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		506 928	CORRECTIONNELS	3 311 223
		-----		=====
		506 928		

Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement – Services communautaires –				
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>		222 689		

		222 689		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
CORRECTIONNELS.....		201 053 978		
		=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	55 328 800	(583 000)	54 745 800	Services technologiques pour la justice 54 733 810
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 54 733 810
	=====	=====	=====	=====
	55 328 800	(583 000)	54 745 800	
	=====	=====	=====	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 0
	=====	=====	=====	=====
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000	(1000)	0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 19 301
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 19 301
	=====	=====	=====	=====
	2 000	(1000)	1 000	
	=====	=====	=====	
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ... 0
	=====	=====	=====	=====
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, et qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	29 231 182	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	3 780 641	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 301
Transports et communications.....	3 242 401		-----
Services	19 560 697		19 301
Fournitures et matériel	336 789		-----

	56 151 710	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	1 417 900	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	19 301
	54 733 810		=====

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	54 733 810		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	5 392 800	(526 000)	4 866 800	Organismes, conseils et commissions..... 4 866 321
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur les services policiers 107 479
	5 393 800	(526 000)	4 867 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS..... 4 973 800
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions..... 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS 0
				=====

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, en particulier la Commission ontarienne des libérations conditionnelles, la Commission civile de l'Ontario sur la police, la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)			Traitements et salaires.....	168 312	
Traitements et salaires.....	2 881 990		Avantages sociaux	19 556	
Avantages sociaux.....	377 450		Transports et communications.....	35 622	
Transports et communications.....	458 998		Services	175 940	
Services	1 037 106		Fournitures et matériel	14 454	
Fournitures et matériel	110 777			-----	413 884
	-----				-----
	4 866 321		<i>Conseil de surveillance des</i>		
	-----		<i>enquêtes sur les décès</i>		
<i>Commission ontarienne des libérations conditionnelles</i>			Traitements et salaires.....	241 505	
Traitements et salaires.....	1 453 909		Avantages sociaux	23 235	
Avantages sociaux.....	230 781		Transports et communications.....	12 530	
Transports et communications.....	333 220		Services	43 489	
Services	647 398		Fournitures et matériel	1 231	
Fournitures et matériel	60 666			-----	321 990
	-----				-----
	2 725 974		Crédits législatifs		
	-----		Autres opérations		
<i>Commission civile de l'Ontario sur la police</i>			Audiences tenues en vertu de la		
Traitements et salaires.....	1 018 264		<i>Loi sur les services policiers.....</i>		
Avantages sociaux.....	103 878				107 479
Transports et communications.....	77 626				-----
Services	170 279				107 479
Fournitures et matériel	34 426				-----
	-----		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	1 404 473		PROGRAMME DES ORGANISMES,		
	-----		CONSEILS ET COMMISSIONS		
					4 973 800
					=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
1	644 400	118 700	763 100	Bureau du commissaire..... 488 857
2	8 904 100	384 500	9 288 600	Gestion des situations d'urgence Ontario 9 171 785
4	24 828 500	228 400	25 056 900	Bureau du commissaire aux incendies 25 014 115
5	42 454 700	(4 733 000)	37 721 700	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario 37 496 280
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE..... 72 171 037
	76 831 700	(4 001 400)	72 830 300	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE..... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000	(1 000)	0	Planification et gestion des situations d'urgence – 0
				autres charges liées aux immobilisations.....
L	153 900		153 900	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 154 737
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	154 900	(1 000)	153 900	154 737
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

6	575 000		575 000	Planification et gestion des situations d'urgence 565 301
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	575 000		575 000	565 301
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, rassemble les ressources et les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du commissaire (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	373 125		
Avantages sociaux.....	33 781		
Transports et communications.....	27 609		
Services	44 493		
Fournitures et matériel	9 849		

	488 857	Autres opérations	
	-----	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	154 737

			154 737

Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires.....	6 171 063	PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Avantages sociaux.....	789 122	ET GESTION DES SITUATIONS	
Transports et communications.....	580 186	D'URGENCE	
Services	1 447 772		154 737
Fournitures et matériel	183 642		=====

	9 171 785		

Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Traitements et salaires.....	15 806 785	Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Avantages sociaux.....	2 453 901		
Transports et communications.....	1 257 041		
Services	2 764 664	Parc automobile et flotte de bateaux.....	565 301
Fournitures et matériel	2 131 724		-----
Paiements de transfert			565 301
Subventions pour la sécurité-incendie	600 000		-----

	25 014 115	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
		ET GESTION DES SITUATIONS	
		D'URGENCE	
			565 301
			=====
Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)			
Traitements et salaires.....	11 398 729		
Avantages sociaux.....	1 158 017		
Transports et communications.....	462 645		
Services	21 678 965		
Fournitures et matériel	927 924		
Paiements de transfert			
Subventions pour les services judiciaires	1 870 000		

	37 496 280		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION			
ET GESTION DES SITUATIONS			
D'URGENCE	72 171 037		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE
1	3 251 600	370 900	3 622 500	Division des politiques et de la planification stratégique 3 530 755
	3 251 600	370 900	3 622 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 3 530 755
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000	(1 000)	1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est responsable de diriger diverses fonctions œuvrant à l'échelle du ministère, comme les efforts d'élaboration de lois et de politiques à l'appui des activités du ministère en matière de services policiers et correctionnels, de sécurité publique et de gestion des urgences. Dans ce contexte, la Division coordonne également les politiques régissant les affaires autochtones au nom du ministère. De plus, elle est responsable de la planification stratégique ministérielle, de la gestion de projet, de la recherche et de l'évaluation relatives aux politiques, de l'élaboration et du suivi des mesures du rendement et de la coordination des activités ministérielles fédérales-provinciales-territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
 Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 661 703
Avantages sociaux.....	413 290
Transports et communications.....	71 227
Services	359 474
Fournitures et matériel	25 061

	3 530 755

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA	
PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	3 530 755
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants	17 545 947	16 275 401
Contrôle des armes à feu.....	6 150 000	6 150 373
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	5 279 844	5 775 955
Les services policiers des Premières nations.....	5 017 557	4 922 564
Entente relative aux services de biologie – SCF	3 450 000	5 727 953
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones	617 782	11 267
Programme conjoint de protection civile	81 570	685 512
Recouvrements	3 961	43 375 455
	<u>38 146 661</u>	<u>82 924 480</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	273 320 976	245 021 293
Remaniement des services locaux.....	88 970 066	82 190 571
Acquittement – Compte Bell	4 721 235	4 823 050
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario ...	2 327 615	2 255 819
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire).....	750 000	750 000
Casino Rama.....	0	100 000
Autres	1 923 326	4 607 973
	<u>372 013 218</u>	<u>339 748 706</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations	12 761 267	15 927 523
Frais pour chèques refusés.....	935	630
	<u>12 762 202</u>	<u>15 928 153</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>718</u>	<u>153</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	3 094 755	236 320
Les Industries Trilcor.....	233 602	272 201
	<u>3 328 357</u>	<u>508 521</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario	192 160	346 166
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>977 593</u>	<u>2 610 892</u>
DIVERS.....	<u>4 917 143</u>	<u>4 514 557</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>432 338 052</u>	<u>446 581 628</u>

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-312
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-313
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	2-315
INFRASTRUCTURE	2-320
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-314, 2-319
ÉTAT DES RECETTES	2-322

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 977 482	Administration du ministère	13 206 314	10 351 720
3 905 297 767	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 006 796 700	3 992 910 632
3 917 275 249 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 020 003 014 =====	4 003 262 352 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
66 000	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 101 000	0
66 000 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 101 000 =====	0 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
66 403	Services à l'enfance et à la jeunesse	95 400	95 192
14 397 316	Infrastructure	20 183 200	13 453 065
14 463 719 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	20 278 600 =====	13 548 357 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
143 683	Services à l'enfance et à la jeunesse	225 000	215 873
143 683 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	225 000 =====	215 873 =====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	13 910 500	(768 200)	13 142 300	Administration du ministère 10 285 752
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	13 974 514	(768 200)	13 206 314	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 10 351 720
				=====

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques prioritaires du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances, du soutien relatif aux recherches et aux données et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Communications et marketing</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	6 087 868		Traitements et salaires.....	1 080 990	
Avantages sociaux.....	748 100		Avantages sociaux	165 220	
Transports et communications	184 599		Transports et communications	31 935	
Services	3 164 091		Services	135 099	
Fournitures et matériel	101 094		Fournitures et matériel	42 892	
	-----			-----	1 465 136
	10 285 752				-----
	-----		<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)</i>					
Traitements et salaires.....	1 549 927		Traitements et salaires.....	495 630	
Avantages sociaux.....	160 235		Avantages sociaux	82 470	
Transports et communications	72 178		Services	22 783	
Services	102 322			-----	600 883
Fournitures et matériel	8 346				-----
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	1 893 008				

<i>Services opérationnels</i>					
Traitements et salaires.....	2 961 321		Services	325 530	
Avantages sociaux.....	340 175			-----	325 530
Transports et communications	67 836				-----
Services	386 182		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	42 064				

	3 797 578				

<i>Services juridiques</i>					
Transports et communications	12 650		Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....	49 301	
Services	2 192 175		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	16 667	
Fournitures et matériel	7 792			-----	65 968
	-----				-----
	2 212 617		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
	-----				10 351 720
					=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
3	307 523 100	(2 719 800)	304 803 300	Santé et développement des enfants 303 240 716
7	2 451 409 900	17 887 300	2 469 297 200	Enfants et jeunes à risque 2 459 362 153
5	301 780 500	(3 880 000)	297 900 500	Services spécialisés..... 296 369 088
8	935 935 900	(1 140 200)	934 795 700	Prestation ontarienne pour enfants..... 933 938 675
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 3 992 910 632
	3 996 649 400	10 147 300	4 006 796 700	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	2 101 000		2 101 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 0
	2 101 000		2 101 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	2 000		2 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
L	93 400		93 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 95 192
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DES SERVICES	
			À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	95 192
	95 400		95 400	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

10	225 000		225 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 215 873
			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DES SERVICES	
			À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	215 873
	225 000		225 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme Santé et développement des enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les Services spécialisés et la Prestation ontarienne pour enfants. Le programme Santé et développement des enfants soutient les communautés de démonstration de Meilleur départ, les services d'identification et d'intervention précoces comme le Programme de services de rééducation de la parole et du langage pour les enfants d'âge préscolaire, le programme Bébés en santé, enfants en santé, et les programmes d'aide aux collectivités et aux familles. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la Protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les Services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, les services aux jeunes des quartiers aux besoins élevés (y compris les services d'emploi et de liaison), ainsi que les Services de justice pour la jeunesse à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les Services spécialisés regroupent les services aux enfants et aux jeunes atteints de troubles du spectre autistique, les services de réadaptation pour enfants ainsi que les programmes de services de relève accrus et hors domicile. La Prestation ontarienne pour enfants est une aide financière accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas. La Subvention équivalant à la Prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des économies et à des possibilités sociales, éducatives et récréatives de manière à les préparer à la fin de la prise en charge.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de protection de l'enfance</i>			
Santé et développement des enfants (Poste 3)			Traitements et salaires.....	11 133 054		
Traitements et salaires.....	15 246 117		Avantages sociaux	1 596 592		
Avantages sociaux.....	2 233 822		Transports et communications.....	1 085 113		
Transports et communications	941 483		Services	6 103 342		
Services	2 553 823		Fournitures et matériel	349 412		
Fournitures et matériel	466 659		Paiements de transfert			
Paiements de transfert			Services de protection			
Bébés en santé, enfants en santé.....	85 790 335		de l'enfance	1 485 066 386		
Soutien communautaire			Fonds de renouvellement des			
pour le développement			services de protection			
de la petite enfance.....	196 008 477		de l'enfance ..	30 628 694		
		281 798 812			1 515 695 080	
		303 240 716			1 535 692 593	
			Moins : Recouvrements	1 183 652		
						1 534 778 941
			<i>Santé mentale des enfants et des jeunes</i>			
Enfants et jeunes à risque (Poste 7)			Traitements et salaires.....	49 413 797		
Traitements et salaires.....	191 448 270		Avantages sociaux	8 945 994		
Avantages sociaux.....	34 329 754		Transports et communications.....	810 713		
Transports et communications	5 143 124		Services	10 671 437		
Services	55 543 777		Fournitures et matériel	1 911 100		
Fournitures et matériel	7 855 810		Paiements de transfert			
Paiements de transfert			Santé mentale des enfants			
Services de protection			et des jeunes	482 889 675		
de l'enfance	1 485 066 386				554 642 716	
Fonds de renouvellement						
des services de						
protection de l'enfance.....	30 628 694					
Santé mentale des						
enfants et des jeunes.....	482 889 675					
Services de justice						
pour la jeunesse.....	167 602 590					
Services de justice pour la jeunesse –						
Paiements tenant lieu						
d'impôt aux municipalités.....	37 725					
		2 166 225 070				
		2 460 545 805				
Moins : Recouvrements		1 183 652				
		2 459 362 153				
			<i>Services de justice pour la jeunesse</i>			
			Traitements et salaires.....	130 901 419		
			Avantages sociaux	23 787 168		
			Transports et communications.....	3 247 298		
			Services	38 768 998		
			Fournitures et matériel	5 595 298		
			Paiements de transfert			
			Services de justice			
			pour la jeunesse.....	167 602 590		
			Services de justice pour			
			la jeunesse – Paiements			
			tenant lieu d'impôt aux			
			municipalités	37 725		
					167 640 315	
						369 940 496

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
Services spécialisés (Poste 5)			Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		
Traitements et salaires.....		3 073 217	Paiements de transfert		
Avantages sociaux.....		369 803	Prestation ontarienne		
Transports et communications.....		58 953	pour enfants.....	919 000 000	
Services		298 483	Subvention équivalent à la Prestation		
Fournitures et matériel		338 670	ontarienne pour enfants.....	14 938 675	
Paiements de transfert				-----	933 938 675
Services de traitement et de					-----
réadaptation pour enfants.....	110 831 759				933 938 675
Autisme	181 398 203				-----
	-----	292 229 962			
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
		296 369 088	POUR LE PROGRAMME DES SERVICES		
		-----	À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	3 992 910 632	
				=====	
<i>Services de traitement et de réadaptation pour enfants</i>					
Paiements de transfert					
Services de traitement et de					
réadaptation pour enfants.....	110 831 759				
	-----	110 831 759			

<i>Autisme</i>					
Traitements et salaires.....		3 073 217			
Avantages sociaux.....		369 803			
Transports et communications.....		58 953			
Services		298 483			
Fournitures et matériel		338 670			
Paiements de transfert					
Autisme	181 398 203				
	-----	185 537 329			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs		Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10)	
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	95 192	Parc automobile et flotte de bateaux.....	215 873
-----		Logiciels d'application de	
	95 192	gestion – traitements et salaires	1 997 326
-----		Logiciels d'application de	
		gestion – avantages sociaux	220 973
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		Logiciels d'application de	
POUR LE PROGRAMME DES SERVICES		gestion – coûts relatifs aux immobilisations	31 468 616
À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	95 192		-----
	=====		33 902 788
		Moins : Recouvrements	33 686 915

			215 873

		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		POUR LE PROGRAMME DES SERVICES	
		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	215 873
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

1	15 478 200	4 705 000	20 183 200	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations.....	13 453 065
	<u>15 478 200</u>	<u>4 705 000</u>	<u>20 183 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE.....	13 453 065
					=====

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est destiné aux installations exploitées directement et aux organismes bénéficiant de paiements de transfert pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires	9 379 972	
Subventions d'immobilisations.....	2 102 490	
Cessions immobilières	1 525 870	
	-----	13 008 332
Autres opérations		
Investissements dans les immobilisations		444 733

		13 453 065

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		13 453 065
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	117 927 995	116 198 567
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	66 560 215	64 908 755
Langue française.....	0	99 500
Autres	3 186	377 462
	<u>184 491 396</u>	<u>181 584 284</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis – Garderies.....	43 915	57 533
Adoption internationale	27 000	28 800
Maison pour groupe d'enfants	10 550	16 995
Droits d'adoption.....	4 600	4 400
Autres	414	1 345
	<u>86 479</u>	<u>109 073</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres ventes générales	4 596	3 367
	<u>4 596</u>	<u>3 367</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	8 441 796	9 899 683
Frais de fonctionnement	405 123	228 902
Subventions.....	281 216	243 741
	<u>9 128 135</u>	<u>10 372 326</u>
DIVERS		
Intérêts bancaires – non précisés	7 064	5 344
Indemnités de service judiciaire et de témoin – non précisés	70	349
Autres	7 949	1 353
	<u>15 083</u>	<u>7 046</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>193 725 689</u>	<u>192 076 096</u>

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-324
SERVICES AUX CONSOMMATEURS.....	2-325
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-326
ÉTAT DES RECETTES	2-327

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
18 369 154	Services aux consommateurs	20 384 014	19 326 892
<u>18 369 154</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>20 384 014</u>	<u>19 326 892</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux consommateurs	2 000	0
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
6	20 318 000		20 318 000	Services aux consommateurs 19 260 924
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	20 384 014		20 384 014	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 19 326 892
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====

Description du programme :

Ce programme soutient la protection des consommateurs et la sécurité publique en Ontario en veillant à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité, en modernisant le cadre réglementaire pour les entreprises et la protection des consommateurs et en préservant un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège la population ontarienne, inspire confiance et stimule la croissance économique.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 3101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs		
Services aux consommateurs (Poste 6)			Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Traitements et salaires.....	10 853 917				65 968
Avantages sociaux.....	1 464 551				
Transports et communications	538 368				
Services	5 973 132		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel	138 574		PROGRAMME DES SERVICES		
Paielements de transfert			AUX CONSOMMATEURS.....	19 326 892	
Subventions pour les					=====
services aux consommateurs.....	514 382				
		19 482 924			
Moins : Recouvrements		222 000			
		19 260 924			
<i>Administration du ministère</i>					
Traitements et salaires.....	2 551 142				
Avantages sociaux.....	370 539				
Transports et communications	104 990				
Services	3 329 394				
Fournitures et matériel	67 938				
		6 424 003			
<i>Services aux consommateurs</i>					
Traitements et salaires.....	8 302 775				
Avantages sociaux.....	1 094 012				
Transports et communications	433 378				
Services	2 643 738				
Fournitures et matériel	70 636				
Paielements de transfert					
Subventions pour les					
services aux consommateurs.....	514 382				
		13 058 921			
Moins : Recouvrements		222 000			
		12 836 921			

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les cinémas</i>	3 438 179	3 413 134
Paielements des organismes d'application.....	1 306 428	330 745
<i>Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire</i>	922 033	866 193
<i>Loi sur les cimetières</i>	889 885	874 150
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	750 964	32 117
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	720 140	718 680
<i>Loi sur les huissiers</i>	67 310	17 250
<i>Loi sur les renseignements concernant la consommateur</i>	16 070	16 240
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	2 280	1 900
	8 113 289	6 270 409
AMENDES ET PÉNALITÉS	2500	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements de dépenses des années – Services et locations	28 354	624 943
	28 354	624 943
DIVERS		
Autres	280	3 191
	280	3 191
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	8 144 423	6 898 543

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-330
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-331
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	2-333
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2-335
SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	2-337
ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.....	2-343
SERVICE ONTARIO.....	2-345
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-332, 2-334, 2-341, 2-342, 2-346
ÉTAT DES RECETTES	2-347

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
29 115 709	Administration du ministère	47 182 714	33 203 406
1 376 890 912	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 631 675 700	1 619 827 351
124 905 747	Direction des ressources humaines	120 328 900	118 280 345
319 656 113	Services opérationnels de la FPO	310 313 100	299 467 778
5 708 204	Organismes, conseils, commissions et tribunaux	5 867 800	4 791 083
297 673 489	ServiceOntario	300 085 500	293 155 798
2 153 950 174 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 415 453 714 =====	2 368 725 761 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
11 539 364	Services opérationnels de la FPO	15 241 400	14 537 271
11 539 364 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	15 241 400 =====	14 537 271 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 322 215	Administration du ministère	3 523 500	3 522 455
23 680 455	Services opérationnels de la FPO	22 891 500	19 735 755
5 015 583	ServiceOntario	2 931 800	2 559 798
30 018 253 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	29 346 800 =====	25 818 008 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
121 637 806	Services opérationnels de la FPO	239 762 500	168 363 291
7 525 855	ServiceOntario	18 065 400	15 559 218
129 163 661 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	257 828 900 =====	183 922 509 =====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	67 223 800	(20 106 100)	47 117 700	Administration du ministère 33 124 137
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 969
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	0		0	Ministre sans salaire de portefeuille, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 12 332
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	67 288 814	(20 106 100)	47 182 714	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 33 203 406
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	3 522 500		3 522 500	Administration du ministère 3 522 455
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	3 523 500		3 523 500	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 3 522 455
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Administration du ministère 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	1 000		1 000	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
	=====	=====	=====	DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion financière, les ressources humaines, la gestion des locaux et des installations, les services juridiques, les communications, la planification et la surveillance des résultats. Le programme aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>			
Administration du ministère (Poste 1)						
Traitements et salaires.....	16 409 452		Traitements et salaires.....	1 364 940		
Avantages sociaux.....	2 143 469		Avantages sociaux	146 096		
Transports et communications	442 518		Transports et communications.....	27 596		
Services	13 798 039		Services	145 491		
Fournitures et matériel	330 659		Fournitures et matériel	2 426		
	-----			-----	1 686 549	
	33 124 137				-----	

<i>Bureau principal</i>			Crédits législatifs			
Traitements et salaires.....	1 829 403		Autres opérations			
Avantages sociaux.....	188 259		Créances irrécouvrables,			
Transports et communications	45 798		<i>Loi sur l'administration financière</i>			969
Services	208 015		Traitement versé au ministre en vertu de la			
Fournitures et matériel	18 887		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			49 301
	-----	2 290 362	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en			
		-----	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			16 667
			Ministre sans salaire de portefeuille,			
			<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>			12 332

						79 269

<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
Traitements et salaires.....	9 197 578		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE			33 203 406
Avantages sociaux.....	1 262 757					=====
Transports et communications	131 672					
Services	3 384 422		CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Fournitures et matériel	92 159					
	-----	14 068 588				

<i>Services juridiques</i>			Administration du ministère (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	23 864					
Avantages sociaux.....	185					
Transports et communications	180 464					
Services	7 841 491					
Fournitures et matériel	122 660					
	-----	8 168 664				

<i>Services de vérification</i>						
Services	1 410 156					
	-----	1 410 156				

<i>Services de communication</i>						
Traitements et salaires.....	3 993 667					
Avantages sociaux.....	546 172					
Transports et communications	56 988					
Services	808 464					
Fournitures et matériel	94 527					
	-----	5 499 818				

			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE			3 522 455
						=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1807				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	
1	796 910 300		796 910 300	
			Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur).....	793 678 217
L	834 765 400		834 765 400	
			Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent <i>Loi sur l'administration financière</i>	826 149 134
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....	
	1 631 675 700		1 631 675 700	1 619 827 351
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Le programme prend également en charge les changements des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)					
Avantages sociaux			Avantages sociaux		
Indemnités légales de			Indemnités légales de		
cessation d'emploi.....	65 222 125		cessation d'emploi	63 437 500	
Comptes des avantages			Absences et congés rémunérés	(13 796 774)	
sociaux supplémentaires			Indemnisation des		
des fonctionnaires	5 042 599		travailleurs (CSPAAT)	45 256 191	
Régime de retraite du Syndicat			Comptes des avantages		
des employés de la fonction			sociaux supplémentaires		
publique de l'Ontario	215 662 250		des fonctionnaires *	26 986 197	
Régime de retraite			Régime de retraite du Syndicat		
des fonctionnaires	352 801 942		des employés de la fonction		
Fonds de prestations			publique de l'Ontario *	(14 349 811)	
des juges provinciaux.....	29 939 762		Régime de retraite		
Régime de pensions du Canada ...	156 444 354		des fonctionnaires	168 094 009	
Assurance-emploi.....	68 531 750		Fonds de prestations		
Assurance-vie collective	4 976 371		des juges provinciaux.....	(1 349 474)	
Protection du revenu			Assurance-vie collective *	26 459 917	
à long terme.....	79 479 424		Protection du revenu		
Impôt-santé des employeurs	105 830 266		à long terme.....	43 400 000	
Régime d'assurance			Prestations aux		
complémentaire maladie			employés retraités	462 031 008	
et hospitalisation	132 823 733		Régime de retraite		
Régime de soins dentaires.....	53 380 895		complémentaire		
Prestations aux			des juges de paix	1 902 724	
employés retraités	131 968 520		Autres avantages sociaux.....	18 095 646	
Régime de retraite					826 149 134
complémentaire					-----
des juges de paix	97 753				826 149 134
Avantages sociaux –					-----
Association de la Police			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
provinciale de l'Ontario	46 378 116		PROGRAMME DES AVANTAGES		
Autres avantages sociaux	1 724 528		SOCIAUX ET PRESTATIONS DE		
		1 447 304 388	RETRAITE (PART PRISE EN		
		-----	CHARGE PAR L'EMPLOYEUR).....		1 619 827 351
		1 447 304 388			=====
Moins : Recouvrements		653 626 171			

		793 678 217			

* Les crédits découlent du rajustement de fin d'année en raison d'une nouvelle évaluation actuarielle, indiquant une augmentation plus faible de la dette non provisionnée que ce qui avait été prévu auparavant.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
8	113 204 500	238 000	113 442 500	RHOntario 111 923 504
				Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail..... 0
9	1 000		1 000	
10	4 306 300		4 306 300	Bureau de la diversité 3 896 425
11	2 414 100	165 000	2 579 100	Secrétariat des relations de travail 2 460 416
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DE LA DIRECTION	
			DES RESSOURCES HUMAINES	118 280 345
	119 925 900	403 000	120 328 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

La Direction des ressources humaines soutient l'engagement du gouvernement d'être un chef de file mondial souple et novateur en service à la clientèle en le dotant d'un effectif qualifié et novateur. RHOntario fournit des services intégrés de RH et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels des ministères, et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne également les services de sécurité interne à la FPO. Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, à savoir être une organisation inclusive, diverse, équitable et accessible assurant un excellent service public et aidant tous ceux et celles qui en font partie à réaliser leur plein potentiel. En qualité de centre d'excellence, le Bureau dirige les efforts pour aider la FPO à se conformer à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* (LAPHO). Le Bureau est également chargé de fournir des programmes et des services stratégiques et innovateurs à l'échelle de la FPO afin d'aider les ministères à atteindre leurs objectifs en matière d'inclusion et d'accessibilité. Le Secrétariat des relations de travail a la capacité d'analyser les facteurs internes et externes qui influent sur les résultats des négociations collectives afin d'établir des stratégies globales et d'offrir des conseils et des avis concernant la négociation collective. Il assure également la surveillance et la prestation de conseils stratégiques sur les négociations collectives au sein de la FPO et du secteur parapublic.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Bureau de la diversité (Poste 10)	
RHOntario (Poste 8)				
Traitements et salaires.....	69 120 081		Traitements et salaires.....	2 560 146
Avantages sociaux.....	8 932 949		Avantages sociaux	324 384
Transports et communications.....	1 815 365		Transports et communications.....	65 032
Services	23 471 828		Services	890 403
Fournitures et matériel	781 643		Fournitures et matériel	56 460
Paiements de transfert				
Subventions pour l'Institut d'administration				
publique du Canada.....	100 000			
Autre opérations				
Autres	581 194			
Emplois d'été	9 396 567			
	-----	9 977 761		

		114 199 627		
Moins : Recouvrements	2 276 123			

		111 923 504		

Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (Poste 9)			Secrétariat des relations de travail (Poste 11)	
			Traitements et salaires.....	1 495 452
			Avantages sociaux	150 663
			Transports et communications.....	36 707
			Services	744 199
			Fournitures et matériel	33 395

				2 460 416

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....			118 280 345	
			=====	
Services	34 052 790			

		34 052 790		
Moins : Recouvrements	34 052 790			

		0		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
1	77 062 600	1 391 800	78 454 400	Information et technologie de l'information du gouvernement 77 733 397
5	159 122 400		159 122 400	Services communs de l'Ontario 158 445 201
7	20 944 700		20 944 700	Information, protection de la vie privée et archives publiques 18 416 193
11	1 673 600		1 673 600	Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario 1 572 926
15	46 342 000	(1 724 000)	44 618 000	Groupement des services pour la fonction publique..... 38 756 822
L	5 500 000		5 500 000	Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 4 543 239
	310 645 300	(332 200)	310 313 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 299 467 778
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	11 000 000		11 000 000	Information et technologie de l'information du gouvernement 11 000 000
6	1 000		1 000	Services opérationnels 0
22	4 240 400		4 240 400	Groupeement des services pour la fonction publique..... 3 537 271
	15 241 400		15 241 400	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 14 537 271
				=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
3	11 547 600		11 547 600	Information et technologie de l'information du gouvernement 11 208 923
12	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario 0
8	4 038 600		4 038 600	Information, protection de la vie privée et archives publiques 3 846 335
21	1 000		1 000	Groupeement des services pour la fonction publique..... 0
L	924 100		924 100	Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 924 100
L	3 375 200		3 375 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 790 104
L	3 003 000		3 003 000	Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 966 293
	22 891 500		22 891 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 19 735 755

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
13	65 436 100		65 436 100	Information et technologie de l'information du gouvernement 43 912 998
14	2 000		2 000	Services communs de l'Ontario 0
23	174 324 400		174 324 400	Groupeement des services pour la fonction publique..... 124 450 293
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO..... 168 363 291
	239 762 500		239 762 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la FPO. Tous les programmes de prestation des services s'attachent à transformer et améliorer les services gouvernementaux. Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership de la gestion de l'information et de la technologie de l'information au sein du gouvernement. Cela comprend les politiques, la mise en œuvre d'une infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux. Les Services communs de l'Ontario agissent en qualité de fournisseur de services aux programmes et aux employés du gouvernement pour les tâches administratives d'arrière-guichet et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Ils fournissent des conseils stratégiques et assure le contrôle financier et une prestation de services rentable dans le traitement des opérations financières, le traitement de la paie et des avantages sociaux, l'administration des avantages sociaux, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les services opérationnels de la FPO. Information, protection de la vie privée et archives publiques soutient de bonnes pratiques de conservation des documents dans tout le gouvernement et assume le leadership stratégique pour l'accès à l'information et la protection de la vie privée, la classification aux fins de sécurité de l'information et de protection de la vie privée ainsi que la propriété intellectuelle. La Division recueille, gère et préserve les documents d'archives de la province, encourage le public à consulter les documents historiques de l'Ontario et assure la gestion responsable de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario. Le Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario, créé en septembre 2008, assure le leadership stratégique des efforts des ministères pour l'écologisation des activités gouvernementales. Il a pour mandat de veiller à ce que des mesures soient en place pour réduire l'empreinte carbone du gouvernement et d'autres incidences de ses activités sur l'environnement, pour faciliter l'établissement de pratiques opérationnelles durables et pour instaurer une culture organisationnelle écologique. Le Bureau dirige la mise en œuvre de la Stratégie d'écologisation de la FPO, une initiative pluriannuelle approuvée par le gouvernement qui engage ce dernier à l'égard d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet liées à ses activités et d'améliorations opérationnelles conformes aux objectifs plus généraux en matière d'émissions énoncés dans le Plan d'action de l'Ontario contre le changement climatique. Le Groupeement des services pour la fonction publique (GSFP) fournit à ses clients un leadership et un soutien efficace pour l'amélioration des services gouvernementaux, et il collabore avec le programme d'ITI de la FPO pour rendre applicables les solutions sous-jacentes en technologie de l'information nécessaires à la modernisation par le MSG des opérations gouvernementales et à la prestation de services rentables aux clients internes de toute la FPO.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière</i>		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	137 021 992		Traitements et salaires.....	684 425	
Avantages sociaux.....	17 495 761		Avantages sociaux	75 733	
Transports et communications	58 184 586		Transports et communications	14 301	
Services	218 369 261		Services	15 064 830	
Fournitures et matériel	17 469 684		Fournitures et matériel	5 420	
	-----			-----	
	448 541 284			15 844 709	
Moins : Recouvrements	370 807 887		Moins : Recouvrements	442 587	
	-----			-----	15 402 122
	77 733 397				-----

Services communs de l'Ontario (Poste 5)			Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		
Traitements et salaires.....	82 251 428		Traitements et salaires.....	9 205 510	
Avantages sociaux.....	11 721 198		Avantages sociaux	1 355 612	
Transports et communications	7 727 976		Transports et communications	633 196	
Services	74 623 428		Services	11 993 560	
Fournitures et matériel	1 264 716		Fournitures et matériel	347 914	
	-----		Paielements de transfert		
	177 588 746		Subventions à l'appui des		
Moins : Recouvrements	19 143 545		Archives publiques de l'Ontario	53 700	
	-----			-----	23 589 492
	158 445 201		Moins : Recouvrements	5 173 299	
	-----			-----	18 416 193

Services opérationnels			Bureau du directeur général de l'information et de la protection de la vie privée		
Traitements et salaires.....	81 567 003		Traitements et salaires.....	1 829 207	
Avantages sociaux.....	11 645 465		Avantages sociaux	293 780	
Transports et communications	7 713 675		Transports et communications	14 991	
Services	59 558 598		Services	506 486	
Fournitures et matériel	1 259 296		Fournitures et matériel	13 218	
	-----			-----	2 657 682
	161 744 037				-----
Moins : Recouvrements	18 700 958				
	-----	143 043 079			

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$	\$		\$
Archives publiques de l'Ontario		Crédits législatifs	
Traitements et salaires.....	7 376 303	Services	
Avantages sociaux.....	1 061 832	Paie­ments versés à des agences de	
Transports et communications.....	618 205	recouvrement du secteur privé en vertu	
Services	11 487 074	de la Loi sur l'administration financière.....	4 543 239
Fournitures et matériel	334 696		-----
Paie­ments de transfert			4 543 239
Subventions à l'appui des			-----
Archives publiques de l'Ontario	53 700		

	20 931 810	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Moins : Recouvrements	5 173 299	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	OPÉRATIONNELS DE LA FPO	299 467 778
	15 758 511		=====

Bureau d'écologisation de la fonction publique de l'Ontario (Poste 11)		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires.....	1 105 506	Information et technologie de	
Avantages sociaux.....	117 371	l'information du gouvernement (Poste 2)	
Transports et communications.....	17 683		
Services	279 719	Dépôts et charges payées d'avance.....	11 000 000
Fournitures et matériel	52 647		-----
	-----		11 000 000
	1 572 926		-----

Groupement des services pour la fonction publique (Poste 15)		Groupement des services pour la fonction publique (Poste 22)	
Traitements et salaires.....	39 049 860	Dépôts et charges payées d'avance.....	3 537 271
Avantages sociaux.....	4 679 675		-----
Transports et communications.....	469 137		3 537 271
Services	83 292 707		-----
Fournitures et matériel	156 935		
	-----	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
	127 648 314	PROGRAMME DES SERVICES	
Moins : Recouvrements	88 891 492	OPÉRATIONNELS DE LA FPO	14 537 271
	-----		=====
	38 756 822		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		Crédits législatifs	
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 3)		Autres opérations	
		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 966 293

			2 966 293

Services	11 208 923		
	-----	TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) –	
	11 208 923	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	OPÉRATIONNELS DE LA FPO	19 735 755
			=====
Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 8)		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services	3 846 335	Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13)	

	3 846 335		

Crédits législatifs		Matériel de technologie de l'information	43 912 998

			43 912 998

Autres opérations			
Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	31 897 572	Groupement des services pour la fonction publique (Poste 23)	

	31 897 572		
Moins : Recouvrements	30 973 472	Matériel de technologie de l'information	6 261 250
	-----	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	118 189 043
	924 100		-----
	-----		124 450 293

Crédits législatifs		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DES SERVICES	
Autres opérations		OPÉRATIONNELS DE LA FPO	168 363 291
Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	790 104		=====

	790 104		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1812				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX
2	3 269 600		3 269 600	Tribunal d'appel en matière de permis 2 699 143
4	1 226 600	296 800	1 523 400	Commission de révision de la publicité 1 152 392
5	1 074 800		1 074 800	Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts 939 548
	5 571 000	296 800	5 867 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX.... 4 791 083
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Une variété d'organismes, de conseils et de commissions associés au MSG assure la surveillance afin de veiller à l'efficacité de la gouvernance, de la responsabilité et de la gestion des relations : Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels concernant des demandes d'indemnisation et des activités de délivrance de permis en vertu des lois administrées par divers ministères. La Commission de révision de la publicité est désignée comme un service central obligatoire pour l'achat de publicité, les relations avec le public et les médias et les services de communications créatives au nom de la FPO. Cela contribue à garantir que les ministères et les organismes gouvernementaux acquièrent ces services de manière équitable, ouverte, transparente et accessible aux fournisseurs qualifiés. Le commissaire aux conflits d'intérêts a des responsabilités vis-à-vis de certaines questions touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique lorsqu'elles concernent des employés des ministères et des organismes publics ou des personnes nommées aux organismes publics. Le commissaire traite les demandes de conseils ou de décision reçues de sous-ministres, de présidents d'organismes publics et d'autres personnes désignées relativement à des questions précises touchant les conflits d'intérêts et l'activité politique.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS, COMMISSIONS ET TRIBUNAUX – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	1 254 388
Avantages sociaux.....	207 431
Transports et communications.....	116 043
Services	1 396 069
Fournitures et matériel	26 240

	3 000 171
Moins : Recouvrements	301 028

	2 699 143

Commission de révision de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires.....	502 077
Avantages sociaux.....	41 175
Transports et communications.....	16 350
Services	579 228
Fournitures et matériel	13 562

	1 152 392

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	580 849
Avantages sociaux.....	48 705
Transports et communications.....	10 321
Services	294 171
Fournitures et matériel	5 502

	939 548

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS,	
COMMISSIONS ET TRIBUNAUX	4 791 083
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME SERVICEONTARIO
1	270 363 000	5 958 800	276 321 800	ServiceOntario..... 275 301 946
4	18 461 700		18 461 700	Groupelement des services gouvernementaux..... 17 795 148
L	5 001 000		5 001 000	Demands d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i> 0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 58 704
	<u>294 126 700</u>	<u>5 958 800</u>	<u>300 085 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 293 155 798
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 001 000		2 001 000	ServiceOntario..... 1 999 966
5	1 000		1 000	Groupelement des services gouvernementaux..... 0
L	928 800		928 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 559 832
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	<u>2 931 800</u>		<u>2 931 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 2 559 798
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	18 064 400		18 064 400	ServiceOntario..... 15 559 218
6	1 000		1 000	Groupelement des services gouvernementaux..... 0
	<u>18 065 400</u>		<u>18 065 400</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	- PROGRAMME SERVICEONTARIO 15 559 218
				=====

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour des transactions régulières et liées à l'information par les particuliers et les entreprises. ServiceOntario facilite pour les Ontariens et les Ontariennes l'obtention de services gouvernementaux en offrant du soutien en personne, au guichet ou depuis un kiosque, par la poste, par téléphone ou en ligne. ServiceOntario modernise son réseau de prestation de services afin d'améliorer l'accès au service et la qualité du service et de réduire les temps d'attente. Il intègre les services et regroupe les emplacements de manière à ce que davantage de gens puissent obtenir à un guichet unique des services de délivrance de permis, d'immatriculation et d'enregistrement. En harmonisation avec le programme de ServiceOntario et le programme organisationnel d'ITI, le Groupelement des services gouvernementaux offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à ServiceOntario et aux partenaires des ministères dans la réalisation des principaux objectifs opérationnels ainsi que dans la modernisation des services gouvernementaux proposés directement au public au moyen d'applications en ligne.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME SERVICEONTARIO – CRÉDIT 1814

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
ServiceOntario (Poste 1)			
Traitements et salaires.....	123 214 673	Autres opérations	
Avantages sociaux.....	20 597 904	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	559 832
Transports et communications.....	13 767 328		-----
Services	116 603 987		559 832
Fournitures et matériel	10 616 996		-----

	284 800 888	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	9 498 942	PROGRAMME SERVICEONTARIO	2 559 798
	-----		=====
	275 301 946		

		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Groupement des services gouvernementaux (Poste 4)			
Traitements et salaires.....	18 822 231	ServiceOntario (Poste 3)	
Avantages sociaux.....	2 206 971		
Transports et communications.....	1 675 839	Logiciels d'application de	
Services	55 418 163	gestion – traitements et salaires	1 454 431
Fournitures et matériel	91 092		
	-----	Logiciels d'application de	
	78 214 296	gestion – avantages sociaux.....	142 638
Moins : Recouvrements	60 419 148		
	-----	Logiciels d'application de	
	17 795 148	gestion – coûts relatifs aux immobilisations	13 962 149
	-----		-----
			15 559 218

Crédits législatifs			
Autres opérations		Groupement des services gouvernementaux (Poste 6)	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>			
<i>l'administration financière</i>	58 704	Logiciels d'application de	
	-----	gestion – traitements et salaires	231 298
	58 704		
	-----	Logiciels d'application de	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		gestion – avantages sociaux.....	27 598
PROGRAMME SERVICEONTARIO	293 155 798	Logiciels d'application de	
	=====	gestion – coûts relatifs aux immobilisations	21 416 786

CHARGES D'IMMOBILISATIONS			21 675 682
ServiceOntario (Poste 2)		Moins : Recouvrements	21 675 682

Services	1 999 966		0
	-----		-----
	1 999 966	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	PROGRAMME SERVICEONTARIO	15 559 218
			=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques	111 338	113 224
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	2 760 676	0
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	38 967 050	38 527 713
Constitutions en société	28 850 183	24 448 689
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	18 891 613	18 397 903
<i>Loi sur les noms commerciaux</i>	8 841 674	9 685 380
<i>Loi sur le mariage</i>	2 616 123	2 911 505
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 434 263	1 593 001
<i>Loi sur les sociétés en commandite</i>	480 740	461 927
Recherches, certificats et hypothèques	300 574	3 046 707
En dehors de la province.....	113 895	117 786
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	97 592	242 623
<i>Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis</i>	57 600	61 335
<i>Loi sur l'administration financière (frais pour chèques refusés)</i>	20 720	32 653
Déclarations annuelles obligatoires	10 300	12 410
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	2 633	6 379
Autres	1 164 635	1 102 733
	-----	-----
	101 849 595	100 648 744
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – ventes	89 848	92 233
Ventes et locations – Autres	137 972	156 425
	-----	-----
	227 820	248 658
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Autres	1 828 331	21 792 496
	-----	-----
	1 828 331	21 792 496
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt	2 509	1 571
Autres	3 264 324	3 611 531
	-----	-----
	3 266 833	3 613 102
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	110 044 593	126 416 224
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-350
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-351
SERVICES AUX ADULTES.....	2-353
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-352, 2-355, 2-356
ÉTAT DES RECETTES	2-357

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
38 451 668	Administration du ministère	36 373 214	34 183 312
9 086 317 587	Services aux adultes	9 733 686 500	9 552 597 878
9 124 769 255 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	9 770 059 714 =====	9 586 781 190 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
22 094 800	Services aux adultes	29 304 000	22 055 319
22 094 800 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	29 304 000 =====	22 055 319 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
40 579 630	Services aux adultes	17 361 700	17 097 364
40 579 630 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	17 361 700 =====	17 097 364 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
14 954 011	Services aux adultes	19 823 800	18 605 973
14 954 011 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	19 823 800 =====	18 605 973 =====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701	PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	DU MINISTÈRE			
1	40 168 800	(3 859 600)	36 309 200	Administration du ministère 34 131 094
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 2 917
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE.....
	40 232 814	(3 859 600)	36 373 214	34 183 312

Description du programme :

Le programme fournit au ministère des conseils de planification stratégique des activités et des services de gestion opérationnelle afin d'aider les cadres à prendre leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère reprennent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement. Le ministère collabore avec le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse afin d'assurer une prestation de services efficace et efficiente.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires.....	1 556 676	
Traitements et salaires.....	19 179 349		Avantages sociaux	232 200	
Avantages sociaux.....	2 917 621		Transports et communications.....	36 687	
Transports et communications.....	741 437		Services	448 694	
Services	10 831 804		Fournitures et matériel	24 065	
Fournitures et matériel	460 883				2 298 322

	34 131 094		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Traitements et salaires.....	36 356	
<i>Bureau de la direction</i>			Transports et communications.....	59 498	
Traitements et salaires.....	1 612 176		Services	4 211 971	
Avantages sociaux.....	272 031		Fournitures et matériel	73 992	
Transports et communications.....	65 466				4 381 817
Services	127 466				-----
Fournitures et matériel	9 325		<i>Services de vérification</i>		
			Services	678 635	
	2 086 464				678 635
	-----				-----
<i>Soutien aux activités</i>			<i>Services informatiques</i>		
Traitements et salaires.....	6 554 300		Traitements et salaires.....	8 041 992	
Avantages sociaux.....	1 003 258		Avantages sociaux	994 210	
Transports et communications.....	238 484		Transports et communications.....	278 004	
Services	2 224 208		Services	3 069 841	
Fournitures et matériel	146 534		Fournitures et matériel	193 331	
					12 577 378
	10 166 784				-----
	-----		Crédits législatifs		
<i>Ressources humaines</i>			Traitement versé au ministre en vertu		
Traitements et salaires.....	1 377 849		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Avantages sociaux.....	415 922		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Transports et communications.....	63 298		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		2 917
Services	70 989				-----
Fournitures et matériel	13 636				52 218

	1 941 694		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	-----		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
					34 183 312
					=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
3	7 662 770 000		7 662 770 000	Soutien financier et soutien à l'emploi 7 509 206 369
4	281 085 700		281 085 700	Services sociaux aux adultes..... 272 752 160
6	1 695 897 200	(500 000)	1 695 397 200	Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle 1 689 701 049
7	50 283 300	4 250 000	54 533 300	Bureau des obligations familiales 52 250 922
10	17 600 300		17 600 300	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario 14 483 762
L	22 300 000		22 300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 14 203 616
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	9 729 936 500	3 750 000	9 733 686 500	SERVICES AUX ADULTES..... 9 552 597 878
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	29 304 000		29 304 000	Services aux adultes..... 22 055 319
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES
	29 304 000		29 304 000	SERVICES AUX ADULTES..... 22 055 319
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
8	15 001 000	642 100	15 643 100	Services aux adultes..... 15 635 183
L	1 718 600		1 718 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 1 462 181
	<u>16 719 600</u>	<u>642 100</u>	<u>17 361 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 17 097 364
				=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

11	3 896 500		3 896 500	Services aux adultes..... 3 698 425
12	15 927 300		15 927 300	Bureau des obligations familiales..... 14 907 548
	<u>19 823 800</u>		<u>19 823 800</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES..... 18 605 973
				=====

Description du programme:

Le programme offre aux plus démunis des services communautaires efficaces et responsables, de la façon la plus équitable possible. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin, les personnes handicapées notamment, peuvent accéder à des soutiens du revenu et de l'emploi qui les aident à progresser vers l'autonomie. Le Bureau des obligations familiales est un programme d'application de la loi qui travaille avec les personnes qui versent une pension alimentaire et celles qui en touchent une en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille. Les services communautaires pour adultes apportent leur appui aux familles et aux collectivités afin d'aider les adultes vulnérables. Ils desservent notamment les personnes ayant des déficiences intellectuelles et d'autres besoins particuliers, les femmes victimes de violence familiale et les Autochtones (par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones). La Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario veille au respect des exigences de la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario* et de la *Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario* en vue de parvenir pour la population ontarienne à l'accessibilité par l'élaboration et l'application de normes connexes, de moyens d'orientation et d'information du public, d'outils et de ressources pour la planification de l'accessibilité et l'établissement de programmes connexes.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)		
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Traitements et salaires.....	16 347 588	
Traitements et salaires.....	160 463 931		Avantages sociaux	5 960 064	
Avantages sociaux.....	25 990 913		Transports et communications	726 345	
Transports et communications	10 170 985		Services	6 477 890	
Services	71 518 289		Fournitures et matériel	123 209	
Fournitures et matériel	2 220 232		Paielements de transfert		
Paielements de transfert			Services en établissement	1 084 634 657	
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées			Services de soutien.....	575 431 296	1 660 065 953
– Soutien financier	3 794 767 353				
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées					
– Soutien à l'emploi	41 585 374		Bureau des obligations familiales (Poste 7)		
Programme Ontario au travail			Traitements et salaires.....	27 921 930	
– Soutien financier	2 330 540 363		Avantages sociaux	4 414 846	
Programme Ontario au travail			Transports et communications	2 374 502	
– Soutien à l'emploi	172 770 284		Services	17 310 814	
Programme de médicaments de l'Ontario	904 085 788		Fournitures et matériel	228 830	
		7 243 749 162			52 250 922
		7 514 113 512			
Moins : Recouvrements		4 907 143	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 10)		
		7 509 206 369	Traitements et salaires.....	5 671 444	
			Avantages sociaux	762 974	
			Transports et communications	210 397	
			Services	5 978 897	
			Fournitures et matériel	111 437	
			Paielements de transfert		
			Partenariats stratégiques pour l'accessibilité.....	1 748 613	
					14 483 762
			Crédits législatifs		
			Autres opérations		
			Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	14 203 616	
					14 203 616
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES.....		
					9 552 597 878

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Services aux adultes (Poste 9)			Services aux adultes (Poste 11)	
Avances et montants récupérables				
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées – Aide financière		22 055 319	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	3 561 597
		-----	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	383 889
		22 055 319	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	29 680 786
		-----		-----
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		22 055 319		33 626 272
		=====	Moins : Recouvrements	29 927 847

				3 698 425

CHARGES D'IMMOBILISATIONS			Bureau des obligations familiales (Poste 12)	
Services aux adultes (Poste 8)				
Paiements de transfert			Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	2 712 513
Subventions d'immobilisations	6 456 470		Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux	315 737
Renouvellement des installations des partenaires	5 097 590		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	20 524 004
		11 554 060		-----
Autres opérations				23 552 254
Investissements dans les immobilisations		4 081 123	Moins : Recouvrements	8 644 706
		-----		-----
		15 635 183		14 907 548
		-----		-----
			TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES	18 605 973
				=====
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Amortissement – Loi sur l'administration financière ..	1 462 181			
		1 462 181		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES		17 097 364		
		=====		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	85 481 240	84 162 168
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 738	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 415 635	2 415 899
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 858	1 013 704
Langue française	0	65 000
	<u>127 131 471</u>	<u>125 862 509</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH	13 066 613	12 909 919
Remaniement des services locaux	0	236 457 828
	<u>13 066 613</u>	<u>249 367 747</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – FRO	1 844 371	1 758 500
FOI – Droits	41 994	30 404
Frais pour chèques refusés	13 030	20 435
	<u>1 899 395</u>	<u>1 809 339</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Autres – ventes – générales	0	5
	<u>0</u>	<u>5</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement	14 471 719	8 985 382
Frais de fonctionnement	2 125 843	1 371 049
Subventions	838 203	810 508
	<u>17 435 465</u>	<u>11 166 939</u>
DIVERS		
Comptes de subrogation	2 233 547	1 917 052
Pénalités – intérêt	4 951	4 906
Intérêts bancaires	310	20
Indemnités de service judiciaire et de témoin	167	40
Autres	362 781	45 130
	<u>2 601 756</u>	<u>1 967 148</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>162 135 000</u>	<u>390 173 687</u>

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-360
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-361
TOURISME.....	2-363
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-365
CULTURE.....	2-367
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-369
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-371
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-362
ÉTAT DES RECETTES	2-373

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
5 695 623	Administration du ministère	6 066 128	5 821 322
176 835 229	Tourisme	190 865 200	190 459 119
246 647 842	Culture	253 303 600	253 116 505
120 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	120 001 000	120 000 000
5 240 306	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	10 621 500	10 481 597
554 419 000 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	580 857 428 =====	579 878 543 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
71 510 952	Immobilsations touristiques et culturelles	122 659 000	121 427 562
0	Culture	2 000	0
71 510 952 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	122 667 000 =====	121 427 562 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Tourisme	1 000	0
0	Culture	1 000	0
0 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 000 =====	0 =====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	6 936 200	(998 100)	5 938 100	Administration du ministère 5 728 594
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 43 427
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 5 821 322
	7 064 228	(998 100)	6 066 128	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	4 000		4 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000		2 000	Administration du ministère 0
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>		
Traitements et salaires.....		4 274 078
Avantages sociaux.....		513 696
Transports et communications.....		119 272
Services		696 336
Fournitures et matériel		125 212

		5 728 594

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires.....	2 027 349	
Avantages sociaux.....	224 464	
Transports et communications.....	73 690	
Services	263 327	
Fournitures et matériel	51 998	

		2 640 828

<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires.....	2 246 729	
Avantages sociaux.....	289 232	
Transports et communications.....	45 582	
Services	433 009	
Fournitures et matériel	73 214	

		3 087 766

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		43 427

		92 728

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		5 821 322
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3802
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU TOURISME

1	171 861 900	19 003 300	190 865 200	Tourisme.....	190 459 119
	<u>171 861 900</u>	<u>19 003 300</u>	<u>190 865 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	190 459 119
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	1 000		1 000	Tourisme.....	0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	0
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

2	1 000		1 000	Tourisme.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME	0
					=====

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario, ce qui soutient directement le plan gouvernemental Ontario ouvert sur le monde.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement touristique et offre des renseignements stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de huit attractions et organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DU TOURISME – CRÉDIT 3802

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Marketing touristique		
Tourisme (Poste 1)			Paielements de transfert		
			Société du Partenariat ontarien		
			de marketing touristique		
			47 927 600		47 927 600
Traitements et salaires.....	11 763 821				
Avantages sociaux.....	1 583 845				
Transports et communications	458 041				
Services	6 686 490				
Fournitures et matériel	1 041 722				
Paielements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques.....			19 927 605		
Subventions à l'appui du Programme					
de sollicitation et de soutien pour					
les événements et les festivals ...			19 576 420		
Subventions pour les					
régions touristiques			64 476 078		
Société du Partenariat ontarien					
de marketing touristique			47 927 600		
Commission des parcs					
du Saint-Laurent.....			7 271 400		
Société d'exploitation					
de la Place Ontario			10 930 097		
		170 109 200			
		191 616 119			
Moins: Recouvrements	1 157 000				
		190 459 119			
Politiques et développement du tourisme					
Traitements et salaires.....	5 407 129		Planification et activités touristiques		
Avantages sociaux.....	682 826		Traitements et salaires.....		
Transports et communications	228 829		6 356 692		
Services	2 285 097		Avantages sociaux		
Fournitures et matériel	129 169		901 019		
Paielements de transfert			Transports et communications		
Subventions à l'appui du			229 212		
développement des			Services		
investissements touristiques.....			4 401 393		
Subventions à l'appui du			Fournitures et matériel		
Programme de sollicitation			885 553		
et de soutien pour les			Paielements de transfert		
événements et les festivals.....			Commission des parcs		
19 576 420			du Saint-Laurent.....		
Subventions pour les			7 271 400		
régions touristiques			Société d'exploitation		
64 476 078			de la Place Ontario		
		112 713 153	10 930 097		
Moins : Recouvrements	1 157 000		30 975 366		
		111 556 153			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DU TOURISME		
			190 459 119		

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	115 279 000	7 380 000	122 659 000	Immobilisations touristiques et culturelles 121 427 562
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET CULTURELLES 121 427 562
	115 279 000	7 380 000	122 659 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle.

Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentielles et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs.

Le ministère gère également les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure dans le cadre du programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - une initiative provinciale consacrée à l'infrastructure dotée d'un budget de 300 millions de dollars - ainsi que les investissements ponctuels sur un exercice dans les immobilisations.

Le ministère gère également et exécute le programme d'Infrastructures de loisirs Canada (ILC) en Ontario - un programme fédéral-provincial doté d'un budget de 390 millions de dollars qui vise à stimuler l'économie de manière ciblée et opportune par des investissements dans l'infrastructure récréative existante.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		5 962 025
Fournitures et matériel		808 265
Paiements de transfert		
Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme – contribution au Programme d'infrastructures		
Canada-Ontario	75 665	
Réparations et rénovations des organismes touristiques	11 996 000	
Réparations et rénovations des organismes culturels	15 000 000	
Subventions pour le tourisme.....	39 097 778	
Subventions pour le tourisme – contribution fédérale	647 778	
Subventions pour la culture	46 952 826	
Subventions pour la culture – contribution fédérale	887 225	
	-----	114 657 272

		121 427 562

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		121 427 562
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3805
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE LA CULTURE

1	250 924 400	2 379 200	253 303 600	Culture	253 116 505
	<u>250 924 400</u>	<u>2 379 200</u>	<u>252 303 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE.....	253 116 505
					=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

3	1 000		1 000	Programme de la culture	0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE.....	0
					=====

ACTIF D'IMMOBILISATIONS

2	1 000		1 000	Programme de la culture	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE LA CULTURE.....	0
					=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires.....		8 603 412
Avantages sociaux.....		1 276 654
Transports et communications.....		219 054
Services		2 648 014
Fournitures et matériel		105 040
Paielements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	24 667 418	
Soutien au secteur du patrimoine	7 811 270	
Soutien au secteur		
des bibliothèques.....	24 895 206	
Soutien aux organismes culturels	2 077 000	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	24 682 500	
Collection McMichael		
d'art canadien.....	3 140 800	
Conseil des arts de l'Ontario.....	59 937 400	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	25 750 300	
Fonds du patrimoine ontarien	4 105 400	
Centre des sciences de l'Ontario.....	19 383 100	
Jardins botaniques royaux.....	3 798 500	
Musée royal de l'Ontario	24 467 800	
Science Nord	6 806 300	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	2 694 600	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord.....	1 505 471	
Soutien aux		
communautés culturelles.....	2 254 766	
Soutien au secteur des		
industries culturelles	2 286 500	
	-----	240 264 331

		253 116 505

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 PROGRAMME DE LA CULTURE		253 116 505
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME DE LA FONDATION	
			TRILLIUM DE L'ONTARIO	
1	120 001 000		120 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario 120 000 000
	_____	_____	_____	_____
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			– PROGRAMME DE LA FONDATION	
			TRILLIUM DE L'ONTARIO	120 000 000
	120 001 000		120 001 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paielements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	120 000 000

	120 000 000

 TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO	120 000 000
	=====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3807				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO
1	4 841 100	5 780 400	10 621 500	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario.....
				10 481 597
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU SECRÉTARIAT
				AUX AFFAIRES DES PERSONNES
				ÂGÉES DE L'ONTARIO
	4 841 100	5 780 400	10 621 500	10 481 597
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE
PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
 CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
 Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 374 982
Avantages sociaux.....	312 475
Transports et communications.....	49 223
Services	592 081
Fournitures et matériel	45 082
Paielements de transfert	
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	7 107 754

	10 481 597

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU SECRÉTARIAT	
AUX AFFAIRES DES PERSONNES	
ÂGÉES DE L'ONTARIO	10 481 597
	=====

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE LA CULTURE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral.....	1 537 507	11 233 810
Initiative des endroits historiques	0	(12 168)
	-----	-----
	1 537 507	11 221 642
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	107	94
	-----	-----
	107	94
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Parcs historiques de la Huronia.....	626 844	600 674
Vieux Fort William.....	517 091	463 808
Jeux olympiques de 2010 à Vancouver.....	0	403 073
Autres	1 508	1 150
	-----	-----
	1 145 442	1 468 705
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS	968	0
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William.....	42 135	36 484
	-----	-----
	42 135	36 484
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 425 355	641 428
	-----	-----
	2 425 355	641 428
	-----	-----
DIVERS		
Autres revenus non déterminés	67	42
	-----	-----
	67	42
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	5 151 581	13 368 395
	=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-376
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-377
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-380
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-382
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-385
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	2-390
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-378, 2-379, 2-384, 2-388
ÉTAT DES RECETTES	2-392

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011		2011 – 2012	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
42 846 634	Administration du ministère	39 939 314	38 733 357
435 442 670	Politiques et planification	460 521 300	442 662 022
102 255 065	Sécurité des usagers de la route	98 358 700	96 961 629
391 295 641	Gestion des routes provinciales	387 216 800	383 740 461
70 690 855	Groupement du travail et des transports	71 525 100	70 665 314
1 042 530 865	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 057 561 214	1 032 762 783
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
2 867 622	Administration du ministère	4 259 700	4 034 431
1 362 435 217	Politiques et planification	2 034 940 600	2 001 649 018
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
566 190 376	Gestion des routes provinciales	607 953 200	590 484 367
1 931 493 215	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 647 154 500	2 596 167 816
=====		=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
8 994 540	Administration du ministère	7 836 000	7 634 088
3 888 075	Sécurité des usagers de la route	5 449 500	216 555
1 942 584 907	Gestion des routes provinciales	2 124 089 600	1 716 503 697
1 955 467 522	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 137 375 100	1 724 354 340
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 289 300	585 000	39 874 300	Soutien opérationnel 38 667 389
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>39 354 314</u>	<u>585 000</u>	<u>39 939 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 38 733 357
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000 000	300 000	1 300 000	Administration du ministère 1 087 079
L	2 959 700		2 959 700	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 2 947 352
	<u>3 959 700</u>	<u>300 000</u>	<u>4 259 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 4 034 431
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	7 436 000	400 000	7 836 000	Administration du ministère 7 634 088
	<u>7 436 000</u>	<u>400 000</u>	<u>7 836 000</u>	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 7 634 088
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère à atteindre ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : gestion et planification des ressources, contrôle financier, approvisionnement, service à la clientèle, planification de l'accessibilité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Soutien opérationnel (Poste 1)			Traitements et salaires.....	3 216 114	
Traitements et salaires.....	15 371 021		Avantages sociaux	402 695	
Avantages sociaux.....	1 876 430		Transports et communications.....	60 000	
Transports et communications	586 842		Services	879 988	
Services	28 728 008		Fournitures et matériel	18 613	
Fournitures et matériel	6 909 098			-----	4 577 410
	-----				-----
	53 471 399		<i>Ressources humaines</i>		
Moins : Recouvrements	14 804 010		Traitements et salaires.....	2 233 173	
	-----		Avantages sociaux	253 558	
	38 667 389		Transports et communications.....	35 457	
	-----		Services	20 009	
			Fournitures et matériel	24 096	
				-----	2 566 293
<i>Bureau principal</i>					-----
Traitements et salaires.....	1 288 593		<i>Services de vérification</i>		
Avantages sociaux.....	123 543		Services	1 455 574	
Transports et communications	44 955			-----	1 455 574
Services	42 743				-----
Fournitures et matériel	8 552				

	1 508 386				

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires.....	4 230 134		Transports et communications.....	30 070	
Avantages sociaux.....	496 533		Services	2 435 213	
Transports et communications	88 743		Fournitures et matériel	59 007	
Services	1 049 066			-----	2 524 290
Fournitures et matériel	36 951				-----

	5 901 427				

<i>Installations et services opérationnels</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires.....	4 403 007		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux.....	600 101		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications	327 617		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	22 845 415		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
Fournitures et matériel	6 761 879			-----	65 968
	-----				-----
	34 938 019				
Moins : Recouvrements	14 804 010		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
	-----	20 134 009	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	38 733 357	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 4)	
Services	1 004 229
Autres opérations	82 850

	1 087 079

Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 947 352

	2 947 352

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	4 034 431
	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Administration du ministère (Poste 3)	
Parc automobile et flotte de bateaux.....	6 534 088
Améliorations locatives.....	1 100 000

	7 634 088

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 634 088
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	30 022 400		30 022 400	Politiques et planification 25 429 449
2	436 297 900	(5 800 000)	430 497 900	Transports urbains et régionaux..... 417 232 573
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	466 321 300	(5 800 000)	460 521 300	– PROGRAMME DES
	=====	=====	=====	POLITIQUES ET PLANIFICATION..... 442 662 022
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	1 000		1 000	– PROGRAMME DES
	=====	=====	=====	POLITIQUES ET PLANIFICATION..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 034 940 600		2 034 940 600	Transports urbains et régionaux..... 2 001 649 018
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	2 034 940 600		2 034 940 600	– PROGRAMME DES
	=====	=====	=====	POLITIQUES ET PLANIFICATION..... 2 001 649 018
				=====

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification surveille les intérêts stratégiques à long terme de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir un réseau de transport multimodal efficient et durable dans toute la province.

En consultation avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports à long terme pour faire en sorte que tous les éléments du réseau (aérien, ferroviaire, routier, maritime et transports en commun) fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour les réseaux de transport multimodaux et contribue à l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne comptables devant le ministre des Transports, comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines essentiels d'intérêt commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Direction de la planification des transports</i>		
Politiques et planification (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	13 570 728		Traitements et salaires.....	4 659 841	
Avantages sociaux.....	1 723 471		Avantages sociaux	548 785	
Transports et communications	348 979		Transports et communications	163 234	
Services	9 597 136		Services	7 611 899	
Fournitures et matériel	189 135		Fournitures et matériel	66 395	
	-----			-----	13 050 154
	25 429 449				-----
	-----		Transports urbains et régionaux (Poste 2)		
<i>Direction des politiques de transport en commun</i>			Paiements de transfert		
Traitements et salaires.....	2 759 167		Affectation de la taxe		
Avantages sociaux.....	390 550		municipale sur l'essence	315 784 309	
Transports et communications	66 881		PRESTO – coûts		
Services	477 057		de fonctionnement.....	19 588 043	
Fournitures et matériel	40 823		Programme d'encouragement à		
	-----		l'achat de véhicules électriques	1 770 011	
	3 734 478		Subventions de fonctionnement		
	-----		de Metrolinx	80 090 210	
				-----	417 232 573

					417 232 573

<i>Direction des politiques du transport</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires.....	3 496 447		PROGRAMME DES POLITIQUES		
Avantages sociaux.....	411 875		ET PLANIFICATION.....		
Transports et communications	63 852			442 662 022	
Services	1 112 531			=====	
Fournitures et matériel	56 261		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	-----		Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
	5 140 966		Paiements de transfert		
	-----		Transports en commun.....	2 001 346 211	
<i>Direction des politiques stratégiques</i>			Infrastructure municipale relative à la navigation ..	302 807	
<i>et de l'économie des transports</i>				-----	2 001 649 018
Traitements et salaires.....	2 655 273				-----
Avantages sociaux.....	372 261		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications	55 012		PROGRAMME DES POLITIQUES		
Services	395 649		ET PLANIFICATION.....		
Fournitures et matériel	25 656			2 001 649 018	
	-----			=====	
	3 503 851				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2703
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
DES USAGERS DE LA ROUTE**

1	95 658 700	2 400 000	98 058 700	Sécurité des usagers de la route	96 661 629
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	300 000
	<u>95 658 700</u>	<u>2 400 000</u>	<u>98 058 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	95 958 700	2 400 000	98 358 700	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
	=====	=====	=====	DES USAGERS DE LA ROUTE	96 961 629
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	1 000		1 000	– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
	=====	=====	=====	DES USAGERS DE LA ROUTE	0
					=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
4	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	5 449 500		5 449 500	Sécurité des usagers de la route 216 555
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 216 555
	5 449 500		5 449 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à améliorer la sécurité routière et la circulation grâce au comportement des conducteurs et à la sécurité des véhicules.

L'Ontario est un chef de file comme l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord. Les programmes de sécurité routière du ministère des Transports collaborent activement à des projets (qu'ils dirigent dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes de sécurité applicables aux véhicules commerciaux, favoriser la sensibilisation du public en matière de sécurité routière. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE – CRÉDIT 2703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	62 787 025	Logiciels d'application de	
Avantages sociaux.....	9 801 825	gestion – traitements et salaires	6 815 430
Transports et communications	1 912 052	Logiciels d'application de	
Services	30 102 323	gestion – avantages sociaux.....	801 403
Fournitures et matériel	1 166 306	Logiciels d'application de	
Paiements de transfert		gestion – coûts relatifs aux immobilisations	19 688 034
Subventions pour la sécurité publique.....	199 168		27 304 867
	105 968 699	Moins : Recouvrements	27 088 312
Moins : Recouvrements	9 307 070		216 555
	96 661 629		
		TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
		PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
		DES USAGERS DE LA ROUTE	216 555
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	300 000		
	300 000		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ			
DES USAGERS DE LA ROUTE	96 961 629		
	=====		

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2704
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE GESTION DES
ROUTES PROVINCIALES**

1	385 815 800	1 400 000	387 215 800	Opérations et entretien.....	383 740 461
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	0
	<u>385 816 800</u>	<u>1 400 000</u>	<u>387 216 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	383 740 461
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	0
					=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	40 956 100	8 849 000	49 805 100	Génie des transports et construction 33 626 284
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours 0
L	558 147 100		558 147 100	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 556 858 083
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	599 104 200	8 849 000	607 953 200	DES ROUTES PROVINCIALES..... 590 484 367
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
3	2 124 489 600	(400 000)	2 124 089 600	Infrastructure de transport – actifs 1 716 503 697
				TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 124 489 600	(400 000)	2 124 089 600	DES ROUTES PROVINCIALES..... 1 716 503 697
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise la planification, la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les investissements dans l'infrastructure routière.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Il réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour l'ensemble des routes et des ouvrages d'art de la province. Le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ouvrages d'art.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Opérations et entretien (Poste 1)				Génie des transports et construction (Poste 2)			
Traitements et salaires.....			79 932 738	Traitements et salaires.....			1 471 925
Avantages sociaux.....			14 728 882	Avantages sociaux.....			164 268
Transports et communications.....			4 482 580	Transports et communications.....			475 542
Services.....			283 498 022	Services.....			15 507 077
Fournitures et matériel.....			36 795 135	Fournitures et matériel.....			3 119 343
Paiements de transfert				Paiements de transfert			
Paiements tenant lieu				Liaisons interprovinciales			
d'impôt aux municipalités.....	4 192 471			de transport – rivière			
Traversiers municipaux.....	3 310 851			des Outaouais.....	606 097		
Impôts sur les propriétés				Fonds de transition.....	5 525 415		
provinciales louées.....	1 483 199			Premières nations.....	2 997 904		
			8 986 521	Évaluation environnementale			
				relative à la route 17			
			428 423 878	de Prescott-Russel.....	2 500 000		
Moins : Recouvrements.....			44 683 417	Élargissement et réfection			
			383 740 461	de Walker Road.....	1 258 713		
							12 888 129
							33 626 284
<i>Exploitation et entretien des routes</i>				<i>Paiements de transfert et autres</i>			
				<i>dépenses pour les routes</i>			
Traitements et salaires.....	76 958 152			Paiements de transfert			
Avantages sociaux.....	14 350 549			Liaisons interprovinciales			
Transports et communications.....	3 898 052			de transport – rivière			
Services.....	282 349 321			des Outaouais.....	606 097		
Fournitures et matériel.....	35 201 975			Fonds de transition.....	5 525 415		
Paiements de transfert				Premières nations.....	2 997 904		
Paiements tenant lieu				Évaluation environnementale			
d'impôt aux				relative à la route 17			
municipalités.....	4 192 471			de Prescott-Russel...	2 500 000		
Traversiers municipaux...	3 310 851			Élargissement et réfection			
Impôts sur les propriétés				de Walker Road.....	1 258 713		
provinciales louées.....	1 483 199						12 888 129
			8 986 521				33 626 284
			421 744 570				
Moins : Recouvrements.....			44 502 645				
			377 241 925				
<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>							
Traitements et salaires.....	2 974 586						
Avantages sociaux.....	378 333						
Transports et communications.....	584 528						
Services.....	1 148 701						
Fournitures et matériel.....	1 593 160						
			6 679 308				
Moins : Recouvrements.....			180 772				
			6 498 536				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –							
PROGRAMME DE GESTION							
DES ROUTES PROVINCIALES			383 740 461				
			=====				

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

[illegible]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$	\$
<i>Infrastructure de transport – actifs</i>			
Parc automobile et			
flotte de bateaux ...	1 584 377		
Infrastructure des			
transports – coûts			
relatifs aux			
immobilisations..	2 144 242 296		
Logiciels d'application			
de gestion – coûts			
relatifs aux			
immobilisations..	5 479 886		
	-----	2 151 306 559	
Moins : Recouvrements	636 188 269		
	-----	1 515 118 290	

<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>			
Infrastructure des transports – coûts			
relatifs aux immobilisations.....	201 385 407		
	-----	201 385 407	

TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –			
 PROGRAMME DE GESTION			
 DES ROUTES PROVINCIALES		1 716 503 697	
		=====	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
1	69 526 800	1 899 800	71 426 600	Services d'information et de technologie de l'information 70 639 181
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères 26 133
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	69 625 300	1 899 800	71 525 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS 70 665 314
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de la technologie de l'information.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en soutenant la gestion efficace des ressources en information et technologie de l'information (ITI). De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à les optimiser et il aide les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public. En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement aide à améliorer la prestation des programmes, à générer de nouveaux débouchés et à améliorer le service à la clientèle.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	26 209 595
Avantages sociaux.....	3 651 687
Transports et communications	2 543 522
Services	37 806 903
Fournitures et matériel	427 474

	70 639 181

Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	2 230 017
Avantages sociaux.....	365 816
Transports et communications	56 638
Services	3 538 090
Fournitures et matériel	10 603

	6 201 164
Moins : Recouvrements	6 175 031

	26 133

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS.....	70 665 314
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière	11 978 400	30 536 786
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 145	6 717 065
Fonds Chantiers Canada	5 053 285	2 338 254
Code nationale de sécurité	3 444 846	0
Fonds de stimulation de l'infrastructure	2 420 680	0
Validations des véhicules de défense	1 836 321	1 296 178
Partenariat du millénaire *	(673 080)	(549 000)
Autres	2 646 290	2 741 954
	<u>33 426 887</u>	<u>43 081 237</u>
REBOURSEMENTS DE DÉPENSES	28 011	913
	<u> </u>	<u> </u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 074 728 133	1 080 399 896
Frais pour chèques refusés	182 899	228 306
Autres	6 426 804	4 083 765
	<u>1 081 337 836</u>	<u>1 084 711 967</u>
	<u> </u>	<u> </u>
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	3 359 698	3 675 305
	<u> </u>	<u> </u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Fonctionnement	6 688 569	9 134 803
Ventes et locations – Immobilisations	1 432 027	7 494 383
	<u>8 120 596</u>	<u>16 629 186</u>
	<u> </u>	<u> </u>
REDEVANCES	170	439
	<u> </u>	<u> </u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrements des cotisations de tierce partie	5 464 005	5 387 490
Recouvrements de dépenses des années précédentes	25 889 919	17 697 978
	<u>31 353 924</u>	<u>23 085 468</u>
	<u> </u>	<u> </u>
DIVERS		
Pénalités – intérêt	39 893	299 317
Autres	146 179	186 177
	<u>186 072</u>	<u>485 494</u>
	<u> </u>	<u> </u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 157 813 194	1 171 670 009
	<u> </u>	<u> </u>

* Revenu accumulé provenant du Partenariat du millénaire plus élevé qu'il aurait dû l'être pour l'exercice précédent.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2011 – 2012

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE.....	2-394
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	2-395
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-397
RELATIONS DE TRAVAIL	2-399
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-401
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI.....	2-403
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-396, 2-402
ÉTAT DES RECETTES	2-405

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

2010 – 2011 Dépenses réelles	PROGRAMMES	2011 – 2012	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
22 190 492	Administration du ministère	22 679 114	22 226 331
3 582 623	Commission de l'équité salariale	3 751 100	3 691 395
21 923 065	Relations de travail	23 688 800	22 831 903
85 166 702	Santé et sécurité au travail	86 353 600	84 360 113
39 031 685	Droits et responsabilités en matière d'emploi	38 111 600	36 381 268
171 894 567 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	174 584 214 =====	169 491 010 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
34 752	Santé et sécurité au travail	448 500	361 905
34 752 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	450 500 =====	361 905 =====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	1 000	0
2 217 178	Santé et sécurité au travail	4 611 400	4 409 152
2 217 178 =====	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 612 400 =====	4 409 152 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				PROGRAMME D'ADMINISTRATION
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DU MINISTÈRE
1	22 681 100	(89 200)	22 591 900	Administration du ministère 22 139 225
L	47 841	1 500	49 341	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173	7 100	23 273	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 23 241
L	1 000	13 600	14 600	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 14 564
	22 746 114	(67 000)	22 679 114	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 22 226 331
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)					
Traitements et salaires.....	8 521 293		Transports et communications	335 669	
Avantages sociaux.....	1 042 669		Services	7 087 752	
Transports et communications	585 155		Fournitures et matériel	82 113	
Services	11 841 905			-----	7 505 534
Fournitures et matériel	148 203				-----
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	22 139 225				

<i>Bureau principal</i>			Services	252 100	
Traitements et salaires.....	2 932 044			-----	252 100
Avantages sociaux.....	341 642		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications	82 749				
Services	1 662 171		Services	1 866 524	
Fournitures et matériel	23 810			-----	1 866 524
	-----	5 042 416			

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires.....	1 633 529				
Avantages sociaux.....	195 043		Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications	29 028		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Services	514 909		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel	14 127		vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		23 241
	-----	2 386 636	Autre opérations		
		-----	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
<i>Direction de l'efficacité organisationnelle</i>			<i>l'administration financière</i>		14 564
Traitements et salaires.....	928 040			-----	
Avantages sociaux.....	100 112				87 106
Transports et communications	18 600			-----	
Services	175 848		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Fournitures et matériel	9 143		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
	-----	1 231 743			22 226 331
		-----			=====
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires.....	3 027 680				
Avantages sociaux.....	405 872				
Transports et communications	119 109				
Services	282 601				
Fournitures et matériel	19 010				
	-----	3 854 272			

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 550 500	(340 000)	3 210 500	Bureau de l'équité salariale..... 3 163 474
2	775 600	(235 000)	540 600	Tribunal de l'équité salariale 527 921
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 3 691 395
	4 326 100	(575 000)	3 751 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale de l'Ontario*, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Par ailleurs, le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	2 391 293
Avantages sociaux.....	251 761
Transports et communications.....	61 429
Services	444 265
Fournitures et matériel	14 726

	3 163 474

Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	421 870
Avantages sociaux.....	37 854
Transports et communications	5 711
Services	62 486

	527 921

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA COMMISSION	
DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 691 395
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
1603				PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	12 896 600	562 000	13 458 600	Commission des relations de travail de l'Ontario	13 184 414
2	1 476 800		1 476 800	Commission de règlement des griefs	1 244 064
3	8 563 400	190 000	8 753 400	Services de règlement des différends.....	8 403 425
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
				RELATIONS DE TRAVAIL.....	
	22 936 800	752 000	23 688 800		22 831 903
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, en nommant des arbitres et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires.....	8 346 173
Avantages sociaux.....	995 308
Transports et communications	397 623
Services	3 373 041
Fournitures et matériel	72 269

	13 184 414

Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires.....	413 639
Avantages sociaux.....	54 227
Transports et communications	140 045
Services	1 657 285
Fournitures et matériel	15 929

	2 281 125
Moins : Recouvrements	1 037 061

	1 244 064

Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires.....	5 624 938
Avantages sociaux.....	667 375
Transports et communications	573 063
Services	1 711 078
Fournitures et matériel	53 538

	8 629 992
Moins : Recouvrements	226 567

	8 403 425

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	22 831 903
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	86 350 600		86 350 600	Santé et sécurité au travail 84 359 813
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail..... 100
2	1 000		1 000	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs 100
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs..... 100
	86 353 600		86 353 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 84 360 113
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail 0
L	447 500		447 500	Amortissement – Loi sur l'administration financière... 361 905
	448 500		448 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 361 905
	=====	=====	=====	=====
ACTIF D'IMMOBILISATIONS				
5	4 611 400		4 611 400	Santé et sécurité au travail 4 409 152
	4 611 400		4 611 400	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4 409 152
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies liées au lieu de travail.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, et il les représente devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

Le Bureau des conseillers des employeurs offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)	
Santé et sécurité au travail (Poste 1)		Traitements et salaires.....	2 333 489
Traitements et salaires.....	58 594 032	Avantages sociaux	613 949
Avantages sociaux.....	8 011 990	Transports et communications	114 210
Transports et communications	3 245 295	Services	274 707
Services	12 363 158	Fournitures et matériel	52 188
Fournitures et matériel	1 855 338		-----
Paiements de transfert			3 388 543
Subventions à l'Institut de		Moins : Recouvrements	3 388 443
radioprotection du Canada	40 000		-----
Subventions pour la promotion de			100
l'amélioration des pratiques			-----
de santé et sécurité	250 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
	-----	PROGRAMME DE SANTÉ	
	290 000	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	84 360 113
	-----		=====
	84 359 813		

		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration du Programme de consultation			
portant sur la sécurité professionnelle et			
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)		Crédits législatifs	
		Autres opérations	
Traitements et salaires.....	505 200	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière..</i>	367 151
Avantages sociaux.....	75 900	Moins : Recouvrements	5 246
Transports et communications	8 200		-----
Services	5 600		361 905
Fournitures et matériel	10 400		-----

	605 300	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	605 200	PROGRAMME DE SANTÉ	
	-----	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	361 905
	100		=====

		ACTIF D'IMMOBILISATIONS	
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			
		Santé et sécurité au travail (Poste 5)	
Traitements et salaires.....	7 256 793	Parc automobile et flotte de bateaux.....	4 409 152
Avantages sociaux.....	2 018 313		-----
Transports et communications	260 302		4 409 152
Services	1 396 687		-----
Fournitures et matériel	94 276		

	11 026 371	TOTAL (ACTIF D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	11 026 271	PROGRAMME DE SANTÉ	
	-----	ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	4 409 152
	100		=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	38 221 600	(110 000)	38 111 600	Normes d'emploi 36 381 268
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI..... 36 381 268
	38 221 600	(110 000)	38 111 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Normes d'emploi (Poste 1)		
Traitements et salaires.....	23 060 226	
Avantages sociaux.....	3 389 806	
Transports et communications.....	1 085 606	
Services	8 685 026	
Fournitures et matériel	206 707	

	36 427 371	
Moins : Recouvrements	46 103	

	36 381 268	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES DROITS		
ET RESPONSABILITÉS EN		
MATIÈRE D'EMPLOI.....	36 381 268	
	=====	

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	10 672	13 671
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	91 888 859	92 242 364
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO.....	1 087 074	1 097 523
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur	167 620	188 165
Programme de protection des salaires des employés	157	6 591
	-----	-----
	93 143 710	93 534 643
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	399 128	436 370
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i>	5 814	11 207
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.</i>	4 660	3 685
Programme de perfectionnement des arbitres	105	509
	-----	-----
	409 707	451 771
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	414 954	393 889
Amendes et pénalités – Amendes administratives	332 991	337 675
Pénalité monétaire	20 544	19 914
	-----	-----
	768 489	751 478
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Abonnements	23 372	28 049
Publications, imprimés, photocopies etc.	71 978	26 158
Véhicules	3 212	0
	-----	-----
	98 562	54 207
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 802	125
	-----	-----
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	528 387	470 625
Amortissement des apports en capital reportés – CSPAAT	354 750	34 752
Intérêts bancaires	0	2 775
Autres	9 826	163 025
	-----	-----
	892 963	671 177
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	95 325 905	95 477 072
	=====	=====

Section 3

Annexes – Dette

TITRES ÉMIS

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-38 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP800	4,51	4 avril 2041	266 427 000
CPP801	4,56	11 avril 2041	3 200 000
CPP802	4,52	2 mai 2041	249 283 000
CPP803	4,53	9 mai 2041	30 000 000
CPP804	4,49	10 mai 2041	4 821 000
CPP805	4,35	3 juin 2041	186 111 000
CPP806	4,36	3 juin 2039	92 700 000
CPP807	4,35	6 juin 2035	32 000 000
CPP808	4,35	10 juin 2041	4 476 000
CPP809	4,23	4 juillet 2041	192 728 000
CPP810	4,35	11 juillet 2041	17 133 000

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT - OFFICE D'INVESTISSEMENT
DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

1 078 879 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

Escompte amorti sur les obligations à coupon zéro pour l'exercice terminé le 31 mars 2012. 34 415 865

OIIC139	2,501	juillet 26 2016	4 400 082
OIIC140	2,144	août 25 2016	1 868 018
OIIC141	1,917	septembre 26 2016	3 109 264
OIIC142	2,057	octobre 25 2016	3 833 322

13 210 686

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS
HORS DES MARCHÉS PUBLICS

1 126 505 551

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN209	TCAB 3 M + 0,125	12 avril 2016	1 090 000 000
DMTN210	TCAB 3 M + 0,18	27 juin 2016.....	1 000 000 000
DMTN211	TCAB 3 M + 0,15	14 septembre 2016	1 050 000 000
DMTN213	1,90	8 septembre 2017	3 250 000 000
DMTN195	4,40	2 juin 2019.....	1 000 000 000
DMTN207	4,00	2 juin 2021.....	7 415 000 000
DMTN212	3,15	2 juin 2022.....	4 500 000 000
DMTN204	4,65	2 juin 2041.....	5 368 000 000
DMTN214	3,50	2 juin 2043.....	2 100 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2014 - 21 juin 2021	567 638 800
AUGMENTATION DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS SUR LES MARCHÉS PUBLICS			27 340 638 800
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			28 467 144 351
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
AUD2	6,25	29 septembre 2020	225 000 000
			225 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,03856 \$			233 676 360
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES			
EMTN106	3,25	11 juin 2015.....	250 000 000
EMTN108	3,375	20 janvier 2016.....	250 000 000
			500 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17932 \$			89 658 810

TITRES ÉMIS – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

G54	2,30	10 mai 2016.....	3 000 000 000
G56	1,60	21 septembre 2016	2 000 000 000
G55	3,00	16 juillet 2018	1 000 000 000

			6 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 0,97412 \$			5 844 707 500

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

USMTN1	TIOL 3 M		
	+ 0,15	1 ^{er} avril 2015	350 000 000
Effets de commerce américains	Divers	29 avril 2011 - 28 septembre 2012	1 386 500 000

			1 736 500 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,04156 \$			1 808 662 290

TITRES ÉMIS – Fin

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			7 976 704 960
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			233 201 136
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) - Obligations à rendement réel			49 788 000
VALEUR DES TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE.....			36 726 838 447
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux.....			(117 419 575)
TITRES ÉMIS AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			36 609 418 872
Titres émis aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			338 473 554
TOTAL - TITRES ÉMIS.....			36 947 892 426

REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP	9,81 - 10,04	4 avril 2011 – 4 juillet 2011	987 249 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement :			
CMHC	5,375 - 15,75	1 ^{er} avril 2011 – 1 ^{er} mars 2012.....	13 061 835
Caisse de retraite des fonctionnaires :			
PSPF	10,38 - 11,55	15 avril 2011 – 16 mars 2012.....	355 354 456
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :			
OPSEU	10,38 - 11,55	15 avril 2011 – 16 mars 2012.....	168 812 774
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :			
TI	10,68 - 11,24	1 ^{er} juin 2011 – 2 août 2011.....	580 000 000
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
OIIC	Zéro	21 avril 2011 – 23 mars 2012.....	100 431 184
Société ontarienne d'hypothèques et de logement :			
OHC	9,655	9 mai 2011 – 6 juin 2011.....	33 382 267
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			2 238 291 516

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

JJ	9,875	10 juin 2011.....	21 000 000
MK	5,65	21 juin 2011.....	67 800 000
DMTN46	Zéro	7 juillet 2011	211 166
JA	9,4688	11 juillet 2011	618 120
DMTN191	TCAB 3 M + 0,60	15 juillet 2011	415 000 000
DMTN188	TCAB 3 M + 0,75	10 novembre 2011	555 000 000
DMTN189	TCAB 3 M + 0,75	10 novembre 2011	415 000 000
DMTN165	4,40	2 décembre 2011	3 000 000 000
DMTN8	6,10	2 décembre 2011	1 000 000 000
DMTN192	TCAB 3 M + 0,95	13 mars 2012	42 570 000
Bons du Trésor	Divers	5 mai 2010 - 28 mars 2012.....	2 158 706 000

			7 675 905 286

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	49 600
1996	Divers	21 juin 2001.....	72 900
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	132 600
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	114 900
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	131 200
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	261 400
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	885 600
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	821 700
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	1 891 500
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	9 646 900
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2011	5 707 200
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2011	132 273 700
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2012	22 581 500
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2013	88 737 800
2009	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2014	24 548 200
2010	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2020	57 098 500
2011	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2021	125 419 800

			470 375 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Suite

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

EMTN64	4,75	27 juillet 2011	250 000 000
EMTN50	5,25	30 novembre 2011	450 000 000
EMTN91	TCAB 3 M + 0,94	2 décembre 2011	25 000 000

			725 000 000

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN DOLLARS CANADIENS			11 109 571 802

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

EMTN83	TIOL 3 M - 0,10	25 juillet 2011	150 000 000
EMTN90	TIOL 3 M + 0,77	2 décembre 2011	100 000 000

			250 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,1420 \$.....			285 500 000

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

PR	3,375	20 mai 2011.....	1 000 000 000
PL	5,00	18 octobre 2011.....	1 000 000 000
PV	2,625	20 janvier 2012.....	2 000 000 000

			4 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS			
AU TAUX DE CHANGE DE 1,06938 \$.....			4 277 538 202

REMBOURSEMENT DE LA DETTE – Fin**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012**

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
EN DEVISES ÉTRANGÈRES			4 563 038 202

Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires			19 313 401

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE			
AUX FINS DE LA PROVINCE			15 691 923 405
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			6 175 374

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS			
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS			15 698 098 779
Remboursement de la dette contractée aux fins de la Société financière			
de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			547 106 742

TOTAL - REMBOURSEMENT DE LA DETTE			16 245 205 521
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2012

	2012 \$	2011 \$
Dette contractée aux fins de la province :		
Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ...	625 000 000	1 205 000 000
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	9 927 605 000	9 835 975 000
Caisse de retraite des fonctionnaires.....	1 047 855 640	1 403 210 096
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique.	497 788 657	666 601 431
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	976 945 008	1 029 749 641
Société ontarienne d'hypothèques et de logement	6 561 000	39 943 267
Société canadienne d'hypothèques et de logement	109 380 665	122 442 500
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	13 191 135 970	14 302 921 935
	-----	-----
Investisseurs publics	195 751 501 605	173 023 926 393
Obligations d'épargne de l'Ontario.....	2 599 906 100	2 502 642 300
Bons du Trésor.....	11 449 373 000	13 608 079 000
Effets de commerce américains	4 701 331 650	3 241 874 860
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	214 502 112 355	192 376 522 553
	-----	-----
Dette du trust des conseils scolaires.....	759 415 008	778 728 409
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE	228 452 663 333	207 458 172 897
Redressement net de consolidation et autres redressements	1 860 827 629	1 984 422 578
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	230 313 490 962	209 442 595 475
	=====	=====
Dette contractée aux fins de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics	17 618 233 478	17 852 285 874
Bons du Trésor.....	1 181 257 000	1 169 324 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SFIEO ...	19 029 956 478	19 252 075 874
Dette directe de la SFIEO	7 934 474 000	7 934 474 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO.....	26 964 430 478	27 186 549 874
	=====	=====
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	257 277 921 440	236 629 145 349
	=====	=====
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Génération Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.	3 759 000 000	3 759 000 000
	-----	-----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000
	-----	-----

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Génération Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est administrée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

À l'origine, la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) avait emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes à but non lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SOHL, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en couronnes norvégiennes et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2012**

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 244 jours.

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2012, l'avance de 751 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 759 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».)

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès d'autres organismes gouvernementaux et l'élimination de la dette contractée par la province pour ces organismes et les bons du Trésor et obligations de l'Ontario qu'ils détiennent.

Dette contractée aux fins de la SFIEO : Au 31 mars 2012, la province avait emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 230 millions de dollars au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor d'une valeur totale de 18,8 milliards de dollars. Le produit de tous ces emprunts a été avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assorties de conditions semblables.

Dette contractée aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Génération Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE AU FINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :

Exercice se terminant le 31 mars

2013	1989 – 1991	TI	11,06 - 11,31	625 000 000	

				625 000 000	

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice se terminant le 31 mars

2013	1993	CPP	9,17 - 9,45	700 137 000	
2014	2005	CPP	4,17	44 887 000	
2016	2008	CPP	4,68	42 300 000	
2017	2008	CPP	4,08 - 4,88	91 896 000	
2019	1999	CPP	5,81 - 5,84	45 270 000	
2020	1999	CPP	5,50 - 6,91	869 889 000	
2021	2001	CPP	6,33 - 6,67	609 834 000	
2022	2002	CPP	6,22 - 6,47	330 994 000	
2024	2004	CPP	5,26 - 5,97	688 007 000	
2025	2005	CPP	5,15 - 5,79	1 133 182 000	
2026	2006	CPP	4,67 - 5,19	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75	52 000 000	
2036	2006-2012	CPP	4,35 - 4,73	681 066 000	
2037	2007	CPP	4,50 - 4,76	351 269 000	
2038	2008	CPP	4,63 - 4,68	241 756 000	
2039	2009	CPP	4,70 - 5,48	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 - 5,03	1 179 395 000	
2041	2011	CPP	4,20 - 4,86	799 613 000	
2042	2012	CPP	4,23 - 4,56	954 179 000	

				9 927 605 000	(2)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	1997	OPB	10,38	187 239 902	
2014	1997	OPB	11,10	409 677 031	
2015	1997	OPB	11,19	450 938 707	
				1 047 855 640	(3)
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	1997	OPPT	10,38	88 949 180	
2014	1997	OPPT	11,10	194 618 964	
2015	1997	OPPT	11,19	214 220 513	
				497 788 657	(3)
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2013	2008-2009	OIIC91-100			
		102-103	Zéro.....	248 139 591	
2014	2009	OIIC104-105			
		107-114 116-117	Zéro.....	270 245 557	
2015	2010	OIIC118-129	Zéro.....	273 768 875	
2016	2011	OIIC130-138	Zéro.....	230 062 447	
				1 022 216 470	
Moins : Escompte non amorti				58 482 148	
				963 734 322	
2017	2012	OIIC139	2,501	4 400 082	
2017	2012	OIIC140	2,144	1 868 018	
2017	2012	OIIC141	1,917	3 109 264	
2017	2012	OIIC142	2,057	3 833 322	
				13 210 686	
Total - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				976 945 008	(4)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

Société ontarienne d'hypothèques et de logement :

Exercice se terminant le 31 mars

2013	1995	OHC	9,655	6 561 000	

				6 561 000	(5)

Société canadienne d'hypothèques et de logement :

Exercice se terminant le 31 mars

2000-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	96 288	
2000-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	2 325 779	
2000-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	2 336 298	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	6 402 955	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	5 634 108	
2000-2018	1977-1978	CMHC	7,625 - 13,00	16 814 074	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,25	20 997 916	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 - 15,75	35 692 316	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 - 15,75	18 299 132	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	781 799	

				109 380 665	(6)

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS..... 13 191 135 970
=====

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

9 avril 2012	9 avril 2009	DMTN194	TCAB 3 M + 0,70.	75 000 000	(7)
16 avril 2012	22 avril 2010	DMTN202	1,90	151 000 000	
7 juillet 2012	8 mai 2002	DMTN46	Zéro.....	100 224	(8)
2 décembre 2012	2 décembre 2002	DMTN53	5,375	2 000 000 000	(9)
2 décembre 2012	10 septembre 2007	DMTN178	4,50	1 500 000 000	(7) (9)
2 avril 2013	2 avril 2009	DMTN193	TCAB 3 M + 0,99.	827 000 000	(7)
2 juin 2013	22 septembre 2003	DMTN69	4,75	3 566 000 000	(9)
8 septembre 2013	23 juillet 2004	DMTN116	Accélérateur.....	100 000 000	(10)
8 mars 2014	12 janvier 2004	DMTN93	5,00	5 100 000 000	(9)
8 septembre 2014	30 juin 2009	DMTN197	3,25	3 500 000 000	(9)
28 octobre 2014	3 novembre 2009	DMTN198	TCAB 3 M + 0,25.	1 965 000 000	(7)
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14.	115 000 000	(7) (9)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(7)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	(9)
12 mai 2015	12 mai 2010	DMTN203	TCAB 3 M + 0,18.	40 000 000	(7)
1 ^{er} septembre 2015	1 ^{er} septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(7)
8 septembre 2015	9 mars 2010	DMTN201	3,15	2 150 000 000	(9)
5 octobre 2015	5 octobre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23.	1 121 000 000	(7) (9)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	(9)
12 avril 2016	12 avril 2011	DMTN209	TCAB 3 M + 0,125	1 090 000 000	(7)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur.....	200 000 000	(11)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	TCAB 3 M + 0,62.	275 000 000	(7)
27 juin 2016	27 mai 2011	DMTN210	TCAB 3 M + 0,18.	1 000 000 000	(7)
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	(9)
14 septembre 2016	14 juillet 2011	DMTN211	TCAB 3 M + 0,15.	1 050 000 000	(7)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(12)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(7) (9)
8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	3 250 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	(9)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(7) (9)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(7)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	6 550 000 000	(7) (9)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	(9)
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	7 875 000 000	(9)
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(7)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	(9)
2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	4 500 000 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 décembre 2022	27 décembre 2007	DMTN181	4,50	75 000 000	(7)
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	(9)
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(13)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	(9)
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	(9)
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	Accélérateur	188 000 000	(14)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(15)
3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 - 10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(16)
”	”	JA	9,4688	8 012 707	(16)
”	”	JB	9,4688	8 482 324	(16)
”	”	JC	9,4688	4 764 354	(16)
”	”	JD	9,4688	3 171 134	(16)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(17)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel	2 414 058 241	(9) (18)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	(9)
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(19)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	(9)
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	232 200 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	
13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	(9)
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	2 100 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(20)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	

				136 887 034 064	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(34 516 614)	(18)

				136 852 517 450	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2012	21 juin 2005	Annuel	Variable	8 509 400	
21 juin 2012	21 juin 2005	Composé	Variable	10 942 300	
21 juin 2012	21 juin 2007	Annuel	Accélérateur.....	132 214 000	
21 juin 2012	21 juin 2007	Composé	Accélérateur.....	157 822 200	
21 juin 2012	21 juin 2009	Annuel	2,00	13 832 600	
21 juin 2012	21 juin 2009	Composé	2,00	13 035 100	
21 juin 2013	21 juin 2006	Annuel	Variable	29 650 700	
21 juin 2013	21 juin 2006	Composé	Variable	36 877 400	
21 juin 2013	21 juin 2008	Annuel	Accélérateur.....	22 484 600	
21 juin 2013	21 juin 2008	Composé	Accélérateur.....	24 837 600	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	2,50	35 693 000	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	2,50	40 298 100	
21 juin 2013	21 juin 2010	Annuel	Variable	25 128 600	
21 juin 2013	21 juin 2010	Composé	Variable	13 611 000	
21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	28 988 600	
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	32 472 700	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	3,00	30 995 100	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	3,00	29 523 500	
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	Accélérateur.....	448 122 500	
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	Accélérateur.....	258 842 700	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	2,15	26 079 000	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	2,15	23 026 800	
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	Variable	17 175 900	
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	Variable	7 825 700	
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	25 039 900	
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	25 362 300	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)					
21 juin 2015	21 juin 2010	Annuel	Accélérateur.....	344 265 100	
21 juin 2015	21 juin 2010	Composé	Accélérateur.....	196 076 900	
21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable	11 632 300	
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable	8 316 800	
21 juin 2016	21 juin 2011	Annuel	Accélérateur.....	215 795 000	
21 juin 2016	21 juin 2011	Composé	Accélérateur.....	113 644 200	
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 892 900	
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 818 200	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	42 659 600	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 912 200	
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 864 100	
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 381 600	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	12 080 400	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	13 346 300	

Séries en circulation				2 539 076 900	(21)
Séries arrivées à échéance				60 829 200	(22)

TOTAL - OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				2 599 906 100	

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				139 452 423 550	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS				1 106 700 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

17 avril 2013	17 avril 2003	EMTN56	5,50	275 000 000	(9)
21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3 M + 0,03.	250 000 000	(7)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				825 000 000	

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS

18 février 2013	18 février 1993	HJ	9,24	250 000 000	
TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS				250 000 000	

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	AUD2	6,25	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01231 \$				506 154 720	(23)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS

23 avril 2013	23 avril 2003	EMTN57	5,50	100 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				100 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$.....				88 595 320	(24)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				4 500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,39478 \$.....				6 276 520 967	(25)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

14 mai 2013	7 mai 2003	NZ	4,125	750 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	PT	4,25	750 000 000	
9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39.....	120 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				1 620 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,57164 \$.....				2 546 063 637	(26)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG					
26 juin 2013	12 juin 2003	EMTN61	4,10	500 000 000	
27 novembre 2013	28 novembre 2008	EMTN89	2,98	200 000 000	
11 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN92	3,50	230 000 000	
11 avril 2014	20 avril 2009	EMTN96	2,94	300 000 000	
7 juin 2015	7 juin 2010	EMTN103	HIBOR 3 M + 0,04	1 550 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG.....				2 780 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,14766 \$.....				410 505 942	(27)

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS					
28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	

TOTAL - PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				13 000 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,010441 \$.....				135 730 711	(28)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS					
24 juin 2013	24 juin 2003	EMTN59	0,50	5 000 000 000	
12 novembre 2013	12 novembre 2008	EMTN85	1,89	6 000 000 000	
12 décembre 2013	11 décembre 2008	EMTN87	1,805	3 000 000 000	
8 juin 2015	7 juin 2010	EMTN104	0,93	95 700 000 000	
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS				146 600 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,012036 \$.....				1 764 472 322	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS					
16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS.....				718 450 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$.....				643 050 875	(29)
PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES					
14 mai 2013	14 mai 2010	EMTN102	3,00	2 500 000 000	
11 juin 2015	11 juin 2010	EMTN106	3,25	1 350 000 000	
20 janvier 2016	23 décembre 2010	EMTN108	3,375	750 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES				4 600 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16834 \$.....				774 374 611	(30)
PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING					
21 novembre 2012	21 mai 2008	EMTN81	5,125	200 000 000	
10 décembre 2013	18 janvier 2011	EMTN109	2,00	375 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING				575 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,76975 \$.....				1 017 607 825	(31)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS

17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS.....				360 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$.....				67 708 404	(32)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000	
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000	
4 décembre 2014	4 décembre 2009	EMTN98	1,625	400 000 000	
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000	
1 ^{er} décembre 2015	1 ^{er} décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000	
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000	(9)
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000	
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000	
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000	
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000	
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000	

TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				2 400 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,07582 \$.....				2 581 974 981	(33)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	

TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 \$				488 450 000	(34)

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

1 ^{er} avril 2015	29 février 2012	USMTN1	TIOL 3 M + 0,15 ..	350 000 000	

TOTAL - PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				350 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,99773 \$				349 205 500	(35)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3 M + 0,45 ..	1 525 000 000	(9)
1 ^{er} juin 2012	24 mai 2007	PN	4,95	900 000 000	
17 juillet 2012	17 juillet 2002	NQ	5,125	707 600 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G45	1,875	3 000 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3 M + 0,15 ..	500 000 000	(9)
15 février 2013	7 février 2003	NU	4,375	500 000 000	
7 mai 2013	7 mai 2010	G49	TIOL 3 M + 0,16 ..	500 000 000	
15 juillet 2013	9 avril 2008	PQ	3,50	1 000 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	3 445 000 000	(9)
16 juin 2014	16 juin 2009	PX	4,10	4 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	(9)
5 février 2015	5 février 2010	G47	2,95	3 000 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2010	G50	2,70	2 500 000 000	
15 septembre 2015	15 septembre 2010	G51	1,875	1 250 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
10 mai 2016	10 mai 2011	G54	2,30	3 000 000 000	
21 septembre 2016	21 septembre 2011	G56	1,60	2 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				37 318 600 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,04892 \$				39 144 280 458	(36)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
TOTAL - OBLIGATIONS				198 428 819 823	
BONS DU TRÉSOR.....				11 449 373 000	
EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				4 672 500 000	(37)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
 AU TAUX DE CHANGE DE 1,00617 \$.....				4 701 331 650	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				(77 412 118)	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				214 502 112 355	
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS					
 ET SUR LES MARCHÉS PUBLICS.....				227 693 248 325	
AUTRE DETTE					
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES :					
Exercice se terminant le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Moins : Fonds d'amortissement				(131 584 992)	
				759 415 008	(38)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE				228 452 663 333	
DETTE CONTRACTÉE PAR :					
Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier.....				1 854 170 651	
Commission de transport Ontario Northland.....				19 881 929	
Commission des parcs du Niagara.....				28 560 807	
ORNGE				298 779 762	
Société ontarienne d'hypothèques et de logement.....				525 281 712	
Autres redressements de consolidation				(865 847 232)	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION					
 ET AUTRES REDRESSEMENTS				1 860 827 629	(39)
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE					
 APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET					
 AUTRES REDRESSEMENTS.....				230 313 490 962	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

**DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ
DE L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 - 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	

TOTAL - DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS				230 466 000	(2)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

2 décembre 2012	12 mai 2003	DMTN53	5,375	500 000 000	
2 décembre 2012	20 décembre 2007	DMTN178	4,50	300 000 000	
2 juin 2013	28 mai 2003	DMTN69	4,75	2 164 000 000	
8 mars 2014	28 janvier 2004	DMTN93	5,00	1 200 000 000	
8 septembre 2014	9 octobre 2009	DMTN197	3,25	150 000 000	
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	TCAB 3 M + 0,14.	135 000 000	(40)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 septembre 2015	10 décembre 2010	DMTN201	3,15	100 000 000	
5 octobre 2015	26 novembre 2010	DMTN205	TCAB 3 M + 0,23.	50 000 000	(40)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN 173	4,30	2 300 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	550 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	475 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2027	4 février 2000	HC-KJA	7,60	100 500 000	
25 août 2028	6 avril 1999	HC-LQA	6,25	78 600 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	788 172 000	(18)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
TOTAL - PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				13 880 272 000	(9)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

17 avril 2013	3 juin 2003	EMTN56	5,50	150 000 000	(9)
8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	TCAB 3 M + 0,07.	500 000 000	(40)
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				850 000 000	

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$.....				262 525 500	(41)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
--------------------	--------------------	-------	------------------------	---------------	-----------

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS

13 juillet 2012	13 juillet 2005	EMTN70	5,50	125 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS				125 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,94398 \$				117 996 875	(42)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	105 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$				179 340 000	(43)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG

29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS					
AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 \$				82 572 774	(44)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES					
8 juillet 2013	8 juillet 2003	EMTN60	2,50	300 000 000	
27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	(9)
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				625 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,20802 \$				755 010 278	(45)
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS					
18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$				73 650 000	(46)
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS					
22 mai 2012	22 mai 2009	PW	TIOL 3 M + 0,45 ..	225 000 000	
19 novembre 2012	19 novembre 2009	G46	TIOL 3 M + 0,15 ..	500 000 000	
27 janvier 2014	27 janvier 2011	G53	1,375	55 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
TOTAL - PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS.....				1 280 000 000	(9)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,07258 \$				1 372 897 500	(47)

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt %	Encours \$	Référence
TOTAL – OBLIGATIONS.....					17 574 264 927 -----
BONS DU TRÉSOR.....					1 181 257 000
GAINS SUR CHANGE NON AMORTIS.....					43 968 551 -----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS					18 799 490 478 -----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE AUX FINS DE LA SFIEO					19 029 956 478 -----
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO.....					7 934 474 000 -----
TOTAL - DETTE DE LA SFIEO					26 964 430 478 -----
TOTAL - DETTE CONSOLIDÉE.....					257 277 921 440 =====
 DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....					5 126 000 000
HYDRO ONE INC.....					3 759 000 000 -----
TOTAL - DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT					8 885 000 000 -----

* La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Génération Inc. et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf dans les cas indiqués ci-dessous. La dette est remboursable à un taux fixe ou variable selon un indice préétabli. Habituellement, le taux est rajusté tous les trois mois (3M). Les indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; HIBOR - taux interbancaire offert à Hong Kong; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres. La dette en devises étrangères a été convertie en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elle était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au 31 mars 2012, 96,4 % de la dette en devises étrangères étaient couverts. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2012 étaient les suivants : dollar australien 1,0334 \$; euro 1,3297 \$; dollar de Hong Kong 0,1285 \$; yen japonais 0,012036 \$; dollar néo-zélandais 0,8169 \$; couronne norvégienne 0,1751 \$; rand sud-africain 0,1303 \$; franc suisse 1,1046 \$; dollar américain 0,9973 \$; livre sterling 1,5953 \$.
2. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les valeurs non négociables de la province of Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux reflétant ceux des marchés financiers au moment du renouvellement. Ces débetures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débetures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances en vertu de l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
3. OPB & OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débetures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO). Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débetures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
4. OIIC : Le montant total de l'encours s'élève à 977 millions de dollars, dont 964 millions de dollars d'obligations à coupon zéro et 13 millions de dollars d'obligations à taux fixe composé.
5. OMHC (SOHL) : Les débetures émises par la Société ontarienne d'hypothèques et de logement (SOHL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais elles sont rachetables, en totalité ou en partie, au gré de la SOHL sur préavis écrit de six mois.
6. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débetures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
7. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN194 / 2,04 %; DMTN178 / TCAB 3 M - 0,31 % (150 millions de dollars); DMTN193 / 2,44 %; DMTN198 / 3,02 %; DMTN199 / 2,75 %; MW / TCAB 3 M - 0,05 %; DMTN203 / 3,39 %; DMTN1 / TCAB 3 M - 0,02 %; DMTN205 / 2,61 %; DMTN209 / 2,83 %; DMTN196 / 3,73 %; DMTN210 / 2,77 %; DMTN211 / 2,31 %; DMTN173 / TCAB 3 M - 0,279 % (210 millions de dollars); DMTN195 / TCAB 3 M + 0,58 % (600 millions de dollars); DMTN79 / 4,84 % (125 millions de dollars); DMTN105 / 4,94 %; DMTN180 / 4,52 %; DMTN181 / 4,50 %; et EMTN73 / 4,34 %.
8. DMTN46 : Il s'agit d'une obligation à coupon zéro, à paiements variables, offrant un rendement de 4,53 %. Le principal et l'intérêt sont remboursables en un versement semestriel de principal et d'intérêt réunis. Au cours de l'exercice 2011-2012, le principal remboursé atteignait 0,2 million de dollars.
9. Ces séries ont été émises afin de financer la dette contractée aux fins de la province et de la SFIEO.
10. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et au taux de 5,85 % en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,08 %.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

11. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016, et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
12. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au pair le 14 décembre 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,76 %.
13. MH : Selon les modalités de ces débentures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.
14. DMTN110 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou échangeables au pair le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN61. Les porteurs ne se sont pas prévalus de cette option et 12 millions de dollars ont ainsi été échangés contre des obligations de la série DMTN61. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 5,85 %.
15. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,00 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,00 % par la suite.
16. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2011-2012, le principal remboursé était de 0,6 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal à rembourser sur ces obligations sera de 230 millions de dollars.
17. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,00 % jusqu'au 2 décembre 2014, et de 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 5,26 %.
18. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Depuis que la Banque du Canada a changé l'année de référence de l'IPC (de 1992 à 2002), le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission en principal s'élève à 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO, et 300 millions de dollars ont été convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
19. DMTN117 : L'obligation émise en 2004 était assortie d'une forte prime offrant un rendement de 5,74 %.
20. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
21. OEO : Les obligations à taux variable émises avant 2009 sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivants. Par contre, les obligations à taux variable émises à compter de 2009 ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Les obligations à taux accélérateur sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivants. Les obligations à taux fixe sont rachetables à l'échéance. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.

OEO – Taux fixe :

Avant 2009, la province émettait des Obligations d'épargne de l'Ontario à taux fixe pour un terme de trois ans. En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans; en 2010 et 2011, les termes étaient de trois, sept et dix ans.

OEO – Taux accélérateur :

Série 2007 : l'intérêt est payable au taux de 4,0 %, 4,2 %, 4,4 %, 4,6 % et 4,95 %;
 Série 2008 : l'intérêt est payable au taux de 2,6 %, 2,8 %, 3,0 %, 3,2 %, et 4,0 %;
 Série 2009 : l'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %;
 Série 2010 : l'intérêt est payable au taux de 1,0 %, 2,0 %, 3,0 %, 3,75 % et 4,25 %;
 Série 2011 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,5 % et 3,75 %, les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième années respectivement.

OEO – Taux variable uniquement :

Pour la dette contractée avant 2009, Le ministre des Finances rajuste le taux d'intérêt tous les six mois. Pour la dette contractée depuis 2009, le taux d'intérêt n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin. Les taux d'intérêt du 21 juin et du 21 décembre ont été rajustés à 1,25 % et 1,3 % respectivement.

ENCOURS DE LA DETTE – Suite

Au 31 mars 2012

22. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.
23. AUD2 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 3,82 %.
24. EMTN57 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 5,59 %.
25. EMTN - Obligations en euros : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,44 % sur 4 548 millions de dollars, et TCAB de trois mois plus 1,44 % sur 1 729 millions de dollars.
26. Obligations en euros payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 5,04 % sur 1 395 millions de dollars; et taux de 4,77 % sur 1 151 millions de dollars.
27. EMTN - Obligations en dollars de Hong Kong : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 3,78 %.
28. YL015/16 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,34 % sur 76 millions de dollars.
29. PG : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
30. EMTN - Obligations en couronnes norvégiennes : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 2,90 %.
31. EMTN81/109 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,42 % sur 552 millions de dollars; et TCAB de 3 mois plus 0,20 % sur 466 millions de dollars.
32. EMTN71/78 : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,36 %.
33. Obligations en francs suisses payables en Europe : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,12 % sur 1 823 millions de dollars; et taux de 5,10 % sur 262 millions de dollars; 497 millions de dollars de ces engagements ne sont toujours pas couverts.
34. Obligations intérieures en dollars américains : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 4,47 %.
35. USMTN1 : La Province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux de 1,43 %.
36. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 3,91 % sur 25 151 millions de dollars; et TCAB 3 M plus 0,39 % sur 13 994 millions de dollars.
37. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte ayant des termes de 244 jours maximum.
38. SBT : Le trust des conseils scolaires (la fiducie) a été créé en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les besoins des élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront réduits sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
39. Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent la dette contractée auprès de tiers par d'autres organismes gouvernementaux, et l'élimination de la dette contractée par ces organismes et des titres qu'ils détiennent. Les titres de l'Ontario détenus par ces organismes sont les suivants (en millions de dollars) :
Obligations d'épargne de l'Ontario :
 AgriCorp : DMTN53 / 9,2 millions de dollars; DMTN93 / 23,6 millions de dollars; DMTN197 / 3 millions de dollars; MW / 3 millions de dollars; DMTN135 / 10,1 millions de dollars; DMTN132 / 18 millions de dollars; et DMTN173 / 20 millions de dollars.
 Société ontarienne de infrastructures et de l'immobilier : DMTN207 / 1,2 million de dollars; DMTN212 / 70,3 millions de dollars; DMTN204 / 74,3 millions de dollars; DMTN200 / 31,1 millions de dollars; et DMTN213 / 118,3 millions de dollars.
 Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN93 / 3 millions de dollars; DMTN69 / 1 million de dollars.
 Fonds de reboisement : DMTN173 / 2,7 millions de dollars; DMTN195 / 1,7 million de dollars; et DMTN163 / 0,6 million de dollars.
 Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN69 / 11,7 millions de dollars; DMTN93 / 11,6 millions de dollars; DMTN197 / 11,8 millions de dollars; et DMTN135 / 11,5 millions de dollars.

ENCOURS DE LA DETTE – Fin

Au 31 mars 2012

Bons du Trésor :

Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier : 398 millions de dollars; Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 170 millions de dollars; Société immobilière de l'Ontario : 50 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 59 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 10 millions de dollars; Fonds de reboisement : 3 millions de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 16 millions de dollars.

40. La SFIEO a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN199 / 2,75 % (65 millions de dollars); DMTN205 / 2,67 %; et EMTN63 / 5,28 %.
41. AUD1 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,24 %.
42. EMTN70 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
43. PU (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,0 %.
44. EMTN94 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,13 %.
45. EMTN - Obligations en francs suisses (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements au taux fixe de 5,24 %.
46. EMTN93 (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux fixe de 4,22 %.
47. Obligations en dollars américains payables sur les marchés internationaux (SFIEO) : La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur ces engagements comme suit : taux fixe de 4,68 % sur 555 millions de dollars; et taux de 1,67 % sur 725 millions de dollars.

TRANSACTIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012	2011
	\$	\$
Remboursement d'emprunts à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(547 106 742)	(1 252 666 667)
à court terme (net)	0	(31 704 000)
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	326 540 554	1 046 660 675
à court terme (net)	11 933 000	0
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	(208 633 188)	(237 709 992)
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	742 284 845	762 292 524
à court terme.....	10 711 321	8 061 903
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	14 310 702	14 310 702
	767 306 868	784 665 129
Recouvrements de la SFIEO :		
Remboursements d'emprunt à partir :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	547 106 742	1 252 666 667
à court terme (net)	0	31 704 000
de titres émis hors des marchés publics -		
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(326 540 554)	(1 046 660 675)
à court terme (net)	(11 933 000)	0
Recouvrements/(avances) nets	208 633 188	237 709 992
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme.....	(742 284 845)	(762 292 524)
à court terme.....	(10 711 321)	(8 061 903)
du Fonds de placement du régime de pensions du Canada	(14 310 702)	(14 310 702)
	(767 306 868)	(784 665 129)

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1 ^{er} avril 2011 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2012 \$
Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation et des Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	29 118 697	5 470 500	5 812 492	-	28 776 705
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir	1 294 984	-	-	326 606	1 621 590
	30 413 681	5 470 500	5 812 492	326 606	30 398 295
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	276 495	29 800	34 332	-	271 963
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir	-	-	-	23 578	23 578
	276 495	29 800	34 332	23 578	295 541
Ministère du Développement économique et du Commerce:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile.....	142 219 667	33 089 980	-	-	175 309 647
Moins : Escompte non amortissement	(112 636 575)	-	-	(2 805 115)	(115 441 690)
	29 583 092	33 089 980	-	(2 805 115)	59 867 957
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.....	172 388 036	27 642 542	6 373 807	-	193 656 771
Moins : Escompte non amortissement	(16 699 973)	-	-	3 002 714	(13 697 259)
	155 688 063	27 642 542	6 373 807	3 002 714	179 959 512
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	3 418 392	24 852 242	-	-	28 270 634
Moins : Escompte non amortissement	(197 831)	-	-	(2 395 828)	(2 593 659)
	3 220 561	24 852 242	-	(2 395 828)	25 676 975
Ministère des Finances :					
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amortissement	(894 000)	-	-	178 800	(715 200)
	36 606 000	-	-	178 800	36 784 800
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	1 849 680 827	585 000 000	-	-	2 434 680 827

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1 ^{er} avril 2011	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2012
Ministère des Finances (suite) :					
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.....	1 828 631 398	597 723 922	345 000 000	-	2 081 355 320
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	5 300 000	-	121 200 000	-	(115 900 000)
• Billets à terme adossés à des actifs	447 387 441	-	9 020 744	-	438 366 697
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	3 662 675 232	-	569 046 390	-	3 093 628 842
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires.....	4 029 780 707	737 792 479	102 804 105	-	4 664 769 081
Société des loteries et des jeux de l'Ontario*	149 514 876	36 314 814	54 259 080	-	131 570 610
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit.....	123 000 000	15 000 000	55 000 000	-	83 000 000
Office de l'électricité de l'Ontario*	30 058 705	287 055 705	242 114 410	-	75 000 000
Musée royal de l'Ontario*	42 200 345	-	345	-	42 200 000
Corporation de la ville de Windsor.....	17 184 396	-	-	-	17 184 396
Commission de transport Ontario Northland* ...	14 941 195	-	2 945 015	-	11 996 180
Commission de transport Ontario Northland* – marge de crédit.....	12 300 000	53 370 000	65 670 000	-	-
Commission des parcs du Niagara*	6 270 782	-	252 037	-	6 018 745
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	3 000 000	-	500 000	-	2 500 000
Ottawa Convention Centre*.....	-	40,000,000	-	-	40,000,000
Collèges d'arts appliqués et de technologie	81 917 823	56 671 011	4 852 691	-	133 736 143
Total des prêts - Office ontarien de financement ..	4 510 168 829	1 226 204 009	528 397 683	-	5 207 975 155
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*.....	253 000 000	-	11 000 000	-	242 000 000
Moins : Escompte non amorti	(123 901 460)	-	-	5 387 020	(118 514 440)
	129 098 540	-	11 000 000	5 387 020	123 485 560
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	218 853	-	-	-	218 853
Ministère de l'Infrastructure :					
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario.....	4 796 578	-	271 750	-	4 524 828
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	43 278	-	16 308	-	26 970
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	233 407	-	19 943	-	213 464

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1 ^{er} avril 2011	Prêts ¹	Remboursements ²	Autres ³	Solde au 31 mars 2012
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	51 044 398	1 003 853	1 566 667	-	50 481 584
Développement économique–Intérêts à recevoir ..	-	-	-	842 214	842 214
	51 044 398	1 003 853	1 566 667	842 214	51 323 798
Ministère de la Recherche et de l'Innovation:					
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	4 000 000	-	800 000	-	3 200 000
Moins : Escompte non amortissement	(125 020)	-	-	18 753	(106 267)
	3 874 980	-	800 000	18 753	3 093 733
Ministère du Tourisme et de la Culture:					
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	14 638 269	1 670 400	2 036 171	-	14 272 498
• Prêts aux étudiants Support.....	523 774 957	64 800 000	95 733 956	-	492 841 001
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT					
LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2012					22 961 374 398
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2012					(2 936 035 634)

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

* Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère s'est engagé à accorder un prêt conditionnel d'un montant maximum de 175 millions de dollars à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de trois usines ontariennes et à appuyer la création d'un centre canadien de l'ingénierie, qui mettra l'accent sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère s'est aussi engagé à accorder un prêt conditionnel jusqu'à hauteur de 3,0 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

Le 6 juin 2011, la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en tant qu'organisme appartenant à part entière à la province, en vertu d'une mesure législative provinciale, suite à la fusion de la Société ontarienne de travaux d'infrastructure (SOTI), de la Société immobilière de l'Ontario (SIO) et de Stadium Corporation of Ontario Limited (STADCO). Le nouvel organisme relève toujours du ministère de l'Infrastructure. Le solde des prêts en cours au 31 mars 2012 comporte un prêt subordonné de 50 ans d'une valeur de 800 millions de dollars contre un billet à ordre qui arrive à échéance le 31 mars 2053. Les intérêts sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, sont payables chaque trimestre. De plus, au 31 mars 2012, la province avait prêté 1 635 millions de dollars à Infrastructure Ontario.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 mars 2012, la SFIEO avait des fonds excédentaires totalisant 116 millions de dollars et avait investi ce montant auprès de la province.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1^{er} avril 2011, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 3 663 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 569 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 3 094 millions de dollars au 31 mars 2012.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2012, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 4 665 millions de dollars (4 030 millions de dollars en 2011). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,42 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2037.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 131 millions de dollars (150 millions de dollars en 2011) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 1,31 % et 3,22 %. Ils arrivent à échéance entre janvier 2013 et mai 2016.

Infrastructure Ontario a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 200 millions de dollars qui arrivera à échéance en juin 2019. Infrastructure Ontario a utilisé un prêt de 83 millions de dollars (123 millions de dollars en 2011) de ce crédit à des taux d'intérêt variant entre 1,98 % et 2,64 %.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) est une société sans but lucratif indépendante en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Cette société a obtenu une facilité de crédit de 975 millions de dollars au maximum pour financer le compte d'écart de la grille tarifaire réglementée. Cette facilité expire le 31 décembre 2013. L'OEO a utilisé un total de 75 millions de dollars (30 millions de dollars en 2011) de ce crédit à un taux d'intérêt de 1,19 %.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 42,2 millions de dollars (42,2 millions de dollars en 2011). Ce prêt est constitué de 22,5 millions de dollars à un taux fixe de 5,04 % et de 19,7 millions de dollars à taux variable (taux actuel de 2,77 %). Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 17,2 millions de dollars (17,2 millions de dollars en 2011).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 12,0 millions de dollars (27,2 millions de dollars en mars 2011) arrivent à échéance entre 2014 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 6,29 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 6,0 millions de dollars (6,3 millions de dollars en 2011) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 2,5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2011) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 40 millions de dollars (0 \$ en mars 2011) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 133,7 millions de dollars (81,9 millions de dollars en 2011) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,31 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2012 et 2040.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 98 072 899 \$ (66 167 406 \$ en 2010-2011).

Développement économique : En 2007-2008, le ministère du Développement du Nord et des Mines a accordé un prêt à terme renouvelable de 17 000 000 \$, à des conditions du marché, à une société du Nord de l'Ontario pour ses besoins en capital de roulement dans le cadre d'un plan global visant à acquérir l'actif commercial d'une société en faillite du Nord de l'Ontario et de la revitaliser. En 2010-2011, le ministère a accordé des prêts de 25 millions et de 8,8 millions de dollars à deux entreprises du Nord de l'Ontario à des fins de développement économique. En 2011-2012, le ministère du Développement du Nord et des Mines a enregistré un intérêt couru à recevoir sur un solde de prêts en cours, 842 214 \$ d'intérêt à recevoir et 1 003 853 \$ d'intérêts incorporés à recevoir.

Annoncé le 2 juin 2006, le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, administré par le ministère de la Recherche et de l'Innovation, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le FPPI vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies innovatrices en Ontario.

Le FPPI examinera à des fins de soutien les propositions de soumissionnaires qui conçoivent et commercialisent des technologies novatrices nouvelles et émergentes qui se révèlent parmi les plus concurrentielles et les plus évoluées d'Amérique du Nord. Le FPPI est axé sur les technologies dans les domaines de l'environnement, des énergies de remplacement, des bioproduits, de l'hydrogène et d'autres technologies ayant une importance globale et qui se trouvent à la phase pilote de développement. En se concentrant sur les obstacles technologiques à l'échelle préindustrielle, le FPPI répond au déficit de financement qui est apparent dans la commercialisation de nouvelles technologies. L'on s'attend à ce que les entreprises puissent attester que leur concept a été prouvé et validé, et qu'elles s'attaquent aux problèmes de la mise à niveau nécessaire en vue d'aboutir à des activités commerciales définitives à l'étape préindustrielle. Le FPPI fournira un appui financier s'élevant à 50 % des frais admissibles des projets approuvés. L'aide financière que pourrait offrir le FPPI va d'au moins 100 000 \$ à au plus 4 000 000 \$ par projet.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1 ^{er} avril 2011 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2012 \$
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	4 808 231	2 975 705	7 783 936
• Fonds d'aide aux victimes	34 062 333	(479 725)	33 582 608
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	5 885 249	(12 147)	5 873 102
• Produits de la criminalité	3 290 689	2 542 638	5 833 327
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	7 998 864	1 846 514	9 845 378
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 165 726	261 514	5 427 240
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	27 232 125	3 280 014	30 512 139
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 496 834	11 998	1 508 832
• Entente de partage des coûts – Port Loring	1 002 012	(119 796)	882 216
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	45 182 834	115 480	45 300 314
• Réserve pour chèques en circulation	40 362 182	4 108 573	44 470 755
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	10 638 736	(612 435)	10 026 301
Ministère des Services gouvernementaux :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	18 611 280	329 341	18 940 621
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	703 053 776	45 265 429	748 319 205
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	43 030 305	5 940 944	48 971 249
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	192 857 031	28 807 731	221 664 762
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	6 820 757	1 174 127	7 994 884
- Régime complémentaire des juges de paix	9 940 598	2 480 662	12 421 260

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

	Solde au 1 ^{er} avril 2011 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2012 \$
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	17 592 653	(1 369 692)	16 222 961
Ministère des Affaires municipales et du Logement :			
• Fonds de péréquation de la RGT	4 127 928	(4 127 928)	-
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de réserve forestier	1 640 009	122 305	1 762 314
• Fonds de reboisement	1 250 223	(31 707)	1 218 516
• Pêche et faune	25 586 891	(4 447 002)	21 139 889
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	15 430 589	(746 649)	14 683 940
Ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts :			
• Fonds de réhabilitation des mines	33 177 204	(6 335 097)	26 842 107
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	7 497 693	3 250 637	10 748 330
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	5 228 832	41 237	5 270 069
• Régies des routes locales	9 070 325	2 274 881	11 345 206
• Prestation des services – Examens de conduite	4 723 873	(261 624)	4 462 249

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2012, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 6 719 724 \$ et ceux relatifs aux alcools à 1 064 212 \$, soit un montant total pour ce compte de 7 783 936 \$.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte spécial lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, à venir en aide aux victimes et à prévenir la victimisation.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2012.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2012.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2012.

En vertu de la *Loi de 2000 sur la réforme du logement social*, les coûts du logement social dans la RGT sont répartis équitablement entre les municipalités. Le ministère facilite le transfert des fonds en recevant les paiements exigés qu'effectuent les municipalités visées de la RGT et en les remettant à celles qui y ont droit. Le 31 mars 2012, le solde représentait les fonds reçus mais qui n'avaient pas été versés pendant l'exercice.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012**

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le MTO puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO**Pour l'exercice clos le 31 mars 2012****PRÊTS GARANTIS**

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2012	Références
		%	\$	

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles.....	2011-12	Divers	11 281 989	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement.....	2011-12	Divers	16 382 369	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	2011-12	Divers	617 862	

TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES			28 282 220	

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

Société ontarienne d'hypothèques et de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons pour de bon ».....	1989	Divers	24 339 000	(3)

TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT			24 339 000	

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS

Rosko Forestry Operation Ltd.	2008	5,25	471 122	
Global Sticks.....	2009	6,00	1 437 278	
Global Sticks.....	2010	6,45	1 299 318	
Hanover Veneer.....	2008	Préférentiel+1	465 057	
Greenview Wood Products.....	2011	6,00	1 806 029	

TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD, DES MINES ET DES FORÊTS			5 478 804	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012

PRÊTS GARANTIS – Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2012	Références
	%		\$	

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:

Catégorie A.....	Divers	Préférentiel	6 464 165
Catégorie B.....	Divers	Préférentiel+1	1 580 668
Catégorie C.....	Divers	Préférentiel+1	99 062 702

TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			107 107 535

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			165 207 559

AUTRE GARANTIES :

MINISTÈRE DES FINANCES

Société ontarienne d’aménagement municipal	1991	9,17 to 9,45	44 235 000	(4)
Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association.....	2005	4,75	575 145	(5)
Garanties d’emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones	2011	Divers	105 005 507	(6)

TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....			149 815 652	

TOTAL DES AUTRES GARANTIES			149 815 652	

TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL.....			315 023 211	

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2012

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Génération Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette entente, jusqu'à hauteur de 1 545 millions de dollars, qui est entrée en vigueur le 1^{er} mars 2010, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur du fonds distinct au 1^{er} janvier 2009. En retour, la province a reçu de l'OPG une commission de garantie équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie provinciale directe.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 \$.
3. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 30 900 000 \$ millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (24 339 000 \$) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 6 561 000 \$ en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
4. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
5. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1^{er} avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
6. La province a fourni deux garanties en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones au cours de l'exercice 2011-2012 pour une valeur combinée de 106 millions de dollars. Le montant maximum garanti est de 106 millions de dollars plus tout intérêt impayé. Ces deux garanties arriveront à échéance au cours de l'exercice 2025-2026. Les emprunteurs ont versé à la province des droits de garantie de 0,15 % du montant garanti.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2012**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et autres (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
4. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
5. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et autres concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
6. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
7. Augier, Gideon McGuire, allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
8. Deep, D' Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
9. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses, diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.
10. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
11. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat et de vente conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
12. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
13. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
14. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
15. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
16. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
17. Brown, Vincent : avis de demande en dommages-intérêts après avoir fait part aux autorités d'une tentative d'assassinat à l'endroit du premier ministre. Le plaignant allègue qu'il a fourni ces renseignements en échange de son immunité, d'un emploi et d'un paiement.
18. Chuang, David, D', D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2012**

19. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
20. Nazarali, Hassan c. Ontario : demande en dommages-intérêts pour les motifs suivants : application erronée de la loi par des fonctionnaires judiciaires dont un juge de paix et un juge de première instance, arrestation illégale, et détention illégale sans compétence.
21. D^r Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
22. Mallory, Richard et autres c. SMRCO : Le plaignant prétend que la Couronne, la poursuivante, et divers agents de police ont conspiré pour dissimuler le fait qu'ils savaient apparemment qu'ils se fondaient sur de faux témoignages de leurs principaux témoins pour arrêter illégalement le plaignant, le déclarer coupable et l'emprisonner.
23. Plaunt, Donald contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et autres – Objet : Réclamation pour poursuite abusive, enquête négligente, abus de pouvoir, séquestration, complot en vue de nuire et violation de droits garantis par la Charte déposée par le plaignant et concernant ses nombreuses arrestations en raison de prétendues infractions sexuelles perpétrées sur des mineurs.
24. Williams, James-Andrew contre Banque HSBC, et autres; Williams, James-Andrew contre Banque TD et autres – Objet : Affaire litigieuse au civil mettant en cause deux banques et une voiture. Le plaignant veut un redressement incompréhensible à l'encontre d'un certain nombre de parties.
25. Empire Communications Ltd. & Empire Pleasantview Communities Ltd. contre Sa Majesté la reine du chef et la Société immobilière de l'Ontario – Objet : Revendications territoriales.
26. Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Marie Slark et Jim Dolmage à titre de tuteur à l'instance de Patricia Seth contre Sa Majesté la reine et le Centre régional de la Huronie.
27. McNamara, Michael et autres : Le plaignant prétend que pendant qu'il était commissaire de l'Ontario Athletics Commission (OAC), M. Hayashi avait un intérêt bénéficiaire dans un ou plusieurs clubs d'arts martiaux, a abusé de son pouvoir, a fait preuve de négligence, n'a pas tenu compte des infractions de la part de combats concertés dans le domaine des arts martiaux, et a empêché la tenue de combats concertés dans le domaine du kick-boxing professionnel.
28. Sidhu, Avtar contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario (Ministère du Procureur général) : *Loi de 1992 sur les recours collectifs*, confirme que la présente instance est un recours collectif; déclare que le défendeur a enfreint les articles 7 et 14 de la Charte; ordonnance exigeant que le défendeur respecte ses obligations aux termes de ces articles; dommages-intérêts pour infraction à ces articles; ordonnance exigeant que le défendeur réévalue tous les interprètes judiciaires au moyen d'un test approprié et en fonction de normes adéquates et communique les résultats de ces tests aux personnes inscrites au recours collectif.
29. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
30. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
31. Karas, et al. : poursuite contre LAWPRO et al. en raison de poursuite malveillante, de négligence lors d'une enquête et de dommages liés à la charte dans le cadre d'une poursuite contre les demandeurs pour incendie criminel.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2012**

32. McSheffrey c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : recours collectif d'employés du SEFPO alléguant une assertion négligente et inexacte et des pertes financières à l'égard de leurs prestations de retraite en raison de leur transfert aux centres d'accès aux soins communautaires.
33. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
34. Xu, Rui Bin c. le juge de paix B. Souliere, cour pour les infractions provinciales de l'Ontario à Ottawa : parjure et complice au parjure. Le plaignant allègue que les défendeurs l'ont persécuté.
35. Xu, Rui Bin c. le juge Jean-Marie Bordeleau, Cour de justice de l'Ontario : voies de fait parce qu'il aurait dit que le plaignant était « bizarre ou quelque chose ». La réclamation est sensiblement la même que les réclamations contre le juge Jean-Marie Bordeleau faites devant la cour fédérale en 2008 et 2009.
36. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
37. Sud-Ouest – Rosalind Bechard en tant que tutrice à l'instance pour Mary Ellen Fox, plaignante, et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia entre 1876 et 2008.
38. Rideau – David Mckillop par sa tutrice à l'instance Christine Victoria Grace Clarke et la Couronne, défendeur. Un recours collectif a été intenté par des plaignants représentants alléguant que des pensionnaires ont subi des dommages en raison du traitement et des soins reçus lorsqu'ils vivaient au centre régional Huronia.
39. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
40. Gerald Guy Brummell c. le procureur général de l'Ontario et autres : réclamation pour dommages-intérêts découlant du harcèlement de la conjointe du plaignant par un détective de la Police provinciale de l'Ontario.
41. Pinder, Diane et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, et autres : demande en dommages-intérêts découlant de l'homicide délictuel de Douglas Minty, qui a été tué par balles par PC Graham Sequin le 22 juin 2009. Les plaignants allèguent que, lors de l'enquête, le sergent s'est conduit d'une façon qui contrevenait à la *Loi sur les services policiers*.
42. Renda, Anamaria et autres c. le procureur général de l'Ontario concernant des dommages-intérêts découlant d'une demande liée au droit de la famille présentée à l'endroit de M. Nicola Renda au tribunal de Newmarket en ce qui a trait à la rupture du mariage de la demanderesse.
43. Good, Sherry c. la Commission des services policiers de Toronto et autres concernant l'exposé de la demande en dommages-intérêts du recours collectif modifié (Second Fresh) pour l'arrestation illégale, l'emprisonnement injustifié et les voies de fait et batterie présumés subis par la demanderesse et les membres du recours collectif proposé durant le Sommet du G20 à Toronto.
44. Marino, Terry c. l'Ontario et autres concernant des dommages-intérêts punitifs et d'autres coûts divers engagés par le demandeur en raison du manquement prétendu de l'Ontario et du Canada de favoriser un marché de l'essence concurrentiel ouvert, ce qui a résulté en des prix abusifs pour les consommateurs.
45. Panza, Francesco et autres c. la Corporation de la cité de Mississauga et autres pour négligence, pour le compte des propriétaires d'immobilier résidentiel dans la région de Lisgar Floor.
46. SouthPoint Wind concernant des dommages-intérêts résultant de l'annulation de son statut de requérant inscrit et d'inscrit exclusif pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*.
47. George Stifel : Recours collectif en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs* et dommages-intérêts contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et La Great-West, compagnie d'assurance-vie pour la déduction de paiements du Régime de pensions du Canada indexés en fonction des ajustements au coût de la vie en 1996 relativement à des prestations d'invalidité de longue durée.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2012**

48. Anthony Coote c. Bilodeau c.r., Roger : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de l'ancien procureur général, l'honorable Chris Bentley, et d'autres défendeurs nommés, dont plusieurs employés de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice de Brampton et des avocats travaillant pour le Bureau des avocats de la Couronne – Droit civil du ministère du Procureur général.
49. Janice Cerra et autres c. la Corporation de la cité de Thunder Bay : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et le ministère de l'Environnement résultant de défaillances présumées de l'infrastructure des eaux usées et de déversements de contaminants ayant affecté des propriétaires fonciers et des occupants de la cité de Thunder Bay à la suite de l'inondation et du refoulement des égouts qui ont débuté vers le 28 mai 2012 et qui ont continué avec la même intensité pendant des semaines.
50. Neyka Mokedey c. la Commission des services policiers de Hamilton et autres : Le demandeur fait plusieurs allégations à l'endroit de la Couronne poursuivante du Hamilton Crowns Office, du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, du procureur général, du directeur de l'Unité des enquêtes spéciales et du directeur du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police concernant des accusations criminelles portées contre le demandeur par les services policiers de Hamilton parce qu'il avait été en cause dans une querelle de ménage.
51. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
52. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
53. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
54. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
55. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
56. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
57. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
58. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
59. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
60. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
61. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
62. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
63. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
64. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
65. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
66. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
67. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
68. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
69. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
70. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
71. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
72. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2012**

73. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
74. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
75. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
76. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
77. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
78. Première nation n° 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
79. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishinabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
80. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
81. Première nation Pic Moberg : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
82. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
83. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
84. Première nation Long Lake No. 58 : Demande en dommages-intérêts pour négligence, manquement à l'obligation fiduciaire, intrusion, nuisance et perte économique par suite de l'emploi du bassin hydrographique de Long Lake aux fins de l'exploitation financière et de la production d'électricité.
85. Atikameksheng Anishnawbek c. HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
86. Corporation de la ville de Fort Frances contre le procureur général du Canada, et autres sous forme de demande entre défendeurs dans la poursuite 98-0743 intentée par la Première nation Couchiching, la Première nation Naicatchewinin, la Première nation Nicickousemenacanining et la Première nation Stanjikoming.
87. Première nation crie de Kapuskasing c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, le ministre des Affaires autochtones, Ontario Power Generation et autres : dommages-intérêts pour ingérence quant au titre et aux droits autochtones sans consultation, diverses déclarations, l'annulation de diverses décisions et approbations provinciales, et une ordonnance obligeant une reconnaissance en vertu de la *Loi sur les Indiens* et l'établissement d'une réserve.
88. Première nation Wahgoshig c. Solid Gold et Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Début des activités d'exploration minière et de forage par Solid Gold sur le territoire traditionnel de la Première nation Wahgoshig sans avoir donné d'avis à cette première nation.
89. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
90. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier, qui constitueraient des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin****Au 31 mars 2012**

91. Grant Forest Products Inv. c. Ontario : avis en vertu de la LIICC concernant le remboursement des modifications de la valeur résiduelle aux termes de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* depuis le 1^{er} avril 1995.
92. Direk c. l'Ontario : Avis de question constitutionnelle reçu le 10 septembre 2009, demande inintelligible.
93. DaSilva-Mepham c. le Canada et l'Ontario : recours collectif pour dommages-intérêts pour des impôts perçus et des droits de récolte refusés d'après la définition de statut en vertu de la *Loi sur les Indiens* qui a été déterminée comme étant discriminatoire.
94. Ilha c. l'Ontario concernant une contestation en vertu du Code des droits de la personne alléguant que le financement par l'Ontario de la fécondation in vitro est discriminatoire en fonction d'un handicap ou du sexe, ce qui est contraire au Code.
95. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
96. Gallo c. Canada (Ministère de l'Environnement) pour infraction alléguée au chapitre 11 de l'ALENA en raison de la fermeture de la mine Adams Lake pour en faire une installation d'élimination des déchets.
97. Karen Egesi c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario représentée par le ministère des Services gouvernementaux. La demanderesse est une partie non représentée et une employée syndiquée (AEEGAPCO). La demande a trait à de la discrimination et du racisme systémique sur le lieu de travail.

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 58 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ». Les autres ont été évaluées « improbables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2012
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)